ristianisme

GOLDEN GATE SEMINARY LIBRARY
STRAWBERRY POINT
MILL VALLEY, CALIFORNIA

ANNÉE — N° 1-2 JANVIER-FÉVRIER 1961

GRADUATE THEOLOGICAL UNION 1962

a crise de la gauche française

André PHILIP

Aliénation de l'homme 61

J. MALTERRE

Le Référendum et l'Algérie

A. GROSSER

L'Arbitraire — Les droits de la femme
s la coexistence compétitive — Notre Congrès

social

TABLE DES MATIÈRES

... ET DE PUBLICATIONS
PARIS

DATE DUE

hristianisme Social

nnée — N° 1-2 JANVIER-FÉVRIER 1961

rale évangélique

Discerner la volonté de Dieu

par Pierre Bonnard

« Maintenant, si vous me demandez comment cela peut arriver, je vous dirai trois choses : 1° Cessez de vous conformer à la mentalité de ce temps, cessez de vous laisser mener comme des marionnettes par les puissances et les principautés de ce monde en jouant le rôle qu'elles vous imposent, parce que vous savez parfaitement qu'elles ont déjà été vaincues ; 2° laissez-vous transformer dans votre vie par un retour constant aux capacités radicalement nouvelles de discernement et au critère de jugement que vous avez reçus quand vous avez été agrégés au peuple de Dieu ; 3° car ce n'est qu'ainsi que vous pourrez, à chaque instant, dans chaque nouvelle situation, discerner avec expérience la volonté de Dieu et connaître qu'elle est bonne, acceptable et capable de vous amener à la maturité. »

Paraphrase de Rom. XII : 2.

moins de trente années, les disciples du Christ se rouvèrent répandus dans toutes les grandes villes 'Empire romain. Ces hommes et ces femmes, bien-innombrables, allaient peu à peu se laisser con-e, dans leur comportement concret, par une

exigence nouvelle. Immédiatement, on le voit dai l'Eglise de Corinthe, des questions délicates de mo rale pratique, ou d'éthique politique comme à Rom allaient se poser à eux. Comment ont-ils pu « discern la volonté de Dieu » (Rom. 12 : 2) ? Que représe tait pour eux l'expression énigmatique de « loi c Christ » (Gal. 6 : 2) ? Certes, nous ne devons p avoir une conception schématique de l'éthique chr tienne au premier siècle. Fort nombreuses furent l divergences, entre églises ou entre responsables, s de multiples points controversés.

Il faut même aller plus loin : le fait que le chri tianisme naissant ne s'est pas soumis immédiateme et unanimement à un code rigide de morale, ce fa ne doit pas être considéré comme un accident ou u anomalie provisoire. Il fait au contraire partie (l'essence de la foi nouvelle. Comparé à d'autres mo vements religieux du temps, comme le pharisaïsm ou l'essénisme ou, dans le paganisme, l'hermétism le christianisme naissant donne l'impression d'avo été infiniment moins « réglé », beaucoup moins i transigeant en matière de morale ou de disciplin spirituelle que ses concurrents. Cette façon de pr céder se remarque déjà dans la personne de s fondateur. Il suffit, pour s'en convaincre, de le com parer à la figure si proche, pourtant, du Maître (justice essénien. On entrait facilement et rapideme dans les communautés chrétiennes, beaucoup pl facilement que dans la plupart des cercles religie du temps. Cela tenait à l'essence-même de la foi no velle, qui était réponse à une parole de pardon, à u invitation gratuite.

Néanmoins, une fois incorporés aux communaut chrétiennes, les baptisés y étaient soumis à une i cessante « exhortation » morale. Ils y recevaient d consignes extrêmement précises. Très tôt, la condui des chrétiens frappa les observateurs païens ; no en avons de nombreux témoignages. Au contraire (

plupart des initiations aux mystères païens, qui ient sans conséquences éthiques (sauf pour ceux Mithra, semble-t-il), le baptême marquait le commencement d'une vie nouvelle. Aussi réellement que Christ était mort sur la croix, aussi réellement et initivement le baptisé devait considérer son existence prébaptismale comme anéantie par le jugement Dieu. *La seule « possibilité » qui lui restait était ıc de « discerner » la volonté de Dieu et de se ıduire autrement qu'avant son baptême* (Rom. 6). is, précisément, comment allait s'opérer ce discernement nécessaire de la volonté de Dieu ?

NON-CONFORMISME CHRETIEN.

NS le monde gréco-romain qui a vu naître les premières communautés chrétiennes, l'éthique était ninée, *grosso modo,* par un double souci de conmité ou de fidélité : conformité aux coutumes traionnelles et aux mœurs léguées par les pères dans cités, pour la morale quotidienne et populaire et, ıs les cercles plus restreints mais largement signifiifs de l'éthique stoïcienne populaire : conformité fidélité à la nature, au monde, à soi-même en tant partie intégrante de l'univers. Dans son expresn la plus haute et la plus répandue au premier cle, chez un Epictète par exemple, la morale anue tendait surtout à une adhésion consciente et me joyeuse de l'homme à sa propre nature, au ıd commun à la personne humaine, aux dieux et monde qui échappe aux accidents de la vie quoienne. A la base d'une telle conception éthique reconnaît un optimisme foncier : le monde est ı en son essence et l'homme peut, en s'y exerçant, ir sa destinée à celle du monde. Dieu est grand, ·st en toutes choses, il est Tout. Il faut le célébrer, ımérer ses bienfaits, adhérer joyeusement à la ure et à sa propre nature sans se laisser impres-

334272

sionner par les accidents superficiels de la vie. Qu l'homme connaisse sa condition providentielle, qu adhère à ce que la nature a fait de lui : « Si j'éta rossignol, j'accomplirais l'œuvre du rossignol ; j'étais un cygne, celle du cygne. Mais je suis un êt raisonnable, je dois chanter Dieu ; c'est là mo œuvre ; je l'accomplis et je n'abandonnerai pas mo poste, aussi longtemps que cela m'est permis, et vou je vous exhorte à chanter le même chant » (Epictète *Entretiens* I, 20-21).

C'est dans ce milieu où fleurissaient à la fois le cou rage, la joie de vivre, le mépris de la souffrance et d faibles et la haine de toute révolution morale ou pol tique, que retentit l'exhortation non-conformiste d l'apôtre : « Ne vous conformez pas au monde pr sent ! » (Rom. 12 : 2.)

La première chose qui frappe, ici comme dans le épîtres en général, c'est que les chrétiens son exhortés à rompre avec le monde. Par la mise mort du baptême comme par l'exhortation fondamen tale de l'apôtre, l'éthique évangélique peut être cara térisée comme *une éthique de rupture ou de révolt* Cette rupture, toutefois, doit être bien comprise. Le chrétiens ne sont pas exhortés à fuir le monde mai dans le monde, à refuser l'esprit qui l'asservit. C mot « monde » [aion] se rapproche du terme co respondant dans le quatrième évangile [kosmos]. ne désigne pas le monde tel qu'il fut créé par Dieu mais ce monde enténébré et entraîné par l'homme dan l'ignorance et la mort. Ce monde-là est en train d passer (I Jean 2 : 17) ; l'événement du Christ marqué l'irruption, dans ce monde, d'un monde nou veau. Il s'agit donc de se désolidariser d'une huma nité à son déclin pour adhérer à une humanité tout fraîche, promise à une gloire éternelle.

La première précaution à prendre est donc celle-ci ne plus agir « comme tout le monde ». Les chrétien

vent refuser de se laisser guider par les mœurs ninantes, par les coutumes ancestrales, par les des philosophiques. Le mot français « milieu », s dans le sens technique que la sociologie lui donne, respond assez à cette idée d'un ensemble de forces la fois puissantes et imprécises qui, en un lieu nné, entraînent les masses et dessinent par avance comportement des individus. *Ce monde est un uvais milieu, auquel il faut résister.* L'emprise néte du milieu social était souvent dénoncée par la losophie antique mais, faute d'une doctrine plus borée de l'autonomie personnelle, cette philosophie it incapable de fonder un comportement « nonformiste ». Telle fut la première révolution aptée par l'éthique chrétienne : prendre conscience milieu ambiant comme d'une puissance adverse ; fronter dans la liberté et, s'il le faut, dans la réte. En se servant du même mot que Paul, la preère épître de Pierre (1 : 14) dira : « Comme des ants obéissants, ne vous conformez pas aux convoies que vous aviez autrefois, quand vous étiez dans norance. »

Contrairement à ce qui se disait et se faisait autour ux, les premiers chrétiens allaient chercher la règle leur conduite ailleurs que dans le monde. En cela, disciples du Christ, comme les Juifs avant eux, pouvaient que paraître suspects aux foules au sein quelles ils vivaient. Les attaques précises qui déchèrent bientôt les grandes persécutions n'avaient d'autre raison profonde. Obscurément, le monde ique pressentait dans les églises chrétiennes un utre monde » qui allait précipiter sa ruine. On peut procher de ce thème les passages des épîtres et évangiles sur la vigilance et la sobriété : « Ne is endormons pas, comme font les autres, mais ress éveillés et sobres » (I Thess. 5 : 6). La vigilance t avec la conscience d'une rupture nécessaire avec nilieu ambiant.

LE RENOUVELLEMENT DE L'INTELLIGENCE.

Mais comment les chrétiens ont-ils fait face au innombrables cas de conscience qui se prése taient à eux ? Trois solutions étaient possibles.

La solution adoptée par les esséniens : *rupture com plète* d'avec la société, jugée irrémédiablement co rompue, et constitution d'une communauté régulièr c'est-à-dire réglée par un code qui ne devait rien la « civilisation » pécheresse. Ni Jésus, ni ses di ciples n'adoptèrent cette façon de faire, encore que nombreux traits esséniens se retrouvent dans les pr mières communautés chrétiennes.

En second lieu, la solution adoptée par les com munautés juives de la diaspora, fortement influenc par le pharisaïsme : *se grouper dans les grand cités,* réduire au strict nécessaire les relations av les païens et demeurer fidèles à la loi et la traditi juives interprétées dans les synagogues. Il est inco testable que les premières communautés chrétienn héritèrent largement de l'expérience et de l'organis tion impressionnante des communautés juives di persées dans l'Empire.

Mais peu à peu, on s'orienta vers une autre solutio Les nouveaux convertis appartenaient à des milie sociaux si divers qu'on ne pouvait songer à les group en un « ghetto » homogène. *On laissa le chrétien sa place dans la socété païenne,* tout en rassembla souvent la communauté entière pour lui faire entend les « exhortations » des apôtres et de leurs succe seurs. C'est donc une morale et un « discernement strictement communautaires qui allaient s'élabor dans ces conditions. Toutes les exhortations d épîtres sont adressées à des églises comme telles non, comme dans la diatribe stoïcienne, à des individ soucieux d'approfondissement spirituel. Les consign

les avis des apôtres seront lus dans les assemblées
rétiennes, commentés et discutés et, probablement,
sez vite interprétés par des ministres *ad hoc.*

ÉANMOINS, tous les problèmes moraux qui se po-
saient n'étaient pas tranchés de manière autori-
re. On faisait appel au discernement, à l'intelligence
s fidèles. Mais que faut-il entendre exactement par
renouvellement de l'intelligence dont il est question
ns Romains 12 ? On peut faire les remarques sui-
ntes :

Dans le contexte de Romains 12 : 1 et 2, on voit
clairement que *ce « renouvellement » n'est qu'un
pect de l' « offrande » de toute la personne à Dieu*
1). L'apôtre n'initie pas les Romains à une tech-
que particulière de l'esprit ou de l'intelligence. Il
exhorte à une transformation et à une décision de
te la personne. Il n'y a pas de renouvellement de
telligence sans renouvellement du cœur, du corps
de la volonté.

Il est important de relever que cette exhortation
est adressée à *des chrétiens. La « transformation »*
nt il est ici question *n'est donc pas automatique dans
vie du converti.* Elle fait l'objet d'une exhortation
i retentit longtemps après la fondation de l'Eglise.
peut et on doit imaginer des chrétiens authentiques
nt le « renouvellement de l'intelligence » n'a pas
core commencé ; c'était le cas de ceux auxquels
pôtre s'adresse à Rome. Ces « saints » menaient
core une vie que rien, ou presque rien, ne distinguait
comportement des populations ambiantes.

On ne doit pas comprendre ce renouvellement
comme un don particulier de l'Esprit, un cha-
me. Certes, dans la pensée biblique, toute vie chré-
nne, fût-elle la plus embryonnaire, relève de
ction de l'Esprit Saint. Mais il est remarquable
'aucune mention de l'Esprit n'apparaisse dans Ro-

mains 12, pas plus que dans le texte correspondai de I Pierre. L'importante tradition exégétique qı fait intervenir ici une indication souveraine de l'E prit ne correspond pas à la pensée du texte. *On* ı *saurait parler ici d'une connaissance « directe »* ‹ *la volonté de Dieu.* Une telle connaissance, dans pensée de l'apôtre, est réservée pour le temps c Royaume à venir. Le texte est plutôt un appel rompre consciemment avec « l'ancienne façon ‹ vivre » et à assumer courageusement les « nouvea tés » prescrites par l'Evangile.

4. Cette transformation de la personne et du con portement a comme condition *le renouvellement* ‹ *l'intelligence* [nous]. Que signifie ce dernier mot Pendant longtemps on a cru qu'il fallait l'entend dans un sens très peu intellectuel. On y voyait u terme vague désignant le fond de la personne, ce qı nous appelons souvent « l'âme ». C'est probableme une erreur. Au contraire de la mystique grecque c temps, dont la tendance était souvent d'humilier l'a tivité intellectuelle dans la vie religieuse, l'apôtre Pa fait un usage fréquent et positif de ce terme au sei d'*une faculté de discernement et de compréhensio en vue de l'action* (v. Rom. 1 : 28 ; 7 : 23-25 ; 11 : 34 14 : 5 ; I Cor. 1 : 10 ; 2 : 16 ; 14 : 14-15 ; Phil. 4 : 7 Col. 2 : 18 ; II Thess. 2 : 2).

Certes, cette faculté ne discerne pas naturellemei la révélation ou la volonté de Dieu. Mais lorsqu'el peut s'appliquer à scruter le sens et les exigences c l'Evangile, elle joue un rôle de premier plan dans la v de l'Eglise. Souvent, *les chrétiens sont appelés à us de leur intelligence* pour mettre d'accord leur pens avec l'Evangile, ou leur conduite avec leur foi.

5. Ce renouvellement de l'intelligence permettra au chrétiens de discerner la volonté de Dieu. Le verl « discerner » désigne, dans le Nouveau Testament, u

xamen critique qui permet de prendre une décision. n le traduit aussi par les verbes « éprouver » ou distinguer ». Dans la pensée biblique, il faut noter vant tout que le discernement total et définitif n'apartient qu'à Dieu. Lui seul éprouve vraiment l'homme, « sonde » totalement (c'est le même mot), spéciament au jour du jugement (Jér. 11 : 20 ; 14 : 19 ; s. 17 : 3 ; 66 : 10 ; I Thess. 2 : 4 ; I Cor. 3 : 17). ais le chrétien est aussi appelé à exercer sur luiième un examen critique incessant (II Cor. 13 : 5 ; Cor. 2 : 28 ; cp. Luc 12 : 16). D'ailleurs, la résistance u monde et les diverses « épreuves » se chargent e faire passer à la foi et à la patience des fidèles n « examen » souvent douloureux. Les épîtres menonnent souvent la « patience éprouvée ».

Mais, dans Rom. 12, *ce sont les chrétiens eux-mêmes ui sont appelés à examiner, éprouver, critiquer leur onduite et à discerner quelle est la volonté de Dieu.* ette activité de l'intelligence n'aboutissait pas à des onclusions définitives et absolues. Cependant, quelue chose de parfait, qui appartient au Royaume à enir, a fait son apparition dans la vie de celui qui exerce ainsi à être agréable à son Dieu, de même ue le Sermon sur la montagne connaît une « perfecon » dans l'acte de miséricorde envers le prochain Mat. 5 : 48).

. Les chapitres 12 et 13 de l'épître aux Romains nous offrent *un exemple d'une intelligence appliquée à echercher la volonté de Dieu dans les affaires couintes de la vie.* L'apôtre applique d'abord sa réflexion la vie intérieure de la communauté locale, car c'est que commence le renouvellement chrétien de l'intelgence. La loi d'amour, laissée par le Christ à ses isciples, domine ici toute la réflexion (Rom. 12 : 3-21). uant à la question délicate de l'obéissance due à Etat, elle est aussi « renouvelée » par une intellience captive de Jésus-Christ (13 : 1-7). Les épîtres,

comme aussi les évangiles, nous offrent ainsi une base de réflexion et de discernement qui peuvent aider les chrétiens du XX[e] siècle à trouver leur chemin dans le maquis complexe de la vie moderne.

LE TACT DE L'AMOUR ET LE DISCERNEMENT DES ESPRITS.

Un des textes les plus intéressants pour notre sujet se lit dans Philippiens 1 : 9 à 11 : « ... voici ma prière pour vous : que votre amour augmente de plus en plus en science pratique et en tact afin que vous discerniez les choses essentielles, pour être purs et irréprochables en vue du jour de Christ. »

Chaque mot, ici, serait digne d'une analyse historique. Relevons seulement les points suivants :

1. L'apôtre s'adresse à des chrétiens, dont il pense par ailleurs beaucoup de bien. Mais, comme dans toutes les églises fondées par Paul, ces chrétiens ont encore beaucoup de choses à découvrir en ce qui concerne le comportement pratique. Les mots « de plus en plus » font penser à une réflexion incessante de l'Eglise se demandant où et comment appliquer concrètement la loi évangélique de l'amour. Cet amour n'est pas un code figé, prêt à être appliqué directement. Il appelle une science nouvelle [epignosis] et caractéristique de la foi évangélique, *la science ou recherche des applications actuelles et personnelles de la loi du Christ.*

2. L'amour, dans la science des mœurs, est donc infiniment plus qu'un idéal inatteignable. Il nourrit immédiatement *l'imagination éthique des fidèles.* Il suscite les « bonnes œuvres » dont parle le Sermon sur la montagne, et dont il ne donne que quelques exemples. Mais il est aussi plus exigeant qu'une règle

)jective de casuistique comme en connaissait la
adition rabbinique juive. En effet, il doit gagner
ıns cesse en tact, en pouvoir d'invention, en appli-
ations concrètes dans les relations du chrétien avec
)n prochain et avec ses frères.

Enfin, le caractère eschatologique de cette éthique
est ici explicitement souligné. *Les actes* « *nou-*
eaux » *du chrétien seront* « *parfaits* », « *irrépro-*
ıables », non parce qu'ils se suffiront à eux-mêmes
ıais parce qu'ils attestent dans ce monde l'irruption
u monde nouveau inauguré par le Christ. Nous ne
ouvons jamais les considérer, en eux-mêmes, comme
ıtisfaisants. Ils relèvent du seul jugement dernier
e Jésus-Christ.

⁂

ous devons, pour terminer, faire mention du texte
de I Jean 4 : 1 à 6 sur le discernement des esprits.
s'agit en effet du même mot qui désignait, chez Paul,
discernement moral : « Bien-aimés, n'ajoutez pas
)i à tout esprit, mais éprouvez les esprits, pour sa-
oir s'ils sont de Dieu... »

Il n'est pas mauvais, à la fin de cet exposé de morale
vangélique, de nous laisser rappeler par un texte
)hannique que la question première qui nous est
osée par la Bible n'est pas celle de notre comporte-
ıent dans le monde mais celle de notre foi au Christ.
'oute la première épître de Jean lie étroitement la foi
n la scandaleuse incarnation de Dieu dans la per-
onne de Jésus de Nazareth à l'exercice de l'amour
raternel. C'est une même erreur « spiritualiste » de
ejeter l'incarnation et de mépriser son frère !

Tout comme le discernement dans Rom. 12, le dis-
cernement johannique n'est pas une activité pure-
ıent spirituelle ; il n'est pas un charisme indépendant
es autorités ecclésiastiques.

2. Il s'opère sur la base de deux réalités objectives : la confession de la pleine humanité du Fils de Dieu et, d'autre part, la fidélité à l'autorité des apôtres, représentée, au v. 6, par un *nous* fortement souligné : « Celui qui connaît Dieu nous écoute. » La base apostolique du discernement des esprits est aujourd'hui assurée par la Bible qui, seule, peut reprendre à son compte les mots infiniment prétentieux de notre texte : « Nous, nous sommes de Dieu » (v. 6).

Le discernement de la volonté de Dieu (Rom. 12), comme la science pratique ou le tact de l'amour (Phil. 1 : 9-11) ont leur source dans le discernement des esprits qui permet aux chrétiens de connaître Jésus-Christ et de le servir dans le monde.

Pierre BONNARD.

P. Bonnard est professeur de théologie à Lausanne. Cette étude a été présentée à la « Consultation sur la Société responsable » à l'Institut œcuménique de Bossey. Nous sommes heureux de le reproduire en même temps qu'il paraît dans un numéro spécial sur « Discernement et choix » du bulletin œcuménique *Communauté des disséminés* de décembre 60. 17, route de Malagnou, Genève.

J.-J. de Félice

Cheminements de l'arbitraire

Il est de plus en plus admis que l' « internement administratif » est contraire à nos traditions, inefficace ou même nuisible, car il laisse dans le cœur de l'homme détenu arbitrairement cette humiliation inutile, faisant suite à tant d'autres, et qu'on se plaît à regretter.

Et cependant, tous les jours, — malgré l'article 60 de notre constitution : « Nul ne peut être arbitrairement détenu » des Algériens vivent ce paradoxe — d'être libres en droit — puisque jugés et acquittés, et envoyés dans des camps, d'abord de « triage » puis « d'assignation à résidence ». Et l'arbitraire subi est plus odieux que le « classique fait du prince » ; il est plus triste parce qu'il succède à des jugements régulièrement rendus : des hommes sont poursuivis, jugés selon les lois et principes d'un pays libre, puis détenus par des agents d'une administration qui ne tient aucun compte des jugements rendus.

Là est l'habileté — si l'on peut dire — pour faire croire au citoyen français que les formes sont respectées, que ces hommes sont jugés comme doit l'être tout individu, coupable ou non.

Et le citoyen français — disant à qui veut l'entendre que l'Algérie sera indépendante, ou le contraire — sans risquer le moindre ennui, se croit libre dans un pays libre. S'étant débarrassé du problème en votant OUI — ou NON — il laisse aux seuls Algériens cet arbitraire nouveau, l'arbitraire « après jugement », cet arbitraire qui est pour eux, l'envoi dans un camp, ou le transfert en Algérie, ou l'interdiction de séjour ou, au mieux l'assignation à résidence à domicile. Entre le suspect déjà jugé et déclaré non coupable — mais qu'on interne — et

le citoyen qui doit savoir, il n'y a que l'avocat, lorsqu'on veut bien lui donner quelques détails. Son rôle n'est pas d'informer ou d'éclairer mais de défendre. Lorsque personne — hors lui — ne peut dire ce qui est, il doit le faire. C'est du domaine du devoir et de l'honneur.

⁂

De juillet 1960 à janvier 1961 j'ai obtenu seize jugements prononçant la relaxe — c'est-à-dire l'acquittement.

Sur ces seize clients — régulièrement jugés — aucun n'a pu obtenir immédiatement sa libération et ceci contrairement au texte même des jugements, rendus « au nom du Peuple Français » et ainsi rédigés :

« Par ces motifs,

Relaxe ..... X..... des fins de poursuite sans dépens

Dit que ces derniers seront supportés par le Trésor.

Dit que X... *sera remis en liberté sur-le-champ* : s'il n'est détenu pour autre cause. »

Or voici quel a été le sort de ces seize clients :

Client n° i. — Arrêté le 3 septembre 1960, acquitté le 15 décembre 1960 mais retenu au Centre de triage de Vincennes jusqu'au 3 janvier 1961. Libéré ensuite après démarches auprès de la Commission de vérification des mesures administratives.

Client n° ii. — Arrêté le 3 juillet 1960, acquitté le 26 octobre. Au Centre de Vincennes jusqu'au 17 novembre ensuite « éloigné » de la région parisienne (interdiction de séjour).

Client n° iii. — Arrêté le 16 juin 1960, acquitté le 21 octobre, mais gardé ensuite à Vincennes puis envoyé sans doute dans un camp en France ou transféré en Algérie ; mes lettres au Ministère de l'Intérieur étant restées sans réponse.

Client n° iv. — Arrêté le 6 juillet 1960, acquitté le 26 octobre. Retenu à Vincennes, puis envoyé sans doute dans un camp ; même raison.

LIENT N° V. — Arrêté le 28 septembre 1960, acquitté le 7 décembre. Sans doute dans un camp.

LIENT N° VI. — Arrêté le 15 août 1960, acquitté le 29 octobre. Sans doute dans un camp.

LIENT N° VII. — Arrêté le 18 février 1960, acquitté le 26 octobre. Sans doute dans un camp.

LIENT N° VIII. — Arrêté le 16 juin 1960, acquitté le 21 octobre. Au Centre de Vincennes ensuite, puis libéré en novembre ou décembre et éloigné de la région parisienne.

LIENT N° IX. — Arrêté le 1er juin 1960, acquitté le 17 octobre 1960. A Vincennes plusieurs semaines, puis sans doute dans un camp. Je suis actuellement sans nouvelles.

LIENT N° X. — Arrêté le 2 décembre 1959, acquitté le 4 juillet 1960. A Vincennes jusqu'au 22 juillet 1960, puis Centre d'Internement à Vadenay (Marne) où il est toujours — malgré mes démarches auprès de la Commission de vérification des mesures administratives et auprès de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.

LIENT N° XI. — Arrêté le 23 décembre 1959, acquitté le 11 juillet 1960. A Vincennes ; puis transféré en Algérie en août ou septembre. Je suis sans nouvelles.

LIENT N° XII. — Arrêté début 1960, acquitté le 3 septembre 1960. Au camp de Vincennes du 3 au 23 septembre, puis libéré mais convoqué à son Commissariat le 1er octobre, il s'y rend, se fait arrêter, est renvoyé au camp de Vincennes puis à celui de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) d'où il sort libre, le 5 décembre, après de nombreuse démarches à la Commission de vérifications des mesures administratives et à la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.

LIENT N° XIII. — Arrêté le 11 août 1960, acquitté le 10 octobre 1960. Ensuite au camp. Je suis sans nouvelles.

LIENT N° XIV. — Arrêté le 5 juin 1960, acquitté le 11 octobre 1960. Ensuite au camp. Je suis sans nouvelles.

Client n° xv. — Arrêté le 14 juin 1960, acquitté le 27 juillet 1960. A Vincennes jusqu'au 18 août 1960, puis transféré au Centre de Beni-Messous (Algérie), puis assigné à résidence — en Algérie — dans son village natal (évidemment sous la surveillance des autorités militaires). Puis autorisé à rejoindre sa famille en France, en janvier 1961, avec obligation de « pointer » au Commissariat. Tout ceci après de nombreuses démarches aux Commissions précitées.

Client n° xvi. — Arrêté le 16 juillet 1960, acquitté le 28 septembre 1960. A Vincennes jusqu'au 17 octobre. Libéré puis convoqué au Commissariat le 29 octobre renvoyé à Vincennes, puis au camp du Larzac (Aveyron) d'où il n'est sorti qu'au début de janvier 1961 après de nombreuses démarches auprès de la Commission de vérification et de la Commission de sauvegarde.

Alors je pose la question : Pourquoi les juge-t-on ? sinon pour faire croire que les « formes judiciaires habituelles et de règle dans les pays civilisés » sont toujours respectées, malgré la guerre d'Algérie.

Agir ainsi, n'est-ce pas se moquer des magistrats qui ont en conscience, rendu des jugements, en toute indépendance. N'est-ce pas se moquer de la Justice et de ceux dont on admet que la révolte a pour une large part trouvé sa raison d'être dans des humiliations et des vexations endurées depuis si longtemps ?

Lorsque je proteste en haut lieu — et je ne manque pas de le faire — on me répond « mezzo voce » que « nous sommes en guerre » et que de tous temps les ressortissants ennemis, Allemands, en 1914 ou en 1939, Anglais ou Américains en 1940, etc., ont été envoyés dans des camps, que la vie dans les camps en France est « très supportable », etc.

Ne nous étonnons pas si d'autres que les Algériens viennent plus tard dans ces camps que nous aurons laissés s'ouvrir en France, pays des Droits de l'Homme.

J.-J. de Félice.

ANNEXES

ettres-types d'internés et d'autres reçues à la suite de démarches pour faire libérer des clients acquittés, mais internés.

XIV. — Centre de Triage de V...

Le 5 novembre 1960.

Cher Maître Jean-Jacques de Félice

ai l'honneur de vous informé que je suis au Centre de ge de V... depuis le 2 novembre 1960. Cher Maître, je suis surpris de cette arrestation arbitraire.

ourtant, en sortant le 17 octobre 1960 en liberté, j'ai repris travail régulièrement et mon domicile habituel à Vitry, ie.

Voilà, le samedi 29 octobre 1960, la 8e Brigade du 14e arrondissement, m'ont téléphoné pour me présenter dans leur bureau pour régler mon dossier pour 60 minutes seulement. De ils m'ont arrêté. Maintenant, je suis à V... pour être transà L... dans 10 jours.

her Maître, je vous prie de bien vouloir faire un effort r me sortir de ma situation pénible où je reste innocent e peu le prouvait pour n'importe qui. Cher Maître, je vous rme également que cette situation dont je me trouve à ure actuel dure depuis 1959. J'ai été au camp de T... ; sorti le 6 avril 1960 avec interdiction de rester à Marseille. respecté la justice. Malgré cela, voyez-vous, je suis toujours même point.

e vous prie, cher Maître, de faire votre efforts auprès de nsieur le Ministre de l'Intérieur pour me faire sortir d'ici.

e vous annonce aussi que je suis à la charge exclusive de trois frères et sœur et de mes parents.

her Maître, j'attendrai votre réponse. Veuillez recevoir mes lleures salutations les plus sincères de ma part.

2

N° VIII. — (Extrait).

« ...Et en attendant un petit mots, pour me faire plaisir, rec vez, cher maître tout mes meilleurs respects. »

N° IX.

9-11-196

Cher maître Jacques de Félice

J'ai l'honneur de vous informer que je me trouve toujo à Vinçaines.

Je me demande ce que je fais jusqu'à aujourd'hui ici. suis encore malade depuis que je suis à Franse vous le sa d'ailleur méme vous méme.

Cette après midi il m'ont passé une radio scoppé. Le Doct il a l'air de reconnetre ma maladie.

si vous vous dépéchez de faire quelqueschoses j'aurai chance de sortir d'ici, sinon il vont m'envoyé en Algérie dans un camp ici en France.

Vous savez que je pense pour mes enfants ils ont perso à nourrire, si je suis tout seul je m'en fous.

Je compte sur vous cher mettre.

V... 29-9-6

très cher maître

J'ai l'honneur de vous écrire quelques lignes pour vous fa savoir que je suis arrivé à V... le 28-9-60 c'est à dire le j ou j'ai passé la justice. La quel le tribunal et j'étai quite. suis trés malade et vous avais bien que je suis rentré accident de travail avec une facture du crane ? Vous avez b quesque cest la vie du camp... je vous prie de faire ap au tribunal de la xéme chambre et vous lui dirais que je suis pas libéré et je demande pas trop cest qui me face autre jugement. Pourquoi que je suis au camp et je suis mal gravement... j'ai toute ma confiance à vous...

L... 31-12-60

Bien cher Me

A la suite de votre lettre que j'avais reçu et qui m'a fait un trés grand plaisir de satisfaction. Vous m'avez dit que vous avez demander ma libération.

Et que, je compte sur vous et l'aide de Dieu, afin de faire le néssaicére, pour raprocher ma liberté. C'est avec une trés grande joie, que j'avais lue votre lettre (comme si c'est le jour de ma libération).

Car, je suis pére de famille, dont vous comprenez les sentiments familiales sans que vous explique tellement ma cause. Car je conte, tent, principalement en votre honneur pour avancer les choses dont je suis l'objet, afin de rapproché ma liberté.

Et que, le jour que je serais liberrer, je n'oublierai pas votre grand service que vous êtes en train de me porté...

⁂

Ministère de l'Intérieur

Cabinet du Ministre

Commission de Vérification des Mesures de Sécurité Publique Ordonnance du 7 octobre 1958

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le ... décembre 1960.

Maître,

La Commission que j'ai l'honneur de présider a procédé ce jour à un nouvel examen du cas du nommé .... qui a fait l'objet d'une mesure d'internement à LARZAC.

Elle a transmis son avis à M. le Ministre de l'Intérieur à qui il appartient maintenant de prendre une décision définitive.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

J. Viatte.

COMMISSION DE SAUVEGARDE
DES DROITS ET LIBERTÉS INDIVIDUELS
78, rue de Lille (7e)

Paris, le décembre 1960

Le Président de la Commission de Sauvegarde

à

Maître J.-J. de Félice,

Comme suite à ma lettre du .... novembre et à la vôtre du ...., concernant votre client ...., j'ai l'honneur de vous faire connaître que les démarches que j'effectue afin qu'il soit libéré du Camp du LARZAC sont toujours en cours.

Dès qu'une décision sera intervenue, je ne manquerai pas de vous en faire part.

Veuillez agréer, Maître, l'expression de ma considération très distinguée.

Signature..

André Philip

La crise de la gauche en France

A France traverse aujourd'hui une période de crise de la démocratie, qui est liée à l'effondrement de ses an-iens cadres politiques, et à une profonde transformation e sa structure économique et sociale.

Dans cette période de transition les partis de gauche, qui vaient occupé le pouvoir au cours des dernières années, ont particulièrement atteints, et ne paraissent encore ca-ables ni de s'unir, ni de se rénover... ni même de se définir vec précision. C'est qu'il existe en France plusieurs gau-hes correspondant à des milieux sociologiques différents. résentant des caractères psychologiques divergents, sinon ontradictoires.

Je voudrais, dans cet exposé, examiner successivement la auche libérale héritière de la révolution française, la auche marxiste héritière de la révolution industrielle. a crise actuelle de ces deux gauches et les possibilités e reconstruction qui s'offrent à nous.

I. — LA GAUCHE LIBERALE HERITIERE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

Cette gauche, qui au cours du XIXe siècle sous des éti-uettes diverses et variables a constitué le parti républi-ain, s'est affirmée par sa fidélité aux principes de 1789. la déclaration des Droits de l'Homme, au suffrage uni-

versel et à la souveraineté populaire. Elle a groupé les héritiers de ceux qui à des titres divers ont été effectivement libérés par la Révolution : petits paysans, qui par la suppression des droits seigneuriaux sont devenus effectivement propriétaires, artisans, commerçants et petits entrepreneurs, qui libérés du joug des corporations, ont reçu avec la liberté du commerce la faculté de mener leurs affaires comme bon leur semblait. Protestants et juifs qui ont reçu pour la première fois la pleine liberté civile et l'égalité devant la loi ; la petite bourgeoisie des villes de province et les professions libérales qui ont acquis peu à peu un pouvoir politique, jusque-là monopolisé par les autorités constituées de la noblesse, de l'Eglise, de l'armée ou de la finance.

Ces divers groupes sociaux qui ont caractérisé la France jusqu'à la première guerre mondiale ont poursuivi leur émancipation et dégagé certaines attitudes politiques qui servent encore à définir la gauche à l'époque actuelle.

CES groupes sociaux ont poursuivi pendant un siècle la lutte contre les autorités constituées, la noblesse, l'Eglise, la finance, l'armée.

1. La première lutte a été rapidement victorieuse. C'est en vain, qu'à la Restauration les ultras ont essayé de rétablir la prédominance de **la noblesse et de la propriété foncière.** La Révolution de 1830 a consacré leur échec, et assuré l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie des villes ; la dernière tentative à être écrasée a été lorsque la IIIe République a été instaurée, à une voix de majorité. Depuis la noblesse a été éliminée de la vie du pays, se survivant quelque temps encore dans les cercles professionnels restreints, comme l'armée, la marine ou les affaires étrangères. Sous Vichy, une tentative de retour a été amorcée et les hobereaux de villages ont été portés à la tête de la légion des combattants, mais déjà la jeune génération de la noblesse participait à la résistance et certains aujourd'hui, au nom des traditions aristocratiques et par haine du matérialisme bourgeois se situent dans des groupes progressistes d'extrême gauche (les marquis communisants). La famille du prétendant au trône a maintenant été autorisée à rentrer en France, où elle vit entourée d'un respect

néral dû à la dignité et au tact qu'a su manifester en tte occasion le Comte de Paris, mais sans aucune espé- ce de pouvoir être appelé à jouer un rôle politique.

Plus sérieux a été **le conflit avec l'Eglise catholique,** qui s'est poursuivi pendant tout le cours du XIXe siècle et lgré les espérances soulevées au lendemain de la Libé- ion, n'est pas encore entièrement surmonté. L'Eglise est tée longtemps liée aux autorités constituées, monarchie, s bourgeoisie industrielle, et s'est ainsi aliéné les sses populaires, les classes moyennes d'abord, le prolétа- t ensuite.

Le conflit, qui s'est d'abord élevé à propos d'inter- tions politiques des congrégations religieuses, s'est ra- ement concentré sur le statut de l'école ; lorsque à la fin XIXe siècle l'Etat républicain introduisit l'enseignement ulaire obligatoire, donc laïque, alors que les protestants es juifs ont fait apport de leurs écoles privées, au ser- national de l'enseignement, l'Eglise catholique a en- é la lutte pour le maintien de ses établissements con- sionnels obtenant pour eux des subventions de l'Etat. résultat a été une réaction anti-cléricale violente des nbres de l'enseignement, en particulier des instituteurs les partis politiques de gauche, lutte qui a parfois pris forme d'une campagne antireligieuse. A l'heure présente ore, dans les milieux ruraux, la division politique entielle reste celle qui oppose le parti du curé à celui de stituteur.

Traditionnellement le républicain est laïque. Le plus sou- t, il n'est pas anti-religieux, sa femme et sa fille vont à messe, lui-même a été baptisé et se fera enterrer à glise, mais il ne pratique pas régulièrement et s'oppose véhémence à toute intervention de l'Eglise dans le naine politique, spécialement quand il s'agit pour elle tenir des privilèges ou des honneurs particuliers. Le ublicain croit en la laïcité, c'est-à-dire à l'existence de eurs morales professées par l'ensemble de la nation, sur uelles on peut faire l'union des bonnes volontés, et qui vent assurer la formation morale de l'enfant, laissant hacun la liberté de les expliciter et de les fonder méta- siquement selon sa philosophie de la vie et sa religion iculière. Il accuse l'Eglise avec son pluralisme scolaire

de détruire l'unité nationale, de séparer les jeunes e groupes antagonistes qui s'affronteront ensuite sur le pla politique.

3. Plus grave encore est **le conflit permanent engagé av l'armée.** Dès la proclamation de la IIIe République, l milieux militaires, derniers refuges de la caste nobiliair sont restés en marge de la nation, n'obéissant qu'avec rép gnance et mépris aux ordres du gouvernement légitim L'équipée du général Boulanger a montré qu'une partie l'armée était prête à se rébeller contre la démocratie po installer dans le pays un pouvoir personnel. L'affaire Dre fus a manifesté une coupure plus grave encore, les mil taires maintenant envers et contre tout, jusqu'à la fabı cation d'un « faux patriotique », la condamnation d'ı innocent, plutôt que de reconnaître l'erreur commise p un conseil de guerre. Ainsi apparut une contradiction tota entre la valeur d'autorité, de hiérarchie et de prestige pr valant dans les institutions militaires et les valeurs laïqu d'honnêteté intellectuelle, de justice, de respect de l'hom professées par la nation et incarnées dans l'université.

A la débâcle de 1940, les armées vaincues des autres pa d'Europe Occidentale ont capitulé, cependant que les go vernements se repliaient sur Londres et continuaient combat. En France, par contre, Weygand et Pétain ont c sauver l'honneur de l'armée en refusant la capitulation en poussant le gouvernement à négocier un armistice c livrait le pays à l'ennemi. Ainsi la dissociation entre nation et son armée était-elle poussée à son terme. France était vaincue, mais la flotte de l'amiral Darlan l'était pas. L'armée et la marine s'installaient au pouv et se vengaient sur le peuple français de la défaite sul devant l'ennemi. Aussi n'est-il pas étonnant que la gauc ait été à la fois patriote et antimilitariste. C'est elle qu été l'initiatrice et l'inspiration d'une résistance partie l'université et des syndicats ouvriers ; dans le mouvem clandestin le peuple français s'est engagé dans la lu pour la liberté, indépendamment d'une armée de l'arm tice qui, en dehors de la petite minorité qui avait rejo de Gaulle à Londres, s'était retiré du combat. A la Libé tion le maréchal de Lattre a tenté de sortir l'armée casernes, de réaliser un amalgame entre l'ancienne arn française, les Français libres et les mouvements de rés-

tance, afin de constituer une armée moderne capable d'assurer la défense et du pays, et de la République.

Nous verrons qu'il n'y est pas parvenu. Le maintien de nos forces loin du pays, d'abord en Indochine puis en Algérie, a déterminé chez les officiers d'active une évolution psychologique sans aucune mesure avec les expériences vécues dans le même temps par la nation.

4. Anti-aristocrate, anti-clérical, anti-militaire, la gauche libérale du XIXe siècle a été aussi **anti-capitaliste,** et s'est, dans une grande mesure, inspirée de l'idéal du socialisme français de 1848. Mais, cet anti-capitalisme était celui des classes moyennes et des producteurs indépendants. Il ne s'attaquait pas à la propriété personnelle, considérée au contraire comme une garantie de l'indépendance individuelle, mais à la concentration commençante des sociétés anonymes et surtout du capital financier et bancaire. Ce que la gauche critiquait dans le capitalisme, c'était moins sa mauvaise gestion, son instabilité, son gaspillage, l'insuffisance de ses investissements et leur mauvaise orientation (souscription aux emprunts russes), que le pouvoir qu'il tendait à exercer sur la vie du pays et la pression que, par l'intermédiaire de la presse et par ses liaisons avec l'administration, il faisait peser sur le pouvoir public.

En 1936 encore le Front Populaire invoquait le slogan des deux cents familles pour réaliser la nationalisation de la Banque de France. La gauche libérale entendait réserver l'indépendance de l'entrepreneur et assurer à celui-ci la possibilité de gérer son affaire à sa guise. Elle était peu enthousiasmée par le progrès technique et la transformation des structures et s'opposait à l'intervention directe de l'Etat dans l'ensemble de la vie économique. Par contre, inquiète par la concentration et la création de monopoles menaçant, elle réclamait la nationalisation des secteurs-clef de l'économie : banques, assurances, transports, mines de charbon, l'électricité, etc.

Encore une fois, ce n'était pas pour mieux gérer ses services, mais pour écarter la menace d'un pouvoir économico-politique. En fait, pour le paysan, l'artisan, le petit patron de gauche, il s'agissait de nationaliser *les autres*, afin de mieux conserver *pour soi* une liberté sans limites, ni contrôle. La nationalisation d'un secteur étant le moyen d'éviter de dirigisme et la planification de l'ensemble.

LES combats ainsi menés au cours du XIX[e] **siècle ont peu à peu façonné un type humain particulier.** A la veille de la première guerre mondiale, aujourd'hui encore dans une grande partie du pays, on pouvait le définir comme suit :

1. Le républicain est **rationaliste.** Il est soit athée déterministe, soit spiritualiste, disciple de Kant et de Renouvier, soit protestant libéral. Dans tous ces cas, il se méfie du romantisme, des forces passionnelles et mystiques, des absolus, des rites religieux ou humains. Il ne croit pas qu'un homme, quel qu'il soit, puisse posséder assez de vérité pour être en état d'imposer ses certitudes aux autres.

Il croit que l'intelligence humaine est destinée à comprendre le monde et le transformer, et que dans l'universalité de la raison peut se faire l'accord des esprits (c'est le sens profond de sa conception de la laïcité). Il oppose les sociétés industrielles pacifiques aux sociétés militaires, méprise la violence et croit à l'évolution du monde vers le progrès par la persuasion et l'éducation.

Alors que l'homme de droite commande et veut être obéi, le républicain explique et entend être compris.

2. Parce qu'il croit à l'universalité de la raison et au progrès nécessaire, le républicain est **optimiste** sur la nature humaine. Non qu'il se fasse des illusions sur ce qu'elle est aujourd'hui, mais il voit dans les violences, la passion et les haines, le résultat des superstitions du passé et il croit à la possibilité de les éliminer peu à peu par l'éducation. Ainsi, alors que l'homme de droite invoque sans cesse la France, ses traditions et sa mission historique, le républicain, bien que pénétré de la culture humaniste de son pays, aime essentiellement le Français concret, vivant dans son terroir, qu'il accepte avec ses qualités et ses défauts.

Le républicain est l'homme qui, sans illusions, mais sans rancœur, respecte la dignité des autres hommes, reconnaît en chacun la présence d'une âme encore primitive, à peine dégagée des passions et des intérêts, mais qui est la réalité fondamentale avec laquelle il veut établir un contact personnel. C'est ce sens du prochain, ce contact physique avec le peuple, cette présence quotidienne à autrui qui définit le républicain, par opposition à l'homme de

›ite, qui s'entoure de mystère et garde ses distances, rce qu'il considère, selon le mot de Sartre, que « l'enfer st les autres ».

Parce que rationaliste et optimiste, le républicain est **universaliste.** La nature humaine est semblable dans nivers entier. Il ne saurait y avoir entre les êtres de férences tenant à la race, à la couleur de la peau ou à ute autre réalité physique. La diversité actuelle du niau des hommes exprime simplement leur degré différent civilisation et l'évolution vers le progrès nécessaire, peut e accélérée par l'éducation. Le républicain est donc antioonialiste et dans l'histoire du XIXe siècle les partis de uche se sont opposés successivement à la conquête de lgérie, puis aux interventions en Afrique et au Maroc. conquête ayant néanmoins été accomplie, ils ont cherché éliminer le plus vite possible le pouvoir militaire et à surer une gestion civile, faisant dans l'adminstration une ce croissante aux élites autochtones. Mais il faut noter e la gauche a rarement compris ces élites dans leur thenticité propre (1).

Son rationalisme prévoyait une évolution culturelle liaire vers le type le plus évolué, c'est-à-dire, évidemment Français, ce qui la poussait à une politique d'assimilan à laquelle se raccrochent aujourd'hui, alors qu'il est p tard, les tenants de l'Algérie française. C'est néanmoins te absence de racisme, qui permet actuellement le passe à l'indépendance des Etats de l'Afrique Noire, animé une élite formée par la culture française. C'est elle qui plique ce paradoxe que ceux-là mêmes qui mènent contre France une lutte à main armée pour conquérir leur épendance, sont souvent mariés à des Françaises et ont rs fils dans des lycées parisiens. Ils combattent, en , un gouvernement de droite, au nom des valeurs franses de gauche.

———

› Sur ce point un Lyautey a mieux compris et respecté le actère national des autochtones et son rayonnement sube aujourd'hui encore dans le Maroc indépendant ; de même Gaulle sent profondément l'authenticité des valeurs afrines.

4\. Le républicain, enfin **est profondément démocrate.** Mais ce terme a deux sens différents.

Ayant confiance dans le peuple avec qui il se sent en contact, le républicain croit que la souveraineté vient d'en bas et qu'il n'est d'autorité que déléguée par le peuple lui-même. Il s'oppose ainsi à l'homme de droite, pour qui la souveraineté vient d'en haut, d'un homme ou d'une caste désigné par l'hérédité, par l'argent, par l'illumination prophétique, par la compétence, par la connaissance du déterminisme scientifique ou des lois de l'histoire. Pour l'homme de gauche, nul ne peut disposer du droit de commander s'il ne lui a été délégué sous contrôle par ceux-là mêmes sur lesquels s'exerce son autorité.

Mais, il y a plus. S'il croit en l'homme, le républicain ne **croit pas au pouvoir.** Celui-ci, sous des formes diverses, est inévitable et l'Etat est nécessaire pour éviter l'anarchie, garantir la paix civique et réaliser la justice. Mais, cet appareil administratif indispensable doit être limité dans ses compétences et contrôlé dans son action, car tout pouvoir corrompt à la fois celui qui l'exerce et celui sur qui il est exercé et il corrompt d'autant plus, qu'il est exercé plus longtemps. Le Français de gauche abhorre le puritanisme qui, cherchant à utiliser le pouvoir pour imposer une règle morale détruit par là même le fondement de toute moralité. Il rejette le dogmatisme qui, cherchant à imposer la vérité, détruit les conditions de la libre recherche de cette vérité.

Dans un pays centralisé, où depuis Richelieu l'administration nationale pèse lourdement sur la vie des citoyens, le régime parlementaire a pour fonction essentielle de contrôler l'administration. Le député élu dans une circonscription restreinte, est choisi par des électeurs qui le connaissent personnellement. Il doit être indépendant des partis et ne recevoir d'ordre que de ceux qui l'ont désigné. Sa tâche essentielle est d'être un ambassadeur de sa circonscription à Paris et d'intervenir auprès de l'administration pour obtenir une solution favorable aux dossiers locaux en souffrance. S'il remplit bien cette condition primordiale, il sera libre d'agir, comme il l'entendra sur les grands problèmes politiques qui intéressent peu ses électeurs. Devenu ministre, il doit veiller à limiter les abus de son administration, plutôt qu'à promouvoir une politique. D'ailleurs

ìès qu'il accède au gouvernement, il devient suspect à ses neilleurs amis. Il est entouré de fonctionnaires, de Pariiens, de flatteurs qui hantent toujours les avenues du pou-oir et perd ses contacts avec le peuple. **L'exercice du pouvoir liminue peu à peu son autorité,** et il lui faut rapidement renrer dans le rang, s'il veut sauvegarder son avenir politiue. L'instabilité ministérielle, qui a caractérisé la IIIe Réublique ainsi que la IVe, apparaît ainsi non seulement omme l'effet d'institutions politiques inadaptées, mais omme la conséquence normale du comportement politique rofond du Français moyen.

Tout pouvoir est un mal nécessaire et doit être limité ans l'espace et le temps. Surtout, il ne doit pas être acepté intérieurement. Le républicain obéit, puisqu'il le faut u pouvoir, mais **il ne le respecte pas.** Le gouvernement est ontinuellement brocardé par les chansonniers, attaqué ans la presse et le parlement, et cela par principe. Le droit e grogner contre l'autorité apparaît comme le premier des roits de l'homme, car il exprime la défense de l'individu, on refus d'être dupe en face d'un pouvoir à la fois nécesaire et corrupteur. Les étrangers font souvent de graves ontre-sens à ce sujet. Le Français qui leur parle, quel que oit le régime en vigueur à ce moment, présente son gou-ernement comme incapable, oppresseur et corrompu. Mais, ans son esprit, ce gouvernement est néanmoins infiniment upérieur à tous les gouvernements qui existent dans les utres pays. Ce qu'il critique, c'est moins ce gouvernement, ue le pouvoir en soi, parce qu'il est pouvoir.

Cette analyse semble contredite par les exemples histoiques, des cas où la France, et spécialement la gauche rançaise, ont suscité des hommes forts qui ont gouverné vec autorité ; mais, créés sous l'impulsion du moment, our répondre à un besoin précis, ces gouvernements n'ont amais duré. Sous la Révolution, les Jacobins, dont l'absoutisme autoritaire représentait déjà un glissement vers a droite, ont finalement été guillotinés, et la gauche franaise se reconnaît plus dans l'impulsif Danton malgré ses ébordements, que dans l'austère Saint-Just ou le vertueux Robespierre. En 1917, quand la guerre a failli être perdue, a nécessité a fait surgir Clemenceau. Mais, la guerre finie, e « Père la Victoire » a été écarté et à l'élection présideniellc, on lui a préféré Deschanel. De même en 1945, de

Gaulle, libérateur du territoire et restaurateur de la Répu blique s'est heurté à de telles résistances, qu'il est part pour Colombey. Le Français, quand cela est nécessaire, su bit la dictature d'un grand homme, en qui il a confiance . condition que *cela ne dure pas,* que *le régime ne soit pa institutionalisé et ne devienne pas une règle de droit,* e que, sa tâche accomplie, le dictateur rentre chez lui.

II. — LA GAUCHE MARXISTE

ECLATEMENT DE LA GAUCHE TRADITIONNELL

EXPRESSION DE LA REVOLUTION INDUSTRIELL

La gauche des républicains, dont nous venons d'analyse le comportement, représente aujourd'hui encore e France une attitude psychologique profonde et ses valeur restent sous-jacentes dans nos jugements politiques. Socio logiquement, cependant, elle semble une réalité économiqu et sociale en partie dépassée ou en tout cas en mutatio profonde depuis les progrès de la grande industrie. Celle-- apparut dès Napoléon III, avec les chemins de fer, les min et le textile et s'est étendue à l'ensemble du pays et d industries, au lendemain de la première guerre mondial avec l'extension remarquable de la sidérurgie, des constru tions navales, la naissance des industries automobiles m caniques, électriques et chimiques ; la classe ouvrière e alors apparue comme une réalité massive, et a joué un rô de plus en plus important dans la vie du pays.

Ce fut surtout **le rôle croissant du syndicalisme** et changement de nature de la classe ouvrière. Le sy dicalisme révolutionnaire d'avant 1914 était encore da la tradition libérale ; animé par des ouvriers fiers leur métier, indépendants parce qu'ils pouvaient quitt un atelier et, en raison de leur compétence, retro ver rapidement de l'embauche ailleurs, le syndicalism de la Charte d'Amiens affirmait le droit de tout tr vailleur d'adhérer à l'organisation syndicale de son choi ou de n'adhérer à aucune. Constitué par une mino rité consciente, agressive, il déclenchait brusquement d

grèves locales chez des petits entrepreneurs, qui, obligés d'adapter leurs prix aux lois du marché, devaient prélever sur leur propre profit les hausses de salaire accordées. D'inspiration révolutionnaire, enfin, ce syndicalisme s'opposait aux partis politiques, au parlementarisme et surtout à l'Etat, le pouvoir était pour lui le pire de tous les maux, et son souci était d'assurer la gestion directe de l'appareil productif par les travailleurs eux-mêmes, le gouvernement des hommes étant remplacé par l'administration des choses.

Ce premier réveil des travailleurs allait faire éclater la gauche traditionnelle. Les petits entrepreneurs, commerçants allaient voir leur autorité ébranlée au sein même de l'atelier. Ils allaient, au nom du secret des affaires et du principe « charbonnier maître chez soi », s'opposer beaucoup plus violemment que les grandes entreprises capitalistes à l'intervention des syndicats. L'évolution qui commence alors, du parti radical-socialiste vers la droite, exprime les changements progressifs d'attitude de toute une petite bourgeoisie qui restera politiquement de gauche (anti-cléricale, anti-fasciste, anti-militariste), mais s'opposera de plus en plus aux salariés et finira par réclamer un Etat fort, capable de maintenir les ouvriers dans une position subalterne.

MAIS, dès la fin de la première guerre mondiale **la nature de la classe ouvrière va également se modifier.**

Les progrès de la mécanisation, l'introduction du travail à la chaîne font écarter progressivement les anciens ouvriers professionnels qui ne survivront pas à la crise de 1929. Dès maintenant l'essentiel de la classe ouvrière va être formé par l'O. S. de l'industrie mécanique, le manœuvre spécialisé qui travaille à une machine automatique ou qui, à la chaîne, assemble les éléments préfabriqués d'un produit. Ceci comporte une grande variété de travaux qui présentent le caractère commun de ne pas nécessiter de connaissances professionnelles proprement dites, mais seulement d'un tour de main, qui s'acquiert en quelques semaines, parfois en quelques jours.

Ce travailleur se distingue de l'ouvrier qualifié du syndicalisme primitif, alors que le professionnel avait un sentiment de liberté vis-à-vis de la tâche entreprise et capa-

ble de dominer son œuvre et de la comprendre éprouvait une joie dans l'exécution de sa tâche, l'O. S. n'a aucune sécurité. A la première menace d'instabilité, il peut perdre son poste, et trouvera difficilement à se replacer. Mais surtout attelé, soit à un travail à la chaîne, soit à une machine semi-automatique, il répète continuellement le même geste. Son travail monotone est sans intérêt et on ne peut plus dire de lui : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », mais bien plutôt : « Tu gagneras ton beefteack à l'exaspération de tes nerfs et au désespoir de ton intelligence. »

Les huit heures de travail à l'atelier représentent pour lui une destruction de l'intelligence et de la personne, car son travail exige un minimum d'attention, suffisant pour empêcher l'évasion intellectuelle mais insuffisant pour susciter un intérêt réel. L'usine représente pour le travailleur un lieu où il accomplit, sans en comprendre le sens, un travail indispensable, en obéissant passivement aux ordres reçus ; il souffre d'un complexe d'infériorité, compensé par un rêve d'évasion, qui transfère dans le mythe politique les espérances de l'homme et son profond désir d'un changement de ses conditions de travail.

Dans cette vie politique l'O. S. va transporter ses reflexes de l'usine, son habitude de ne pas réfléchir, de se soumettre à la discipline et au mot d'ordre. Sa conscience de classe n'est plus un dépassement de la conscience professionnelle mais un simple ressentiment orienté. Ce n'est pas l'expression d'une condition ouvrière vécue et pensée, mais une évasion hors d'une réalité subie. L'homme, qui à l'usine a peur du patron a, hors du travail, peur du parti et du syndicat. Il éprouve avant tout un besoin de discipline et de sécurité. Il espère une révolution qui bouleversera ses conditions de vie et lui rendra quelque dignité, mais il l'attend d'une action extérieure, celle d'un parti politique soumis à l'autorité de chefs, dont il sera l'instrument discipliné.

Le marxisme va être l'expression de cette réalité sociale nouvelle. Il pénètrera d'abord dans la pensée socialiste puis, après la révolution russe animera le parti communiste, alors que le parti socialiste, poursuivant une action réformiste longtemps efficace, s'adaptera peu à peu aux structures et habitudes de pensées du milieu.

1. Le marxisme, dans la pensée socialiste.

Dans la deuxième moitié du XIX[e] siècle, le marxisme va s'implanter dans les régions du Nord, en particulier chez les mineurs et dans les industries textiles. En un sens, il représente une extrême gauche, car il pousse jusqu'au bout certaines affirmations de la gauche classique et en tire des conclusions révolutionnaires. Comme elle, il croit en la raison humaine, ce qu'explique le chant de l'*Internationale*. « La raison tonne en son cratère » ; mais ce rationalisme incline vers un matérialisme délibérément athée et contempteur des valeurs morales ; comme elle, il est optimiste ; mais cet optimisme ne s'exprime qu'à long terme, après la révolution, quand le monde « aura changé de base ». Pour la période transitoire le marxiste est pessimiste. L'histoire est faite de la lutte continuelle de classes. Les travailleurs doivent s'organiser dans un parti ouvrier, engager une dure bataille pour leur libération. Dans cette lutte compte seul l'intérêt de la classe ouvrière, le bien étant ce qui lui sert, le mal ce qui lui est défavorable.

La notion abstraite de justice n'a plus aucune chance. Au début de l'affaire Dreyfus, J. Guesde ne voyait aucune raison pour le prolétariat de défendre, même s'il était innocent, un militaire bourgeois. Comme la gauche classique le marxisme croit au progrès nécessaire ; mais, celui-ci se réalise non plus par l'éducation de l'esprit, mais à travers les convulsions et les violences dans la lutte d'un prolétariat organisé par ceux qui, possesseurs de la vérité scientifique, savent déchiffrer les lois de l'histoire et guider dans leur action les masses inconscientes. Cet autoritarisme fondamental, cette utilisation de la violence pour transformer la société de l'extérieur par une décision d'en haut font que le marxisme de Guesde devient déjà une force de droite.

Cette tendance devait être freinée par la prédominance dans le parti socialiste S. F. I. O. de la puissante personnalité de Jaurès dont l'idéalisme humaniste devait donner au parti un rayonnement dépassant de beaucoup le cadre de ses militants ; affirmant que le socialisme était avant tout l'application dans la vie économique et sociale de la démocratie politique, Jaurès devait, jusqu'à la première

guerre mondiale, en opposition constante au marxisme sectaire de la démocratie allemande, maintenir le socialisme français dans la tradition républicaine.

La **rupture** devait se faire au lendemain de la guerre lorsque la majorité du congrès de Tours allait s'affilier à la troisième Internationale et se transformer en **parti communiste.** Dès lors tous les facteurs de droite intérieurs au marxisme allaient s'épanouir sans limites. Le mythe de la révolution finale était maintenu, mais il s'identifiait de plus en plus avec la révolution réalisée en Russie et le devoir du parti était de suivre dans tous ses méandres l'évolution de la politique soviétique. Le caractère autoritaire de la structure du parti était consacré ; un secrétariat entièrement soumis à Moscou disposant de tous les pouvoirs, et dictant de haut leur conduite à des militants disciplinés. En attendant la libération promise de l'homme l'individu était soumis à une domination totale, appelé à se sacrifier lui et ses proches pour le parti-idole, seule valeur morale reconnue, parce que symbole de la classe ouvière infaillible.

Tout en maintenant une attitude d'opposition irréductible au régime existant, le parti communiste allait chercher en toute circonstance à multiplier les promesses les plus démagogiques : la hausse des prix agricoles pour le paysan, des marges bénéficiaires pour le commerçant, des salaires meilleurs pour les ouvriers, des traitements plus élevés pour les fonctionnaires, des retraites pour les anciens combattants, avec, naturellement pour tout le monde, la réduction des impôts et la baisse générale des prix. L'essentiel était d'attiser le mécontentement, de créer le désordre, de multiplier les troubles. Par contre, pendant la période où la politique extérieure de la France coïncidait avec celle de l'U. R. S. S., les grèves étaient découragées, le parti entonnait l'hymne à la productivité, célébrait le nationalisme et fraternisait avec les officiers de carrière.

Par contre, il ne s'intéressait pas aux transformations qui auraient pu améliorer réellement le sort des travailleurs. A la Libération, ce n'est qu'avec réserve que le parti communiste suivit les initiatives socialistes, créant les comités d'entreprise, nationalisant les banques, l

surances, les houillères, l'électricité. Il préférait pour sa ırt, comme le fit son ministre de l'Industrie, Marcel ıul, accorder la liberté illimitée de création de nouveaux nds de commerce, et lorsqu'un ministre socialiste essaya organiser sur une base coopérative le marché de la ande, Maurice Thorez s'y opposa avec cette déclaration pique : « Nous sommes pour la Révolution demain, mais stement pour cela nous tenons à ce que aujourd'hui le gime capitaliste fonctionne sans entraves, suivant ses opres lois. »

EVOLUTION S. F. I. O.

ENDANT que le parti communiste se coupait de plus en plus de la nation par sa démagogie irresponsable et sa lélité inconditionnelle à l'U. R. S. S., le parti S. F. I. O., pidement reconstitué, suivait une voie différente. Comme ant la guerre il restait écartelé entre sa tradition arxiste et sa tradition républicaine, qui devait s'exprimer ır l'opposition, entre 1920 et 1940 de Léon Blum et Paul ıure, Puis après la Libération, la lutte entre Léon Blum Guy Mollet. En fait l'équilibre entre les deux tendances ait maintenu par une subtile distinction entre la conquête l'exercice du pouvoir ; on rêvait encore de la conquête, qui permettait de maintenir une phraséologie révolu- onnaire et l'apocalypse de la « lutte finale », mais en tendant, on s'installait confortablement dans les avenues ı pouvoir, au sein d'un gouvernement de coalition dont xe, après l'exclusion inévitable des communistes, s'inflé- issait de plus en plus à droite.

En 1936, le premier gouvernement Léon Blum avait ussi des réformes spectaculaires : semaine de quarante ıures, convention collective, congés payés, organisation s loisirs, office du blé. A la Libération, la révolte unanime l'« opinion contre des industriels collaborateurs, avait rmis les nationalisations, cependant que les comités d'en eprise et la Sécurité sociale avaient constitué un progrès cial indéniable. Mais depuis 1946, plus rien n'a été réalisé. S. F. I. O. a occupé le pouvoir pour empêcher d'autres rtis, membres de la même coalition de prendre des esures anti-ouvrières et son attitude a favorisé l'immobi- ıme général qui a caractérisé la décade écoulée.

Guy Mollet est arrivé au secrétariat général pour com battre l'utopie du « socialisme humaniste », réaffirmer l marxisme, et renforcer la lutte des classes. Il a prouvé dan son marxisme un mépris général des valeurs morales, et u réalisme lui permettant de s'adapter à toutes les réalité successives, y compris la guerre d'Algérie et l'expéditio de Suez. Mais, en même temps, le maintien de la phraséo logie d'opposition a fait, que même au pouvoir un gou vernement socialiste ne s'est jamais senti vraiment res ponsable.

Par ignorance autant que par inconscience, il a chen ché à donner une satisfaction nominale à tous les intérêt de groupe et à promouvoir une politique de démagogi « distributiviste » et a ainsi lancé le pays dans une aven ture inflationiste qui ruinait tout ce qu'il prétendait défe dre. Infidèle à ses engagements électoraux, dépourvu d doctrine, malgré son sectarisme, mêlé à un opportunism de plus en plus conservateur, le dernier gouvernemen socialiste a réussi par son mensonge institutionalisé à dé goûter l'opinion française du socialisme, de la politique, d la démocratie elle-même.

III. — LA DOUBLE CRISE

Nous voici donc, aujourd'hui, devant une double cris celle du socialisme marxiste et celle de la gauche libéra traditionnelle.

La crise de la gauche marxiste.

ELLE provient essentiellement d'une modification profon qui se poursuit dans les rapports de production : alors que marxistes attendent la révolution pour demain, elle se pr duit sous leurs yeux, aujourd'hui ; la mécanisation s'acce tue, l'automation élimine l'ancien travail à la machi automatique et bientôt des sources d'énergie nouvelle ais ment transportables, vont transformer profondément conditions de localisation des entreprises. La concentrati technique et financière devient partout inéluctable et généralisation des pouvoirs de monopole oblige l'Etat intervenir pour sauvegarder les intérêts du public. L'i

ortance des investissements, la lourdeur des frais géné-
aux rendent impossible le maintien des gaspillages an-
iens. Enfin la planification des ressources s'impose dans
initiative prise d'abord par les grandes entreprises pri-
ées, passe de plus en plus entre les mains de l'Etat. Ces
ransformations techniques entraînent **de profondes modi-
cations dans la structure de la société.**

La classe ouvrière proprement dite, constituée par les
ouvriers manuels **tend à diminuer** par rapport à l'en-
emble des salariés, passant en France depuis un siècle de
) à 59 % alors que le nombre des employés est passé de
à 38 %.

Or ceux-ci ne présentent pas le même caractère psycho-
ogique. Si leur niveau de vie n'est pas, en général, supé-
ieur à celui des ouvriers, leur mode de vie est différent, et
e modèle sur celui de groupes sociaux supérieurs auxquels
s aspirent d'accéder. Dans leur travail, ils sont en contact
on plus avec des machines mais avec des hommes. Ils
euvent monter peu à peu dans l'échelle hiérarchique. Ils
ombattent dans leurs organisations syndicales pour amé-
orer leur niveau de vie, mais ils s'intéressent aussi à une
eilleure gestion de leur entreprise dans un cadre plus
irge et en demandent parfois la nationalisation. Ils n'at-
endent pas un bouleversement brusque à la suite d'un
vénement révolutionnaire ; ils entendent en fait plus
égocier que *combattre.*

Dans le groupe ouvrier manuel **les O. S. après s'être stabi-
lisés commencent à diminuer** et cependant qu'augmente
nombre des salariés chargés de la préparation du travail,
l'entretien de l'outillage, de la surveillance des ensembles
itomatisés ainsi que celui des cadres techniques subal-
ernes que l'industrie recrute parmi les ouvriers.

Ainsi apparaît **un nouveau qualifié** qui se définit non plus
ar le matériau qu'il travaille, mais par la machine qu'il
ert ; dans les grandes usines modernes ces nouveaux pro-
essionnels occupent une position stratégique ; peu nom-
reux, ils peuvent par une grève brusque arrêter l'usine,
ependant que continuent à courir d'énormes frais géné-
aux. Par ailleurs les salaires ne constituent plus qu'une

faible part des prix de revient. L'entrepreneur a intérêt à les augmenter, plutôt que de risquer un conflit social.

Ainsi naît peu à peu un groupe social nouveau qui rejoint le type de l'ancien professionnel du syndicalisme révolutionnaire. Fier de son métier, il a un sentiment de sécurité. Il est, en outre, de plus en plus intégré à l'entreprise où il trouve des garanties d'ancienneté, des possibilités de promotion et des activités sociales. L'usine moderne, par les conventions collectives qu'elle signe, ou de sa propre initiative, garantit l'emploi contre les fluctuations économiques, établit une procédure interne de réclamations, prévoit la hausse régulière des rémunérations en liaison avec la productivité. Les travailleurs néo-qualifiés de ces entreprises et plus encore les cadres subalternes se rapprochent du statut des entreprises nationalisées, voire des garanties accordées aux fonctionnaires. Ces ouvriers ont abandonné le mythe de la révolution. Ils défendent énergiquement leurs intérêts et luttent pour leur salaire ; surtout ils acquièrent de plus en plus le sens de leur responsabilité, s'intéressent au fonctionnement de leur entreprise, veulent en connaître les rouages, contrôler la gestion et deviennent rapidement les animateurs des comités d'entreprise.

3. Les mêmes transformations techniques **modifient les conditions de travail et de vie des autres groupes sociaux.** Petites et moyennes entreprises sont obligées de se spécialiser ou de se concentrer. Celles qui sont incapables de s'adapter, disparaissent dans la période de transition actuelle. Certaines essaient de se survivre en payant de bas salaires, en fraudant le fisc, en réclamant une protection douanière élevée. Ils rêvent avec Poujade d'un Etat fort protégeant le *statu quo* et bloquant le progrès et une partie de la classe moyenne qui avait constitué la gauche libérale glisse de plus en plus au fascisme. C'est le cas, en particulier, d'un artisan désuet et surtout d'un petit commerce pléthorique qui cherche en vain à se survivre en prélevant une dîme inacceptable sur tous les consommateurs.

● Par contre, **un autre secteur de la classe moyenne indépendante se constitue,** celui qui provient des progrès mêmes de la grande industrie et de l'accroissement des loisirs, c'est le cas des ateliers et garages automobiles, des usines de fabri-

ation des pièces spécialisées, des stations d'essence, des ôtels et restaurants, des services liés au tourisme, du héâtre, du cinéma. Il restera toujours dans notre économie n secteur privé important, capitaliste ou coopératif. Ces ommes restent dans la ligne de la gauche libérale, pasionnés de liberté, pleins d'initiative, méfiants à l'égard de oute autorité extérieure, mais prêts, cependant, à s'adapter u minimum d'organisation indispensable à leur survie.

Mais, l'essentiel de la vie économique moderne est auourd'hui contrôlé par **la grande entreprise concentrée.** Cellei ne correspond plus au capitalisme primitif de l'entrerise autonome, mais à de grandes affaires où l'actionnaire e joue plus qu'un rôle secondaire. Le pouvoir réel de déciion est aux mains des directeurs, ingénieurs ou adminisrateurs, qui fixent le taux d'amortissement et le rythme es auto-financements. Ces directeurs peuvent être privés u publics, cela fait peu de différence. Ils sortent des mêmes randes écoles, recrutés dans l'état actuel dans la petite u moyenne bourgeoisie.

Ils ne recherchent pas personnellement le profit, mais n revenu minimum garanti, les débarrassant des soucis natériels et leur permettant d'avoir l'esprit libre pour se onsacrer à leur travail. De formation juridique et de plus n plus scientifique, ils estiment que pour chaque prolème, il peut être trouvé une solution objective s'imosant à tout homme de bonne foi et ils veulent planifier 'économie et l'organiser au service de l'intérêt commun. Pour cela, ils désirent un Etat fort, leur permettant de ravailler pour le peuple, mais sans lui, en raison de son ncompétence ; ils se rallient volontiers à un paternalisme utoritaire coupé de la base ouvrière et des préoccupaions quotidiennes des consommateurs ; il s'agit avant tout e créer, d'organiser et d'investir, selon le secteur auquel ls appartiennent.

Ils recherchent, soit la réalisation de profits élevés afin 'encourager les investissements privés, soit le prélèvement e lourds impôts, pour accroître les investissements pulics. L'essentiel dans les deux cas est d'imposer au conommateur et au contribuable les sacrifices nécessaires à la réparation d'un avenir brillant. Ainsi se constitue un roupe social directorial, qui déjà détenteur en fait, du ouvoir économique cherche de plus en plus à conquérir e pouvoir politique. En fait, la France n'est déjà plus capi-

taliste, sans s'orienter pour cela vers une forme quelconque du socialisme ; il y a transfert de *pouvoir* de la propriété capitaliste *à la possession de la compétence et à l'appropriation de la science ;* nous allons vers une société de plus en plus collectivisée mais dirigée par une minorité de techniciens autoritaires décidant scientifiquement du sort de tous.

4. En même temps se produit un phénomène plus important encore, **l'absorption des divers groupes sociaux** que nous venons d'analyser **dans un grand public,** comme conséquence du rôle croissant des loisirs dans la vie sociale.

Ceux-ci, en effet, qu'il s'agisse de cinéma ou de sport ou de radio-télévision, sont communs à l'ensemble de la population d'un pays ; les membres des divers groupes sociaux voient le même film, lisent la même presse du cœur, pleurent ensemble sur les malheurs de Soraya ou de Margaret, cherchent à se procurer le même frigidaire, la même moto ou 2 CV, bénéficient de vacances semblables à la mer ou à la montagne ; les enfants des divers groupes sociaux se retrouvent dans les mêmes colonies de vacances ou mouvements de jeunesse ; on assiste en fait à un brassage, qui, malgré les obstacles institutionnels en particulier dans le domaine scolaire, oriente notre pays vers la création d'une société sans classes.

Les travailleurs qui, au XIXe siècle se définissaient par leur situation d'infériorité comme producteur, prennent aujourd'hui conscience d'eux-mêmes, au sein d'une communauté de consommateurs ; ils n'expriment plus une conscience ouvrière liée à leur expérience du travail, mais cherchent à participer au maximum à la culture globale de la société. **En ce sens chaque victoire de classe des ouvriers les dissout un peu plus en tant que classe.** Le mouvement syndical revendique pour ses membres le droit de ne plus être une classe sociale séparée, mais d'avoir une meilleure place dans la société globale, de mieux participer à la production et à la distribution de l'ensemble du produit social.

Le malheur est que cette culture globale à laquelle tous ont aujourd'hui accès, est essentiellement **une culture de consommation** de masse, animée par des intérêts mercantiles ou des préoccupations autoritaires. L'unification culturelle de la société se fait dans une médiocrité générale et une passivité suscitée par l'utilisation des « Mass média »

ssi est-il nécessaire de poser le problème de la modifi-
ion de cette culture, de sa réanimation par des attitudes
litiques créatrices. Il ne s'agit plus, comme au XIXe siècle,
chercher à exprimer une culture ouvrière propre, mais
poursuivre **une culture populaire permamente,** cherchant à
sciter une nouvelle commune mesure des valeurs expri-
ınt l'activité d'hommes libres, qui veulent cesser d'être
objets passifs, manipulables par des mythes.

[l est clair que le marxisme n'est plus capable de répon-
aux besoins que nous venons d'analyser, ni même d'in-
préter la réalité nouvelle. Il n'y a plus d'attente messia-
ue d'un jour « J » fatidique qui réaliserait brusquement
fameux saut de la nécessité dans la liberté. Il y a pour
acun une lutte quotidienne, pour accroître la producti-
é, améliorer son niveau de vie et participer de plus en
ıs à la détermination de son sort : **Il n'y a plus de
te de classe globale, mais des conflits de groupes qui doi-
ıt être équilibrés par des procédures et arbitrés au nom de
eurs acceptées en commun. Il n'y a plus de marche inévitable
socialisme, mais une évolution vers une société globale de
s en plus planifiée ; il s'agit de savoir si elle sera une société
nocratique gérée par des hommes responsables, ou une société
rarchisée dominée par une aristocratie d'experts et de
hnocrates.**

**Le noyau d'une nouvelle lutte de classe est ainsi constitué entre
x,** quels qu'ils soient, qui disposent d'une autorité publi-
ou privée et ceux qui n'ont qu'à s'incliner devant les
ectives émanant d'un appareil. Ce qui sépare les hommes
n'est plus un sentiment d'exploitation découlant de la
opriété privée, des moyens de production, c'est le senti-
nt d'oppression résultant de la soumission à une autorité
nmune.

crise de la gauche libérale.

marxisme, incapable d'interpréter la réalité nouvelle.
ne joue plus de rôle créateur dans la société occidentale
derne. Le parti communiste continue à suivre l'impul-
n de l'étranger. Il garde son influence sur les O. S., mais
rôle de ces derniers diminue peu à peu dans la vie in-
strielle. La façon, par ailleurs, dont le parti les a mobi-
és avec excès dans des buts politiques les a fatigués.

découragés, réduits à l'impuissance. Coupé de la nation, l
parti communiste s'affaiblit peu à peu. Il ne retrouvera
de vigueur que si une menace fasciste rendait inévitab
un Front populaire, dont il pourrait encore, en raison d
la faiblesse de la gauche, prendre la direction.

Quant au marxisme non communiste, il se réduit à un
petit groupe d'intellectuels dont les jeux théoriques n'in
téressent plus personne. Il constitue une opposition systé
matique purement négative, irresponsable, critiquant tou
ce que fait tout gouvernement, les mêmes arguments ser
vant à expliquer les situations les plus contradictoires
les politiques les plus opposées. Leur mythologie, de plu
en plus détachée de la réalité apparaît aux jeunes généra
tions comme rigoureusement incompréhensible.

On pourrait penser, puisque le problème fondament
redevient aujourd'hui celui de la lutte contre l'oppressio
que la gauche républicaine du XIXe siècle pourrait conna
tre un regain de ferveur. Mais elle aussi est en crise
elle ne pourra répondre aux besoins d'aujourd'hui, qu'apr
s'être complètement transformée et rénovée.

1. Nous avons vu que la gauche du XIXe siècle était **fonda
mentalement individualiste,** or les nécessités de notr
époque affirmées à juste titre par la classe des directeu
et des cadres techniciens exigent l'intervention de l'Etat no
seulement pour freiner les monopoles, mais pour organis
l'ensemble de la vie économique, éviter les gaspillages, sta
biliser la conjoncture et atteindre un niveau d'investiss
ment suffisant.

Par ailleurs, l'action réformiste et purement distribut
viste des organisations syndicales et la S. F. I. O. a attei
ses limites : depuis de nombreuses décades le pourcenta
du revenu national allant aux salariés est resté stable ma
gré les luttes ouvrières et l'action législative ; la sécuri
sociale en particulier, la dernière des grandes réalisatio
socialistes n'aboutit qu'à réaliser une plus juste distrib
tion du revenu salarial entre les diverses catégories
travailleurs : les célibataires payant pour le père de f
mille, l'homme bien portant pour le malade, le jeune po
le vieux. *La masse salariale globale a peu varié, et s
augmentation, quand elle a eu lieu, a été inférieure
l'accroissement général de la productivité.*

L'Etat, obligé d'intervenir de plus en plus dans la vie
e économique **doit disposer de l'autorité,** et surtout de la
abilité nécessaire lorsqu'un plan de quatre ou cinq ans est
lopté par l'Assemblée législative, et traduit financière-
ent dans le budget de législature. Aucune initiative légis-
tive de détail ne peut être tolérée qui remettrait en
use les options déjà faites.

C'est-à-dire que le pouvoir législatif concret, en dehors
ı budget et de quelque loi-cadre de principe, se passe
évitablement à l'exécutif ; la fonction du Parlement étant
sormais moins de faire des lois, que de contrôler l'action
ı gouvernement et de mettre en jeu sa responsabilité.

La difficulté est de trouver une conception du monde
• susceptible **d'unifier les différents groupes sociaux dans
e action commune.** Au XIXe siècle la gauche professait ses
leurs ; la tragédie est, qu'après le choc de la dernière
ıerre, il ne reste plus rien de la philosophie républicaine
assique.

Il est difficile d'affirmer sa foi dans la raison humaine,
rsque l'on voit le progrès technique et scientifique aboutir
la multiplication des forces destructrices et à la menace
ı suicide collectif, lorsque triomphent dans la vie natio-
le, les phénomènes irrationnels, les haines de castes, la
ssion nationaliste, lorsque le développement des « Masses
édia » permet à ceux qui disposent du pouvoir de mettre
peuple en condition et de susciter à volonté les mouve-
ents de masse les plus contradictoires. Il est difficile, à
oins d'être chrétien et de croire à l'action du Saint-
sprit dans le monde, de conserver sa confiance en l'homme
dans ses possibilités d'évolution, quand, partout les pro-
dés les plus abjects prédominent, et que la torture est en
it admise comme moyen de gouvernement.

Il est difficile de croire à la démocratie, quand les partis
rivés au pouvoir pratiquent une politique opposée aux
gagements pris devant les électeurs et donnent l'exemple
l'irresponsabilité et du maniement des militants par un
pareil soumis à la volonté d'un homme. Aussi n'est-il
s étonnant que triomphe aujourd'hui une philosophie de
sespoir, et **que les citoyens se détournent avec dégoût de
ıte action politique se consacrant entièrement à leurs activités
vées et à leurs préoccupations familiales.**

IV. — LA CRISE PRESENTE ET LES NOUVELLES ESPERANCES

Dans le vide ainsi créé par l'effondrement de la gauch résultant à la fois de son inefficacité technique et du bou leversement de la structure sociale, un nouveau gouverne ment s'est installé avec, jusqu'ici, la tolérance de la majo rité de l'opinion.

1. L'expédient gaulliste.

Le régime gaulliste est un régime de droite. Il représent ce que la gauche abhorre par-dessus tout : le pouvoi personnel d'un homme, l'exaltation de l'Etat, le culte d notions abstraites et de mythes irréels, le mépris des réa lités humaines en particulier des réalités économiques, l'ab sence de contact avec les individus, la destruction du sen des responsabilités civiques par l'abdication totale entre le mains d'un sauveur.

Ce régime n'est pas institutionalisé. Il comporte cert une constitution approuvée au référendum par 80 % de voix ; mais ce texte n'a jamais fait l'objet d'un débat e n'a été lu par personne. Au référendum, la majorité a fa confiance à de Gaulle pour terminer la guerre d'Algéri Elle n'a pas établi la légitimité de son texte constitutionne Celui-ci est d'ailleurs un tel tissu de contradictions, qu'i est inapplicable. A chaque fois que le Président de la Répu blique voulut faire un acte efficace (donner l'indépendan au Mali, promettre l'auto-détermination de l'Algérie), en a été réduit à violer lui-même les termes de sa const tution.

Les défauts inhérents à un régime autoritaire se man festent de plus en plus. Le Parlement dénué de tout moy de contrôle est impuissant à faire entendre sa voix. Il suscite même plus l'intérêt des citoyens : la presse q cherche à exprimer l'opinion, voit ses moyens d'expressi de plus en plus restreints par la pratique irrégulière saisies. Les libertés individuelles sont menacées par d poursuites arbitraires.

L'administration elle-même est ébranlée par la multiplication des ministres fonctionnaires. Dans tout corps organisé existent en effet, des tendances diverses, des différences d'opinions, conduisant à la constitution de factions et de clans. S'il existe au-dessus des fonctionnaires, un ministre représentant le Parlement, qui arbitre en vertu d'une décision politique, les divers clans de l'administration s'inclinent devant la décision ; si par contre le ministre est « de la maison », c'est-à-dire de l'un des clans, sa décision est dépourvue d'autorité. Aussi faut-il prendre soin, dans un gouvernement républicain, de mettre un magistrat partout, sauf à la Justice, un professeur partout, sauf à l'Education, un médecin partout, sauf à la Santé, et un militaire nulle part, mais surtout pas à la Défense nationale. Le gouvernement actuel par les fonctionnaires, détruit peu à peu l'ossature de l'administration française et y introduit un virus politique, un fonctionnaire ne pouvant plus accéder aux hauts postes de l'administration sans avoir fait un stage comme ministre. Enfin, les ministres techniciens, persuadés de tout savoir, prennent leurs décisions sans consulter les forces économiques et sociales du pays. Aussi, même lorsque ces décisions sont justes dans leur ensemble, elles comportent des erreurs dans les détails et des modalités d'application qui exaspèrent les intéressés.

Aussi le gouvernement actuel est-il de plus en plus impopulaire dans le pays ! Mais sa structure lui permet pendant un certain temps de survivre grâce à la distinction du Président de la République plein de bonnes intentions et du Premier ministre, bouc-émissaire de toutes les erreurs. Ceci permettra une fois ou deux de changer de Premier ministre, et cela durera tant que la présence du général de Gaulle sera considérée comme indispensable.

C'est un fait que lui seul a l'autorité nécessaire pour trouver une issue à la guerre d'Algérie, et l'imposer à une armée de plus en plus indisciplinée. Il a déjà réussi à procéder par étapes sans incident majeur à la décolonisation de l'Afrique Noire, dans des conditions que met en relief le tragique échec belge au Congo, en réduisant au silence une droite qui aurait accusé de haute trahison, tout gouvernement de gauche poursuivant une politique semblable. Si avec Guy Mollet on a eu un gouvernement de gauche, faisant une politique de droite, on a aujourd'hui

le gouvernement le plus à droite que l'on ait eu depuis *Pétain*, obligé par la situation politique objective de faire une politique de gauche, et seul capable de la faire.

Le problème est le suivant : la France dans sa grande majorité veut la paix en Algérie, et des négociations constructives avec le F. L. N. L'armée de son côté a élaboré une doctrine politique et à la suite du 13 mai, ses éléments activistes se sont persuadés qu'elle pourrait prendre le pouvoir à Paris. La gauche pense qu'en cas de putsch, une révolte de l'opinion et une grève générale briserait la révolte militaire, mais risquerait, par contre-coup, de porter le parti communiste au pouvoir. La gauche démocrate qui veut construire et exprimer pacifiquement la volonté populaire se trouve coincée entre deux droites, qu'elle rejette également. De Gaulle est le moyen de gagner du temps, d'abaisser les tensions, et de trouver finalement une solution raisonnable à la guerre d'Algérie. Celle-ci approche peut-être, dans la mesure où la situation au Congo peut persuader les militaires qu'en cas de révolte de leur part ils auraient à faire face non seulement à la résistance populaire, mais à l'intervention de l'O. N. U. et à l'arrivée des casques bleus.

Pour l'instant, malgré les erreurs et les abus, l'autorité du président de Gaulle reste intacte. Mais elle n'est acceptée par l'opinion que comme un expédient provisoire. Le jour où il aura accompli sa tâche, conclu la paix en Algérie, constitué avec l'Afrique une communauté confédérale amicale, de Gaulle sera salué une nouvelle fois du titre de « Restaurateur de la République », recevra l'expression de la reconnaissance de la nation unanime, mais sera prié, ou de prendre sa place dans le système juridique d'une démocratie reconstituée, ou de retourner à Colombey écrire le prochain tome de ses mémoires.

2. Les possibilités de reconstitution d'une gauche moderne et rénovée ?

Examinons à l'heure présente successivement les forces sur lesquelles elle pourrait s'appuyer et le programme qu'elle pourrait élaborer.

Quatre forces nouvelles *se manifestent aujourd'hui.*

E sont d'abord les **jeunes paysans.** Nous avons vu, que pendant le XIXe siècle, les paysans qui avaient reçu de révolution la propriété de leurs terres et en particulier ux du Centre et du Midi, étaient classés à gauche, cepen-nt que restaient à droite les paysans de l'Ouest, fermiers minés par les hobereaux, grands propriétaires. Depuis la ise agricole, dès la fin du XIXe siècle, l'agriculture fran-ise s'est repliée sur elle-même et a cherché à sauvegar-r des structures dépassées, grâce à l'appui du protec-onnisme agricole. Les paysans, politiquement à gauche, aient ainsi devenus au sein des partis radical, socialiste, même communiste, une force conservatrice, exigeant l'in-rvention de l'Etat, pour sauvegarder le *statu quo* et einer les progrès techniques. Aujourd'hui, les conditions modifient rapidement. L'industrialisation suscite un :ode rural qui attire dans la ville une proportion crois-nte de jeunes gens, mais en même temps l'élargissement 1 marché européen suscite une demande accrue de pro-uits alimentaires, que peut seule satisfaire une augmen-tion de la production agricole française.

Les jeunes paysans comprennent que leur niveau de vie épend avant tout de l'amélioration des méthodes de ilture, de l'utilisation des engrais et semences sélection-ées, de la mécanisation de certaines opérations et l'accent t mis sur les investissements productifs beaucoup plus ie sur l'achat des terres. Les agriculteurs se groupent en opératives pour lutter contre la domination du marché ir les intermédiaires ou par les industries de transforma-on alimentaire. Ces coopératives, longtemps restées aux ains des gros agriculteurs ou de la petite bourgeoisie irale, sont de plus en plus dirigées, maintenant, par des riculteurs authentiques.

Alors que les syndicats professionnels agricoles encore rigés par la vieille génération manifestent pour réclamer ndexation automatique des prix agricoles par rapport à ndice des prix industriels, le congrès national des jeunes riculteurs encourage le remembrement des parcelles, emande à la mort de l'exploitant l'abandon du partage légal la constitution de sociétés d'héritiers, dirigée par les embres de la famille restant à la terre. Il réclame la

constitution dans les villages de sociétés foncières, ayai un droit de préemption sur la vente des terres, pour éli miner les non exploitants et constituer peu à peu un do maine communal directement géré par les agriculteur associés. Leurs coopératives enfin, prennent des contact directs avec les coopératives de consommation des ville et les cantines ouvrières gérées par les comités d'entre prise. Ainsi se constitue dans les campagnes un mouvemen de gauche authentique à tendance socialiste, bien qu'il s refuse actuellement à se solidariser avec un mouvemen politique.

Une transformation profonde se produit aussi au sein de **jeunes générations catholiques.** Nous avons vu, qu'a cours du XIXe siècle l'Eglise catholique avait eu partie li avec la droite et avait perdu toute autorité sur la class ouvrière. Un changement s'était produit au début du siècl lorsque *le Sillon* de Marc Sangnier avait réussi à intégre les jeunes catholiques dans la vie démocratique, puis lor que E. Mounier et la Revue *Esprit* avaient assuré le rayon nement des idées personnalistes. Pendant l'occupation, si hiérarchie n'a pas hésité à profiter des avantages accord par le régime de Vichy, de nombreux prêtres, des membr des ordres religieux et des laïques chrétiens allaient trouver au premier rang de la Résistance et établir d rapports fraternels avec les membres de la gauche répub caine ou marxiste. A la Libération, l'organisation syndica confessionnelle C. F. T. C., qui avait commencé comm groupement de syndicat d'employés défendant la collabor tion des classes allait s'étendre à tous les milieux indu triels, et adopter une tactique agressive. En fait, aujou d'hui la C. F. T. C., si elle entend être fidèle aux princip de la morale chrétienne est totalement indépendante vis-à-vis de l'Eglise et même du parti le plus proche du catho cisme, le M. R. P., elle est devenue en fait l'organisati ouvrière la plus combative et la plus efficace. Sans prend officiellement de positions politiques, plusieurs de s membres avaient, en 1952, voté Front républicain, et ce tains de ses cadres travaillent aujourd'hui au sein nouveau Parti socialiste unifié.

Si l'expérience des prêtres-ouvriers en raison d'une pr paration technique insuffisante a pour l'instant échoué

été stoppée par l'Eglise, la jeunesse ouvrière catholique oue un rôle important dans les milieux ouvriers ; de même a jeunesse agricole catholique a été l'une des animatrices u réveil des jeunes agriculteurs dont nous parlons plus aut.

Enfin et surtout depuis la guerre d'Algérie, les chrétiens atholiques et protestants ont été sans conteste les animaeurs de l'opposition au colonialisme et à l'armée ; de eunes catholiques se sont fait condamner pour refus de ort d'armes, des prêtres et des pasteurs ont dénoncé les ortures et organisé l'aide sociale en faveur des travailleurs lgériens en France, des enfants algériens orphelins dans oute l'Afrique du Nord. La hiérarchie est même interenue plusieurs fois, l'Eglise parlant non plus pour défenre ses droits et privilèges propres en tant qu'institution, nais pour témoigner du message évangélique et par là nême des valeurs morales affirmées par la gauche au IXe siècle. Si le problème des relations avec l'Eglise reste élicat, en raison de la question de l'école privée, il est ertain que les républicains finiront par surmonter cet ntagonisme et uniront croyants et incroyants dans une utte commune, pour la justice et la liberté.

Un autre fait nouveau est **la prise de conscience politique de la jeunesse,** en particulier des étudiants. Le système colaire français reste encore scandaleusement anti-démoratique et ce sont surtout les fils de la petite et moyenne ourgeoisie qui peuplent les universités et fournissent les adres directeurs de la nation. Or, ces étudiants, parmi lesuels, dans le passé, dominaient des forces d'extrême droite ont organisés aujourd'hui dans l'Union Nationale des Etuiants de France. Celle-ci fut d'abord une simple organiation professionnelle, défendant auprès des autorités les ntérêts des étudiants, gérant les restaurants universitaires, es colonies de vacances et les maisons de repos, et on urait pu penser qu'elle se laisserait absorber par son ction de gestion corporative.

Or, depuis deux ans, à l'occasion de la dénonciation des ursis d'études, des arrestations d'étudiants algériens, des nformations apportées par leurs camarades d'études comattant en Algérie l'U. N. E. F. a compris que la poursuite e la guerre détruisait toute possibilité de développement

intellectuel du pays, et surtout portait atteinte aux valeurs morales fondamentales que leur enseignait l'université. Aussi a-t-elle rétabli officiellement ses relations avec l'U. G. E. M. A., et envoyé son vice-président participer au congrès tenu par les étudiants algériens à Tunis ; avec vingt-cinq organisations de jeunesse, de toutes tendances elle a réclamé des négociations et dénoncé les atteintes intolérables portées à la liberté individuelle. Bien plus, elle a réussi ce que nul n'a pu faire jusqu'ici : elle a réuni sur son initiative les trois organisations syndicales ouvrières, F. O., C. F. T. C. et C. G. T. dans une action commune.

Un dernier fait symptomatique, enfin ; **les trois organisations syndicales** ouvrières, jadis associées plus ou moins étroitement aux partis communiste, socialiste, M. R. P. **prennent de plus en plus leurs distances** vis-à-vis de ces partis. Jadis dans la lutte ouvrière, il était essentiel d'avoir l'appui du Parlement, ce qui entraînait des rapports quotidiens avec les exécutifs des partis. Le régime actuel ayant réduit à néant la démocratie parlementaire, les syndicats ont davantage tendance soit à exercer une pression directe sur l'exécutif, soit à agir sur les patrons et conclure avec eux des conventions collectives. On assiste ainsi à une **organisation autonome de la société indépendamment d'un Etat qu'on regarde avec une méfiance croissante.**

En même temps les syndicats prennent conscience de l'aspect politique du problème ouvrier, et on les voit s'associer aux jeunes agriculteurs, aux éducateurs et aux étudiants pour réclamer la paix en Algérie. De même, dans les régions se multiplient les comités d'aménagement du territoire, les sociétés de développement ; **les citoyens comptent de plus en plus sur eux,** pour résoudre leurs problèmes en réduisant au minimum leurs recours à Paris.

Paysans, étudiants, jeunes catholiques commencent à attirer vers eux de jeunes patrons et des membres de l'administration, de plus en plus inquiets du désordre et de l'incompétence du pouvoir établi. Ils proclament ne pas vouloir faire de politique, c'est-à-dire qu'ils ne veulent rien avoir à faire avec les anciens partis de la pseudo gauche : Communistes, S. F. I. O., M. R. P. ; mais nombre d'entre eux militent au Parti Socialiste Unifié, et de

plus en plus leurs organisations s'engagent sur les problèmes essentiels. C'est là que se cherche et commence à se trouver la gauche nouvelle.

3. Quel pourrait être le programme de la nouvelle gauche ?

Il le semble, à condition de se borner pour l'instant au catalogue des points, sur lesquels entre ces diverses organisations un accord général paraît se dessiner, ainsi que dans des groupes de recherches qui se multiplient autour de revues et de centres d'éducation.

Tout d'abord cette gauche rajeunie veut être **sans idéologie.** La jeune génération a été trop trompée par la philosophie de la vie que l'on a cherché à lui imposer, sous prétexte de lui apporter une espérance. Elle entend chercher et trouver le sens de sa vie elle-même dans son existence quotidienne. La politique lui paraît nécessaire mais relative et elle recule devant toute doctrine abstraite qui voudrait s'imposer au nom d'un quelconque destin ou d'une philosophie de l'histoire. Elle ne croit ni au messianisme, ni à la conquête du pouvoir, ni à la violence. Elle ne peut supporter l'attitude systématiquement critique et négative, par laquelle certains cherchent à se faire une bonne conscience en se plaçant hors du monde ou de ses difficultés, et ayant toujours une attitude de revendication et de contestation ; emportée dans une transformation technique, dont on ne peut encore prévoir l'issue, elle entend peser sur ce monde en évolution pour le rendre plus efficace et plus juste. Elle rejette les phrases vagues, méprise les longs discours, dégage un style oratoire net et précis, réaliste et technique. Elle veut se grouper pour résoudre les problèmes immédiats qui se posent à elle.

Si la jeune génération rejette les idéologies abstraites, elle n'en a pas moins **le sens des valeurs éthiques**, mais ici encore de valeurs qu'elle expérimente dans ses relations avec des situations humaines concrètes, à l'occasion de son action pratique. Elle croit en la liberté de la personne, non comme une fin en soi, mais comme le moyen pour l'homme de courir son aventure personnelle et de découvrir lui-même, dans l'invention créatrice, le sens de son existence.

Aussi est-ce la **défense de la liberté concrète** qui est au premier plan de ses préoccupations ; comme au temps de l'affaire Dreyfus, et de la Résistance. Elle reconnaît la nécessité des organisations, des groupes professionnels, sociaux, politiques, de la nation, de l'Etat, mais comme des *cadres* nécessaires à l'épanouissement des personnalités, non comme des *fins* dernières ou des *valeurs* en soi. La France est la communauté des Français vivant sur un territoire, formés par une culture. Elle n'est pas une personne ayant une mission dans le monde pour laquelle seraient sacrifiés les Français vivants. L'Etat est une administration nécessaire, pour organiser la vie matérielle de la société, établir des procédures de confrontation et d'équilibre, procéder aux arbitrages indispensables. *Ce n'est pas un être moral,* distinct de la société accédant seul à une vérité à laquelle les hommes n'auraient point part.

Partant de ces valeurs, il est normal que la gauche, comme au temps de l'affaire Dreyfus se groupe **autour de l'Université contre l'armée.** Celle-ci, depuis le 13 mai, constitue un Etat dans l'Etat. Elle a sa politique et ne se plie en rechignant à celle du président de Gaulle, que dans la mesure où celui-ci ne va pas au-delà des limites qui susciteraient sa révolte. Elle prétend s'identifier à la nation, ce que l'université pourrait faire avec plus de titre qu'elle, fait engager des poursuites contre ceux qui se permettent de la critiquer et quelques colonels prétendent parler en son nom. Or, une chose est certaine, aucun groupement professionnel ne peut parler au nom de la nation, surtout pas celui des officiers de carrière, dont la seule autorité dérive du pouvoir que le peuple français leur accorde sur les soldats du contingent. Si on voulait connaître l'opinion de l'armée, ce sont ses soldats qu'il faudrait consulter. Quant aux officiers, ils ne sont que les courroies de transmission des ordres que l'autorité légitime adresse à nos enfants. S'ils prétendent discuter ces ordres, les soldats les discuteront aussi, s'ils décident de désobéir, leurs subordonnés en feront autant. En fait, devant ce qui se passe en Algérie, un nombre croissant de jeunes se posent le problème de la légitimité de ce combat. Des négociations ne s'étant pas rapidement engagées, on s'est trouvé dès novembre dans le milieu étudiant, devant une vague d'insoumission.

LA paix revenue en Algérie, il faudra **reconstruire la République.** Une discussion est engagée entre les partisans d'un vrai régime présidentiel à l'américaine, et ceux qui tenant pour essentielle la différenciation des fonctions de chef de l'Etat et de chef de Gouvernement voudraient un Premier ministre fort, responsable devant le Parlement, mais disposant du pouvoir de dissolution.

Mais, ce que préoccupe le plus les organisations de gauche, c'est la création de la démocratie à la base et l'organisation d'une information objective. *Démocratie à la base,* c'est la rupture avec la centralisation héritée de Richelieu, renforcée par Napoléon, par la création de municipalités et de régions autonomes, capables de décider elles-mêmes de leurs propres affaires. *Information objective,* il s'agit d'organiser la presse, la radio, la télévision en organismes publics décentralisés, échappant à la fois à la pression des puissances financières et à la propagande d'Etat, aussi attentatoires l'une que l'autre à la liberté de conscience.

ENFIN se produit de plus en plus **une prise de conscience de nos responsabilités économiques et sociales.** Il faut abandonner le petit jeu des revendications où chacun prétend recevoir de l'Etat le maximum en lui donnant le moins possible. La démagogie distributiviste dans laquelle ont excellé les partis communiste et S. F. I. O., ne trompent plus personne. La France fait aujourd'hui le saut dans son destin de grande nation industrielle. Il lui faut atteindre un rythme régulier de croissance de 5 à 6 % par an, si elle veut survivre. Cela implique une démocratisation de l'enseignement, ouvrant toutes grandes les portes universitaires à tous les talents qui en sont aujourd'hui écartés, faute de ressources, et l'extension rapide des recherches scientifiques, la création de laboratoires. Ces charges nouvelles pèseront lourdement sur le budget et ne seront supportables que si celui-ci est allégé des dépenses superfétatoires, comme la guerre d'Algérie ou la construction de la fameuse *force de frappe.*

Il faut rationaliser la production, poursuivre activement la lutte anti-alcoolique, moderniser l'agriculture, créer un système moderne coopératif de distribution, multiplier les installations industrielles en province échappant au carcan de Paris. Tout ceci suppose un plan et des moyens efficaces

pour le réaliser. Depuis des décades des intérêts corporatifs se sont installés au pouvoir pour défendre le *statu quo*, et s'opposer à la modernisation du pays. Des sommes considérables sont dépensées en publicité pour assurer l'écoulement de produits, qui ne correspondent pas, à priori, à des produits nécessaires à la nation. Il faut briser ce pouvoir économique, soit par de nouvelles nationalisations là où elles sont nécessaires, soit par un contrôle des investissements privés qui, réalisés essentiellement par l'auto-financement des entreprises résultant de prélèvements abusifs, prélevés sur les consommateurs. Les problèmes de propriété sont secondaires, l'essentiel est que le pouvoir économique, comme le pouvoir politique soient démocratisés et que chaque Français participant à la préparation du plan, puis à son exécution, se sente responsable de la vie économique et sociale du pays.

Il semble ainsi, qu'en dehors des partis anciens, un nouveau socialisme soit en train de naître, qui renouvellera, en les modernisant, les aspirations de l'ancienne gauche libérale des républicains, en faisant de la démocratie rénovée une réalité pénétrant dans l'existence quotidienne de chacun. Le peuple français commence à se réveiller, et prépare son prochain combat.

André Philip.

Serge RADINE

QUELQUES ASPECTS DU ROMAN POLICIER PSYCHOLOGIQUE

Société Française du Livre, 291 p. . . 13,50 NF

Jacques Malterre

L'Aliénation de l'homme dans la civilisation industrielle 1961*

ALIENATION

Bien entendu, l'aliénation fondamentale demeure l'amputation des moyens d'existence, le manque de bien-être, limitation dans les possibilités de survie et d'organisation de l'existence quotidienne. La faim, dans les pays ous-développés, est l'aliénation majeure actuelle de notre monde. Des aliénations de ce type subsistent dans l'Italie méridionale, dans nombre de régions de France où le capitalisme attardé n'a pas pu faire passer un progrès économique suffisant pour que les salaires, les rémunérations atteignent un niveau décent.. Enfin la crise du logement se présente comme un facteur d'aliénation de première importance également.

Mais il semble cependant que la solution de ces problèmes, abstraction faite de celui des pays sous-développés, soit à la mesure d'un capitalisme moderne. Notre réflexion sur l'aliénation cherche à se fonder sur les conditions du capitalisme ayant réussi. Subsiste-t-il une aliénation dans une société qui connaît le Welfare-State ? Si réponse est négative, il faut s'adapter au Welfare-State

---

* Cette étude fait suite à celle parue dans le numéro d'octobre 1960 : *Espoir socialiste et prise du pouvoir.* Elle sera complétée en mars par un article sur : *Les objectifs 61 du socialisme,* traditionnels et nouveaux : information de masse, réforme de l'enseignement, urbanisme, contrôle démocratique du pouvoir, participation à la vie collective et à la culture.

et se donner des objectifs aussi limités que ceux du parti démocrate américain, le travail politique y gagnera en précision et en sens du concret.

Cependant, un examen attentif de ces sociétés fait apparaître qu'il y subsiste deux formes profondes d'aliénation.

La première forme résulte de **l'absence de justice sociale.** Même lorsqu'un revenu décent est assuré à chaque membre d'une société et à quelque niveau de revenu que l'on se place, une injustice sociale est toujours très gravement ressentie. La contestation de la répartition du revenu et la contestation des conditions d'accès au pouvoir seront, à cet égard, constantes. L'aliénation ressentie en cette matière motive pratiquement toutes les exigences et les conduites socialistes concernant le plein-emploi, la fiscalité, la sécurité sociale et surtout le système d'enseignement qui est le moyen essentiel de redistribution des différents milieux sociaux entre les tâches économiques de la nation. Toutefois, si cette forme d'aliénation demeure d'une importance extrême, elle est la plus connue, la plus abondamment décrite, celle qui nous apportera le moins d'éléments nouveaux dans notre réflexion actuelle, même si elle est à l'origine de nos objectifs politiques les plus urgents et les plus importants.

La deuxième forme d'aliénation est **l'insatisfaction des besoins non matériels de l'homme.** Cette forme nouvelle d'aliénation est profondément caractéristique de la société industrielle moderne. Elle se présente sous deux traits fondamentaux.

I. — Le premier trait de nos sociétés industrielles est que **ces sociétés sont acquisitives,** il faut entendre par là que dans la civilisation industrielle du XX[e] siècle, toutes les valeurs sont quantifiées, sont mesurées. Sur le plan de la production, par exemple, l'effort des syndicats pour aménager le processus de production n'a rencontré un relatif succès que sur le plan de l'équité à l'intérieur des entreprises, mais aucun en ce qui concerne la prise en considération de l'homme lui-même, dans sa totalité. Les réticences syndicales devant la productivité viennent moins de l'augmentation des cadences qui, en réalité, ne se produit que très rarement, qu'elles ne viennent de cette ré-

uction du travail à des quantités susceptibles de mesure. ette analyse des postes, ce fractionnement du travail en outes ses composantes, revient à faire disparaître toute otion de valeur professionnelle, tout attachement possble à quelque chose qui, dans le travail, ne serait pas urement quantitatif, mais porterait valeur plus profonde.

Il n'est évidemment pas question ici de faire l'éloge de artisanat ou des valeurs corporatives, mais le vrai prolème est de savoir, comment, à partir des conditions de avail nouvelles qu'exige la production industrielle de aasse, réintroduire, dans l'aménagement des entreprises, *moyen de prendre en considération le travailleur, dans totalité de sa personne,* le moyen de lui donner une ompréhension de son travail, de susciter à nouveau des xigences de qualification, bref, de faire que, dans le traail même, se retrouve quelque chose de créateur qui soit la portée du travailleur, à n'importe quel échelon du ycle productif qu'il se place.

Les grandes centrales syndicales ouvrières ont toutes choué dans leurs efforts pour prendre en considération haque travailleur dans la plénitude de sa personne sur lieu de travail. Un des secteurs dans lesquels l'échec st le plus attristant est celui des œuvres sociales. Gérées, vant la guerre, par le patronat, ces œuvres sociales taient orientées en fonction d'un paternalisme bien pensant et d'une vue directement utilitaire des relations soiales. Lorsque la gestion en a été confiée aux comités 'Entreprise, on a espéré y voir le moyen d'un affranchisement. Effectivement, certaines œuvres sociales, de type ouveau, sont nées, notamment dans le domaine des coloies de vacances et l'orientation conformiste, paternaliste e l'ensemble des relations sociales a été mise en cause. Cependant les comités d'Entreprise n'ont pas su, de l'aveu nême de certains syndicalistes éclairés, s'affranchir d'un elatif paternalisme de maison. Il s'est introduit une rivaité de chapelle qui a conservé des cloisonnements entre ntreprises, au lieu d'instaurer, dans la gestion des œures sociales de l'industrie, la solidarité ouvrière.

Au-delà du domaine de la production, c'est *dans l'ensemble de l'existence des hommes de la civilisation industrielle que se retrouve le caractère acquisitif de notre société.* Une constatation a été faite, à cet égard, par un

économiste américain, du nom de Norman Mailer. Partant de ce fait très simple que sur le marché américain, le jus d'orange en boîte, prêt à boire, coûte au litre considérablement plus cher que l'extrait concentré permettant de faire un litre de boisson, Norman Mailer a essayé de rechercher dans l'analyse des coûts de la main-d'œuvre, de l'emballage, du produit lui-même, du conditionnement, de la publicité, l'origine de cette différence de prix et n'est pas arrivé à la retrouver complètement. Sa conclusion est donc formelle, le prix supplémentaire payé par le consommateur est la renonciation, par lui, à un certain pouvoir d'achat pour se conserver intégralement, comme du loisir total les précieuses secondes qu'en payant moins cher, il aurait été obligé de consacrer à la confection de la boisson. *L'exploitation a donc été renvoyée sur le marché, mais c'est toujours une exploitation capitaliste, de type traditionnel.*

Au niveau de l'économie globale, cette constatation est confirmée par l'analyse des coûts de production. Dans l'industrie moderne, en effet, la part des salaires et de l'ensemble des rémunérations et charges du personnel est considérablement moins importante qu'elle ne l'était autrefois. En d'autres termes, la possibilité pour le patronat de diminuer cette part de salaire, pour convertir en profit ce qui est ainsi extorqué au travail ne porte plus que sur une part beaucoup moins importante du chiffre d'affaires total de l'entreprise. Dans ces conditions, le volume de profit que l'on peut seulement tirer de l'exploitation du travailleur, n'est plus en rapport avec l'importance même des entreprises économiques et l'importance que le patronat souhaite voir à son profit. *Trouver du profit ailleurs était simple, il suffisait de se retourner vers le marché vers la consommation.*

Les analyses récentes de l'économie américaine et de sa prospérité montrent toutes que cette prospérité n'est soutenue que par la création constante de besoins artificiels, psychologiquement créés chez le consommateur par la voie de la publicité.

En d'autres termes, même dans l'organisation de sa vie quotidienne, même dans la satisfaction de ses besoins matériels et culturels, le consommateur est exploité dans des conditions très proches de celles de l'exploitation tra-

tionnelle mises en évidence par le marxisme. Sur le n du loisir, notamment, la soumission à la publicité es grandes entreprises de radio, du marché du disque et u livre, fait perdre au loisir sa fonction primordiale, ui est de libérer l'homme des servitudes de son travail, e lui permettre de retrouver une relative plénitude, en dégageant de ce qu'il y a de purement quantitatif dans exercice de sa profession. Norman Mailer va jusqu'à par- r de la valeur-loisir qu'il distingue, mais compare à la leur-travail.

Ces analyses ne sont ici qu'esquissées, ce ne sont que es hypothèses de travail avancées par quelques socio- gues et quelques économistes ; des études attentives de- ont être menées pour les confirmer ou les infirmer, il ne mble cependant pas inexact de déclarer dès maintenant ue *la lutte des classes s'est transposée dans le domaine ultu el et que l'orientation de la culture est aujourd'hui écisive pour former les hommes en vue soit d'un confor- isme devant la société capitaliste moderne, soit au con- aire, d'une contestation.*

II. — Le deuxième trait fondamental que revêt **l'insatis- ction des besoins non matériels** de l'homme dans la civili- tion industrielle **touche au problème de la communication.** haque individu, en effet, se ressent comme un réseau mplexe de relations entre lui-même et les autres et son ilieu, réseau complexe de relations dont il est le centre. ais l'individu ne vit, n'est pleinement lui-même que lors- ue ce réseau de communications est actif et que, dans s deux sens, il y a échange, il y a accord et réception. · les conditions particulières de la civilisation indus- ielle tendent à limiter profondément, dans de nombreux maines, les possibilités de communication entre l'indi- du et le milieu dans lequel il vit.

En premier lieu, *vis-à-vis du pouvoir, vis-à-vis des ins- utions, une distance s'est établie.* Le pouvoir, les insti- tions, les administrations se présentent aujourd'hui mme lointains, comme complexes, comme inabordables. vant le guichet, on a un refus, une réticence. Dans ntreprise, de la même manière, les syndicats ont des jectifs abstraits, mais n'ont que rarement attaqué con- ètement, par le biais par exemple de contre-expertises r la détermination des normes, des cadences et des clas-

sifications et dans le domaine de l'embauche. Restant loin tain, abstrait, le syndicat est une entité qui, certes, es engagée dans une lutte contre le patronat, mais qui n'es pas présenté dans la vie quotidienne. Il s'est introduit un distance entre le travailleur de base et son organisme d défense.

De la même manière dans la vie politique, les parti touchent à des généralités abstraites, mais pratiquemen pas aux problèmes les plus réels de chacun, le logemen l'aménagement du réseau de transport, etc.

● En second lieu, la civilisation industrielle moderne s caractérise par *les phénomènes de masse* auxquels ell donne naissance. Les grandes concentrations urbaine non contrôlées dans leur croissance entraînent ce résulta que chaque individu se trouve dans la situation d'êtr refusé par l'ensemble des autres, il n'y a pas de place, pa de logements, la queue pour aller au cinéma, l'imposs bilité de garer sa voiture, l'attente partout, l'anonymat, l'in dividu se sent écarté, mais ne peut imputer la responsab lité de cette situation à personne. Au sein de la masse, est soumis à des conditions qui lui font accomplir u certain nombre de gestes, d'actes automatiques et qui n sont pas libres. L'analyse de ces phénomènes a été mené avec une particulière attention par l'équipe de la revu américaine « Dissent » dont je ne saurais trop recom mander la lecture.

Au sein de cette vie de masse, l'individu se trouve r duit à son niveau le plus bas, car la communication entr individus se limite à un langage strictement conventionn et utilitaire ; enfin la passivité qui est la règle de compo tement essentielle dans la masse, entraîne également c sentiment de privation, ce sentiment d'aliénation.

Sur ce point, la réponse essentielle à cette difficul dépend des urbanistes. S'il est vrai qu'une société se c ractérise par la manière d'être ensemble qu'elle propos à ses membres, c'est aux urbanistes et aux architectes qu' appartient de nous proposer une nouvelle manière d'êtr ensemble, une nouvelle manière de nous loger, de coh biter, de vivre ensemble. A cet égard, d'ailleurs, il fa reconnaître que les urbanistes et les architectes ont dé avancé le travail, que certains nous proposent de vér

bles modes de vie nouveaux, par exemple Le Corbusier. evant ces propositions, la carence des institutions tradi-onnelles de gauche est totale. Jamais n'a été posé le pro-lème de savoir si la conception de l'homme qui nous était nsi proposée correspondait à la conception de l'homme ocialiste, jamais le problème du logement n'a été étudié ans ses aspects qualitatifs, on s'est borné à exiger la onstruction d'un certain nombre de logements, à exiger ue davantage d'efforts soient consacrés aux logements catifs qu'à l'accession à la propriété, mais en ce qui oncerne le mode de vie et le type d'habitat du monde cialiste nouveau, la carence de la social-démocratie tra-tionnelle est totale.

Un autre aspect des phénomènes de masse est le *nivel-ment culturel.* La fuite dans le loisir facile caractérise ı même degré tous les groupes sociaux et le type de loisir nsi pratiqué, tourisme, camping, ne diffère pas sensible-ent selon les différents groupes sociaux. Plus profondé-ent, l'influence de la presse, notamment de la presse de eur, d'un certain nombre de publications autres que le ul journal d'information, l'influence du cinéma, et le ılte des vedettes, l'influence de la musique, du jazz no-mment, répandue dans toutes les couches sociales à un egré considérable, tout ceci rompt l'isolement des milieux ciaux, les uns par rapport aux autres, rompt notamment solement culturel traditionnel de la classe ouvrière et it disparaître de ce fait une bonne partie des valeurs ı'elle détenait en propre, au premier chef de la solida-té pour la rapprocher des employés de la petite bour-oisie. Tout ceci, d'ailleurs, n'est pas seulement négatif. xtraordinaire développement de la radio et du disque ıt fait de la musique, autrefois art aristocratique limité une toute petite élite, le seul art véritablement populaire international, capable d'éveiller et de transmettre des nsibilités nouvelles chez tous les peuples.

D'une manière générale, cependant, il apparaît que la *vilisation industrielle crée des modes de vie dont le ré-ltat commun est d'entraîner une diminution de la com-unication en réponse.* Il n'y a, en effet, communication ritable, c'est-à-dire expansion de l'individu, que dans mesure où l'échange s'établit dans les deux sens. Or de ultiples signes permettent de comprendre que la relation

de l'individu avec la civilisation industrielle moderne v s'affaiblissant. L'affaiblissement du sentiment religieu d'une part, comme dominante de la société, traduit déj la disparition d'une certaine adhésion — mystique peut-êtr mais qui était positive au niveau de l'individu. Mais plu précisément encore, l'extension profonde des moyens d communication de masse augmente de manière décisive l nombre total, la quantité totale d'informations, de sensa tions et d'émotions qui sont offertes à l'individu, mai sans plus lui demander jamais une réponse, une partic pation quelconque. Au cinéma, le spectateur est passi devant la télévision, il l'est tout autant, et les psychiatre américains sont d'accord pour constater les méfaits d'u usage trop intensif de la télévision pour des enfants jeune

Dans un tout autre domaine, les relations humaines l'intérieur des entreprises visent moins à faire des homm complets qu'à adapter l'homme, supposé malade, à d structures qui, elles, sont données, qui restent inchangé et auxquelles *l'homme n'est pas considéré comme pouvar apporter quelque chose.*

Il existe une contre-épreuve qui permet de vérifier l'im portance de la privation qui résulte de cette absence d réponse possible. Cette contre-épreuve, c'est la généralis tion rapide d'institutions comme le baby-foot, le billa électrique, le bricolage, les collections. Tous ces compo tements, toutes ces manies expriment le désir des ind vidus qui s'y adonnent de faire quelque chose, de part ciper à quelque chose, de construire par eux-mêmes, d'agi de répondre, et non pas seulement de demeurer passi devant le monde qui leur est offert. Mais, ces dernières r ponses sont parfaitement embryonnaires, parfaitement i suffisantes.

Dans ces conditions, et si notre description de l'insati faction des besoins non matériels de l'homme est exact il reste à poser aux sciences humaines — psychologie, s ciologie, psychiatrie — un certain nombre de questio fondamentales dont les réponses devront influer sur l objectifs et peut-être même sur les méthodes d'action d socialisme.

Quelles sont les raisons de cette crise mondiale de jeunesse qui partout manifeste des signes d'inadaptati croissante ? Qu'y a-t-il en commun et quels sont les él

ıents de solution au diagnostic des psychiatres sur les évroses nouvelles, particulièrement celles qui touchent ı jeunesse ? Peut-il exister un type de communication ui révèle de leur diagnostic et qui puisse être rétabli par es techniques précises qu'il appartiendrait aux institu- ons de mettre en œuvre ? Si le sociologue américain urt Lewin a pu démontrer que pour faire prendre des écisions par des groupes humains, de quelque nature u'ils soient, la démocratie se révélait finalement plus effi- ace, moins coûteuse et entraînait une moins grande dé- erdition d'énergie que l'autocratie ou l'anarchie, il y a ıns doute à cela des raisons, des raisons qu'il importe e formuler sur le plan scientifique avant de pouvoir en aduire les conclusions positives pour une action poli- que. Est-ce qu'en définitive l'aménagement matériel de ı société n'est plus pour le socialisme de la civilisation ıdustrielle qu'un problème, essentiel certes, mais second, , comme le dit Raymond Aron, « la vie privée, le jeu, ırt, seraient-ils, en définitive, les affaires sérieuses » ?

C'est du domaine de l'art, en effet, que nous vient pro- ablement la critique la plus poignante de la civilisation cquisitive que nous sommes en train de nous construire. n songera ici à tel concerto de Bartok aux sonorités dé- ıirantes, on songera surtout à la force étonnante du mes- ge contenu dans les films de Bergman et ce n'est certes ıs un hasard si cette interrogation humaine fondamen- ıle nous vient de Suède, pays où précisément il semblait ı'aux yeux de nos social-démocraties traditionnelles il y ait plus de problèmes.

DEMARCHE SOCIALISTE

ous sommes ici fort loin du socialisme traditionnel ou de la conception qui en est le plus souvent répandue, importe d'y revenir en précisant la démarche qui est ıivie. Cette démarche peut s'analyser en trois temps.

Le premier temps consiste à exiger un meilleur amé- ıgement de la société tout en sachant qu'inéluctablement, s revendications matérielles, une fois satisfaites, la com- ıtivité est moindre et en constatant que, de ce fait, il

faut prendre, du problème de notre société, une vue plus ample.

● Le second temps de la démarche se présente alors, il nous faut quitter le terrain strictement matériel, pour mettre la condition humaine, elle-même, en examen. A ce stade de la réflexion, des hommes comme Claude Bourdet ou André Philip nous disent : il faut présenter maintenant le socialisme comme une morale. Cette attitude nous semble comporter un recul. Une morale en effet résulte nécessairement d'une éthique. De ce fait, elle n'est communicable que dans des conditions difficiles, elle n'est véritablement transmissible qu'en fonction avec l'éthique elle-même. Or le socialisme, lui, n'est pas une éthique, mais simplement le moyen de traduire en termes politiques concrets (1) les conclusions précises auxquelles sont arrivés des hommes, en fonction de leurs exigences morales et matérielles.

Vouloir en faire une éthique, vouloir le présenter comme une morale, c'est limiter l'audience qu'il peut avoir, c'est limiter le caractère commun qu'il doit présenter pour le plus grand nombre des hommes de nos sociétés. De plus, si le mouvement actuel des sciences tend à s'éloigner du déterminisme, ce n'est pas pour aboutir à une négation de la science, mais pour faire place à de nouvelles hypothèses au premier rang desquelles il faut citer le probabilisme et que viennent corroborer des travaux nouveaux, par exemple, la théorie des jeux. Dans ces conditions, il n'y a aucun recul, pour le socialisme à abandonner son déterminisme fondamental, mais il y aurait recul s'il renonçait à se présenter comme découlant d'une connaissance et d'une interprétation scientifique de la société (2).

● Le troisième temps de la démarche est alors le suivant : la critique synthétique et constructive de la société ne doit en aucun cas renoncer à être scientifique

---

(1) Il semble que sur cette définition s'accordent C. B. et A. P. avec l'auteur (*Réd.*).

(2) Une interprétation historique et sociologique, comportant toujours des jugements de valeur, peut-elle être scientifique ? N'est-elle pas plutôt un art ? (*Réd.*).

ais au-delà de l'économie politique, il faut aujourd'hui iterroger les sciences humaines qui diront sous quelles onditions minima l'homme peut se réaliser pleinement, ans son travail, dans sa ville, dans son logis, dans ses lations avec son milieu. Cette démarche d'ailleurs est ommune avec celle de Marx, elle consiste à construire n avenir, fondé à la fois sur la logique des faits et sur exigence humaine.

Ayant ainsi pris la mesure de la contestation à laquelle oit être soumise notre société, il est temps d'examiner s conditions de la lutte nécessaire pour la transformer...

Jacques MALTERRE.

PRÉSENCE AFRICAINE
Revue Culturelle du Monde Noir
N° 34/35 — OCTOBRE 1960-JANVIER 1961

Georges FISCHER : Syndicats et Décolonisation
E. WALLERSTEIN : La recherche d'une identité nationale en Afrique occidentale
Michæl BANTON : Les sociétés de jeunesse en Sierra Leone
Victor FERENCZI : Quelques implications psycho-sociales du film et l'action éducative
Paulin-S. VIEYRA : Le cinéma et la révolution africaine
A.-M. JONES : Les instruments musicaux africains

Paulin JOACHIM : Les clients noirs

Henri KREA : Panorama de la nouvelle littérature maghrébine
L.-F. HOFFMANN : L'image de la femme dans la poésie haïtienne
Eve DESSARE : L'Afrique est-elle à l'heure chinoise ?

CONDITIONS D'ABONNEMENT : un an (six numéros)
France et colonies 20 NF - Étranger : 23 NF - Abonnement de soutien : 30 NF
Rédaction et Administration : 24, Rue Descartes — Paris V° — ODÉ. 57-69
C. C. P. Paris 5936.25

Des chrétiens à la recherche du socialisme

Congrès National des 29-30 Avril et 1er Mai au Rocheton, à Melun

METHODE DU CONGRES

Notre prochain congrès sera de style « retraite » au Centr international des U. C. J. G.

I. Il se déroulera en trois phases :

● **Deux rapports introductifs d'André Philip** et de **Paul Ricœ** dégageront les grands critères qui font d'une expérience soci une contribution à la construction du socialisme.

● **Trois ou quatre séances de travail par groupes spécialis**

Ils se saisiront des conclusions des rapporteurs et les confro teront avec leurs expériences. Les travaux des groupes consis ront en particulier :

a) A préciser ce que le socialisme peut signifier dans u série de domaines déterminés.

b) A cataloguer les **services** que le Mouvement peut ren à ses membres engagés (orientation, confrontation, formation....

● Après rapport des groupes, le lundi après-midi, A. Philip P. Ricœur feront la **synthèse** des conclusions des groupes et éciseront **les tâches du Mouvement** en fonction des besoins primés.

I. Deux soirées sur les questions actuelles avec :

● **Ch.-A. Jullien** sur **« L'Algérie et la décolonisation ».**

● **André Mathiot** sur
« Nos libertés et l'avenir de la démocratie ».

II. Une méditation chaque jour, par **J.-M. Hornus...**

V. L'Assemblée générale du Mouvement.



Dès à présent nous demandons à nos membres et à nos cteurs :

— D'étudier dès à présent, si possible en groupe, le thème du congrès.

— Bien entendu de réserver ces dates.

— De nous signaler des amis — protestants on non — engagés dans l'action et qui seraient intéressés de participer à ce congrès et à sa préparation.



LE THEME DU CONGRES

Il s'inscrit dans les préoccupations et les recherches pratiques t théoriques que nous poursuivons depuis plusieurs années. n voici une introduction.

• UN CAPITALISME EN TRANSITION.

Notre congrès 59 a été à la recherche des « Formes nouelles de la justice sociale ». (Questionnaire Rev. 1-2-59 et onclusions 7-9-59.)

Nous avons constaté une série de changements de structures :

1° Entraîné par l'évolution du grand capitalisme international par les techniques de planification et de production de masse, **un capitalisme moderne** fort différent de celui de 1900, constitue un secteur pilote dans l'économie française (1).

Nous passons d'un capitalisme malthusien et mercantile à une économie de croissance.

2° **Des changements sociaux considérables** en résultent dans la structure des classes, leur mode de vie, la lutte syndicale, le rôle de la propriété... L'économie moderne développe une civilisation collective.

Elle offre à l'homme des facilités naissantes, fait peser sur lui des menaces inédites, pose des problèmes insolites et appelle des formes nouvelles de lutte pour la justice sociale (2), (10)

3° **Cette société intermédiaire** que traverse le régime capitaliste est orientée par la vision d'une économie sans rareté ni contrainte dictatoriale.

Si le capitalisme s'améliore en utilisant ses propres contradictions, il conserve — sinon une nature — du moins une structure caractéristique : son moteur essentiel reste **la propension à l'enrichissement ;** si la recherche du profit particulier tend à s'atténuer et à se détacher de la propriété, c'est en faveur du profit de l'entreprise ou de la nation, auquel est liée la recherche de la puissance et du prestige (6), (1).

Mais la reconnaissance du facteur humain et social dans la production, la découverte des mécanismes politico-sociaux dans l'économie (publicité, entente, plan...), enfin la révolution de la science économique qui se croyait « objective » et se découvre davantage « projet » créateur.... toute cette évolution **accentue le caractère équivoque des motifs et des institutions capitalistes.**

A l'économie classique d'échange (rien pour rien, tout se paie) se mêlent d'une part une économie de contrainte et de puissance, d'autre part une économie de don (3).

4° **Une civilisation de jouissance et de consommation** se crée à la place de celle du travail.

L'homme conditionné par dix ans d'expansion économique, a changé. La mentalité française petite bourgeoise et paysanne est en train de s'intégrer à l'esprit du capitalisme moderne.

Cela se cristallise dans une société de bien-être, axée sur une ilisation de type « petite classe moyenne » qui détruit les leurs de justice, de dignité, de reconnaissance, et qui « fera blier le socialisme comme une maladie dont on est guéri » mme prophétisait Nietzsche (4), (5), (7).

5° Le fond du tableau.

Nous ne pouvons tout étudier à la fois, même avec 5 groupes, devons limiter notre sujet déjà trop vaste. Pourtant nous vons toujours avoir présent, lors de ces discussions, ces don-es essentielles :

— la présence du Tiers-Monde (11) ;

— le rôle de la guerre froide, des nationalismes dans la crise du socialisme (1), (12) ;

— le rôle que devra jouer une économie européenne (11), (12).

. LA QUESTION.

L'expansion de la société industrielle n'est-elle pas en voie de ndre de plus en plus improbables nos espoirs concernant la ération de l'homme vis-à-vis des richesses qu'il produit ? C'était spoir du socialisme (4).

1° Les chrétiens doivent-ils renoncer à l'espoir d'organiser un gime économique qui ne soit pas conduit par la recherche du ofit ?

2° Keynes a-t-il tué Marx ? Suffit-il pour faire aboutir nos igences de justice sociale de se limiter aux ambitions et aux éthodes du capitalisme moderne, à la manière du parti démo-ate américain ?

3° Ou bien le terme de socialisme a-t-il encore un sens pour us ?

4° Et si oui, autour de quoi faut-il reconstruire le socialisme voie d'extinction ? (6), (7), (12).

I. CONTESTATION DE NOTRE SOCIETE.

Pour des raisons de foi nous ne pouvons accepter le monde qu'il est. Pas plus le régime de la misère et de l'injustice

que connaît le secteur retardataire de notre économie et le Tiers-Monde, que l'économie de consommation de l'homme satisfait du pain et des loisirs faciles.

Nous ne croyons plus à une économie livrée aux jeux de ses mécanismes et nous sommes plein de réserves à l'égard des planifications autoritaires.

D'une manière plus concrète, nous reprochons, entre autres, au capitalisme moderne :

1° d'être **incapable de réaliser des objectifs limités** comme la liberté de l'information, l'éducation pour tous, le plein emploi... sans mettre en question ses structures ou sans le faire en vue d'un conformisme social intéressé ;

2° de remplacer par l'exploitation du consommateur celle du travailleur ;

3° de **maintenir l'aliénation de l'homme ;**

a) par l'absence de justice sociale,

b) par l'insatisfaction des besoins non-matériels de l'homme du plus-être. Les coûts humains restent sacrifiés aux coûts économiques. L'oppression de la supra-organisation moderne et du pouvoir créait une nouvelle forme de servitude (1), (4), (7) ;

4° **de créer de nouvelles luttes de classes :**

— entre ceux qui savent et commandent (autorités publiques et privées) et ceux qui exécutent le travail sans comprendre ;

— entre les tenants de la démocratie politique et économique et la hiérarchie de la société économique dominée par une aristocratie d'experts et de technocrates (8) ;

— entre les pays riches et le Tiers-Monde prolétaire (11).

5° **Sa faiblesse à relever le défi de l'économie planifiée de l'Est** qui peut dépasser, dans un avenir prévisible, celle du bloc occidental. Si ce rapport mondial continuait à se modifier à notre désavantage, il confirmerait pour les pays sous-développés et pour la partie misérable des travailleurs européens, qu'il n'est pas d'autre remède au paupérisme que la planification autoritaire

V. LE DEPERISSEMENT DU SOCIALISME.

Il participe au dépérissement de toutes les doctrines idéologues qui, d'une part permettaient une vision générale et une mpréhension de la société, et d'autre part étaient puissance de ojeter, vision des tâches de longues durée pour les hommes. s schémas libéraux, marxistes et plus largement socialistes sont bout de souffle. On doit se demander ce qui reste de valable ns l'ancien socialisme.

En attendant, la société de consommation et la classe moyenne, ec son mépris de la pensée générale n'offre que le néant idéogique et le scepticisme doctrinal.

Alors il n'y a plus que des objectifs parcellaires, des intérêts rticuliers, de petites espérances. Pourtant la justice est une pérance pour tout et pour tous.

Plus de liaison entre l'inspiration évangélique et l'empirisme à urte vue des techniciens de l'économie et de la vie sociale, **us de chemin entre l'évangélisme vague et la technicité précise.** ous avons comme chrétien à participer à la reconstruction de la lture et des schémas de pensée nécessaires pour passer avec hérence à des tâches précises.

C'est une question qui doit être présente à l'esprit de chacun s membres du congrès, mais l'un des groupes centrera plus rticulièrement sa réflexion sur cette tâche doctrinale (5), (4),), (voir aussi 7-9/60). Ce sera notre premier groupe.

Groupe I : Motivation chrétienne et humanistes et schémas cialistes (13).

Responsables : G. Crespy, E. Trocmé.

. UN SOCIALISME POURRAIT SE FAIRE.

Embrayer sur quelques-uns des problèmes effectifs de la société oderne, à partir de données réelles, à tous les niveaux*, sera tre méthode de travail dans les 4 autres groupes. Nous uti-

---

* J. Malterre donnera dans le numéro de mars une analyse des jectifs de la lutte pour le socialisme. Ces objectifs sont répartis ns les groupes II à V. — Voir ci-dessus pages 51 et ss., et 63 notre démarche.

liserons le courant de recherches qui va des personnes engagées dans des actions sociales, économiques, etc. vers une construction socialiste.

Dans cette société intermédiaire où nous sommes engagés l'analyse rapide montre la **collectivisation** et la **planificaton** :

— du travail ;

— de la consommation ;

— de la vie culturelle.

Les conséquences de ces phénomènes sont :

— la diffusion de masse d'un bien-être normalisé ;

— le resserrement de la solidarité entre les hommes ;

— le renforcement du pouvoir de quelques-uns.

A quelles conditions cette évolution sociale peut-elle être orientée vers le socialisme ? Et la collectivisation spontanée e fatale, peut-elle s'infléchir vers un socialisme de volonté et de liberté ?

Ainsi notre recherche du socialisme peut être enracinée dans la réalité sociale, l'action partielle entrer dans une vision d'ensemble, et les grandes doctrines, être contrôlées par une sorte d'expérimentation permanente. C'est ce que feront les

Groupe II : Les structures sociales : la famille, l'urbanisme, l'entreprise...

Responsable : G. Lasserre.

Groupe III. Les structures économiques : développement d'entreprises, programme d'action régionale, planification nationale...

Responsables : R. Crespin, Cl. Vienney.

Groupe IV. Les structures culturelles : éducation, loisirs, information, promotion...

Responsables : R. Beaurin, J. Czarnecki.

Groupe V. Les structures politiques : contrôle démocratique du pouvoir, **accession aux responsabilités politiques et économiques**.

Responsable : J. Malterre.

M. V.

P. S. Demander le bulletin d'inscription au Mouvement.

DOCUMENTS PREPARATOIRES

(1) A. PHILIP, **Capitalisme moderne et Socialisme.** REVUE 1-2-59.
Voir aussi le c. r. de GERMAIN, **« Le capitalisme en question. »** 1-2-60.

(2) **RAPPORTS** SAUVY, SEVERAC **et en particulier les conclusions** RICŒUR. 7-9-59.

(3) F. PERROUX, **Economie et Société. P. U. F.**

(4) P. RICŒUR, **La crise du socialisme.** 12-59.

(5) P. RICŒUR, **Les formes nouvelles de la justice.** 7-9-59.

(6) J. MALTERRE, **Espoir du socialisme et pouvoir.** 10-11-60.

(7) J. MALTERRE, **L'aliénation de l'homme 1961.** 1-2-61.

(8) A. PHILIP, **La crise de la gauche.** 1-2-61.

(9) SCHRAM, **La social-Démocratie dans l'impasse.** 10-11-59.

(10) TOURAINE ET MALLET, **Où va la classe ouvrière ?** 3-4-59.

(11) **Responsabilité de l'Europe face au Tiers-Monde.** 5-6-59.
L'action chrétienne dans les sociétés en pleine évolution. 5-6-60.
A. PHILIP, **L'émancipation coloniale.** 10-11-60.
S. R. SCHRAM, **La rencontre de Moscou.** 12-60.

(12) S. RADINE, **La guerre froide et la crise du Socialisme.** 7-9-60.
SCHRAM, **Vers une ère œcuménique.** 1-2-60.

(13) RICŒUR, 7-9-60 et CRESPY, 11 et 12-57.

⁂

Une documentation sera indiquée pour chaque groupe.

Ouvrages généraux :

A. PHILIP, **Un Socialisme humaniste.** Plon.

Sur le néo-capitalisme américain :

J. FOURASTIE, **Révolution à l'Ouest.** P. U. F.

J.K. GALBRAITH, **Le Capitalisme américain.** Médicis.

Alfred Grosser

Après le Référendum

Il n'est jamais facile d'interpréter les chiffres, même pour un référendum qui représente pourtant le vote le plus simple. Une fois admis que les oui écrasent les non, les difficultés commencent. Et tout d'abord la bataille des pourcentages. Le général de Gaulle a-t-il été approuvé par 55,9 % ou par 73,1 % des électeurs ? Faut-il donner les pourcentages par rapport aux électeurs inscrits ou par rapport aux suffrages exprimés ? Parler de 73,1 % de oui, c'est passer sous silence l'accroissement des abstentions par rapport au 28 septembre 1958. A-t-on le droit de négliger la signification politique de cet accroissement ? Mais l'abstentionniste ne se met-il pas délibérément hors du jeu politique et doit-on lui permettre, en lançant le 55,9 %, de peser sur le vote positif de la même façon que s'il avait voté non ? De plus, le nombre des abstentions n'est significatif qu'au-dessus d'un certain seuil : 10 % est un minimum incompressible constitué par ceux qui ne votent jamais et surtout par les très nombreuses erreurs dans la composition des listes électorales. *On devrait donc dire qu'environ* 13,5 % *des électeurs se sont vraiment abstenus contre* 5 % *en* 1958.

LES ABSTENTIONS

La différence est considérable, même si l'on rappelle qu'aux élections législatives de novembre 1958, 22,9 % des inscrits s'étaient abstenus. Les motivations des abstentionnistes devraient être étudiées en détail sur le plan local et régional. Un élément inhabituel est le double refus d'une alliance « impossible » : bien des absten-

[un]ionnistes de gauche n'ont pas voulu voter avec le P. C. [o]u, dans de Sud-Ouest, avec les radicaux laïques. De [n]ombreux électeurs ont refusé d'approuver de Gaulle [t]out en ne voulant pas s'opposer à lui (ou à l'autodé[t]ermination). Dans les départements viticoles du Midi, [l]a consigne d'abstention a été partiellement suivie. Les [b]ulletins blancs ou nuls (souvent marqués « oui à la [n]égociation ») forment une masse plus considérable qu'il [n]'avait été prévu : plus de 600 000, dix départements [a]yant entre 3 % et 4,7 % de ces bulletins. Or le réfé[r]endum, contrairement aux élections législatives, exclut [p]resque les risques d'erreur. Il s'agit donc bien de bul[l]etins à signification politique : il est vraisemblable qu'un [g]roupement comme le P. S. U. serait parvenu à se faire [r]emarquer s'il avait donné la consigne du bulletin nul, [a]lors que son « non » passe inaperçu : à droite comme [a]u P. C., on n'a aucun intérêt à en tenir compte.

[L]ES « NON »

En définitive, on peut résumer le résultat brut en disant [e]n même temps que *les oui sont trois fois plus nombreux [q]ue les non, qu'un sixième environ des oui de* 1958 *ne se [s]ont pas retrouvés en* 1961, *tandis que le non s'est accru [d]e moins d'un dix-huitième.* Encore convient-il de ne pas [o]ublier que les non de 1958 ne sont pas tous restés des [n]on : l'analyse régionale et locale montre que bien des [n]on sont devenus des oui ou des abstentions. Aussi l'inter[p]rétation des non est-elle délicate. Il ne suffit pas de dire : « Il y a 380 000 non de plus qu'en 1958 ; or, à part quelques [g]roupuscules d'extrême droite, seuls les communistes et les [é]léments de l'actuel parti socialiste unifié faisaient cam[p]agne pour le non en 1958 ; donc, les 380 000 représentent [l]es électeurs touchés par MM. Duchet, Soustelle et Bidault. » Si la défaite de ces derniers apparaît écrasante, elle est [t]out de même moins complète que ne le voudrait ce rai[s]onnement simpliste. En même temps le parti communiste [a] subi un échec plus considérable qu'on ne l'a dit.

[C]OMMUNISTES ET ULTRAS

A Paris, les arrondissements où le non a connu son [a]ugmentation la moins insignifiante sont le XVIe, IIIe, VIIe [e]t XVIIe, qui ont eu respectivement 9,1 %, 12,3 %,

8,9 % et 13,3 % d'électeurs communistes en novembre 1958. Dans les arrondissements où les communistes ont été les plus forts en 1958, à savoir le XXe (29,2 %), le XIIIe (28,2 %), le XIXe (27,6 %), et le XIe (27.2 %), les non sont en baisse de 2 000, 2 000, 600 et 2 600 suffrages, il est permis de conclure que le parti communiste a rassemblé moins de non à Paris qu'au précédent référendum. En province, si l'on examine le cas des vingt-quatre départements où le oui a reculé de plus de 6 %, on voit que, à l'exception du Var, l'explication la plus évidente de la variation n'est certes pas dans un renforcement de l'influence communiste : tantôt il s'agit, comme dans le Tarn-et-Garonne, en Charente ou dans les Pyrénées-Orientales, d'un apport de gauche et de centre gauche ; tantôt, comme dans le Gers, la Vendée ou le Tarn, d'une influence de droite. En revanche, dans le Pas-de-Calais et dans le Nord, zones fortes du parti communiste, seul un recul de ce dernier, par rapport au référendum de 1958, permet d'expliquer la diminution des non dans le premier département, leur très faible accroissement dans le second.

Le « parti » a fort bien senti sa défaite. Le tract de *l'Humanité* appelant au non disait notamment : « Chaque non sera une pierre pour bâtir la paix... Qui sont les ultras ? Pour l'essentiel, tous ces hommes se retrouvent à l'U. N. R. et appellent encore à répondre oui... Quelles forces politiques appellent encore à voter oui ? Toutes les forces traditionnelles de la réaction : les indépendants et paysans (qui comptent parmi eux les ultras Duchet, Le Pen et le policier Dides) ont décidé de laisser la liberté de vote à leurs membres, mais les plus en vue voteront et feront voter oui comme Pinay et Paul Reynaud » ! Au lendemain du vote, *l'Humanité* parle de « la déroute des ultras ».

Déroute incontestable au demeurant : le résultat le plus clair du référendum, en dehors du *vote de confiance* qu'il représente pour le général de Gaulle, c'est *le choix massif de la métropole contre l'Algérie française*. Le vote du 8 janvier donne à l'autodétermination sa légitimité démocratique, même si les vaincus continuent à en contester la légitimité nationale. Les bruits de complot et de coup d'Etat iront en s'atténuant. A Alger, on sait maintenant que de nouvelles barricades, mêmes réussies, n'entraîneraient pas la métropole. Après les tragiques journées de dé-

cembre, le 8 janvier marque une nouvelle étape vers une sorte de clarification du problème algérien, vers la fin de beaucoup d'illusions et la prise de conscience des vraies difficultés.

LES OBSCURITES

Elles demeurent de deux sortes : que veut, que fera le Général ? Qu'ont voulu les 15 millions d'électeurs qui ont voté oui ? Ce oui est moins confus que celui de 1958, puisque l'Algérie française s'en trouve exclue. Mais dans quelle mesure signifie-t-il « négocier » ? Dans quelle mesure « allez de l'avant malgré le F. L. N. » ? L'équivoque de la double question se retrouve nécessairement dans la réponse. Elle est cependant en grande partie levée par l'interprétation que donnent les partis, les groupements et les journaux qui ont fait campagne pour le oui : interprétant le oui des électeurs qu'ils veulent représenter, ils se prononcent en grande majorité pour la négociation.

Le général de Gaulle, qui considère, de son côté, que les Français lui ont répondu à lui seul et à nul autre appel, donnera-t-il une interprétation analogue ? On le verra au cours des semaines qui viennent. Il existe, nous semble-t-il, un grand risque. C'est que le Président de la République considère que les Français — dans la métropole et en Algérie — ne sont pas mûrs pour accepter la négociation, comme ils n'auraient pas été mûrs avant la fin de 1960 pour voter sur l'autodétermination. Il a fallu près de vingt-huit mois du principe de l'autodétermination à la ratification. Au bout de deux ans et demi d'exercice du pouvoir, le général de Gaulle a levé l'hypothèque « Algérie française ». Pendant ce temps, la situation s'est dégradée sur le plan international, et il n'est pas sûr que le F. L. N. veuille ou puisse être conciliant. Il ne faudrait pas que de longs mois s'écoulent encore pour que soit levée l'hypothèque « pas de négociations » : ces négociations pourraient être alors totalement impossibles, la guerre d'Algérie menaçant de s'internationaliser.

20 janvier. Alfred GROSSER.

Signalons aux lecteurs désireux d'étudier de près le référendum par rapport aux votes de 1958 qu'ils disposent maintenant d'un volume extrêmement riche publié par l'Association Française de Science Politique : *L'établisse-*

ment de la Cinquième République. Le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958. Préface de P. Touchard. Librairie A. Colin, 399 p. plus une pochette de cartes grand format. (Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques n° 109.) Par ailleurs ils trouveront dans le numéro de mars de la *Revue Française de Science Politique* une étude de François Goguel sur le référendum du 8 janvier, accompagnée de nombreuses cartes.

L'Année Politique et Économique

Octobre 1960 - N° 157

Bernard Lavergne : LA HONGRIE DEPUIS SA LIBÉRATION DU JOUG NAZI (1945).
— L'admission de la Hongrie à l'O. N. U.

Geoffrey Fraser : L'avenir des Nations unies.

Informations et Conjonctures : Les bases de la politique américaine et de la politique soviétique — Les neutres veulent le désarmement et le tête-à-tête Washington-Moscou.

E.-N. Dzelepy : Un crime inutile : les raisons politiques du lancement de la bombe américaine sur Hiroshima.

Roger Maria : Le mythe Adenauer

LA REVUE PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

Abonnement : France **NF 18** - Étranger **NF 21**
ADMINISTRATION DE LA REVUE
19, Quai de Bourbon - PARIS (4e) - C. C. P. PARIS : 353-37

Déclaration protestante Européenne

Le Groupe d'Etudes sur la responsabilité chrétienne pour la collaboration européenne, comprenant des délégués des pays de l'Europe, s'est réuni à Genève le 15 janvier 1961. Ecoutons ce texte de l'œcuménisme européen :

L'ensemble des analyses françaises et étrangères du référendum du 8 janvier 1961 fait ressortir les points suivants :

1. — Les diverses attitudes prises en face de la question posée au peuple français traduisent (qu'il s'agisse du oui, du non, du vote nul ou de l'abstention) une indiscutable majorité en faveur d'une négociation politique avec le G. P. R. A. devant permettre à brève échéance le rétablissement de la paix.

2. — Situant par là-même l'exacte importance en métropole et en Algérie de la minorité opposée à l'évolution de l'Algérie vers l'indépendance, le référendum a permis d'éliminer dans une large mesure, l'hypothèque que fait peser depuis plusieurs années sur la vie française, la menace d'un coup d'Etat militaire et d'une guerre civile.

3. — En ce qui concerne le F. L. N. le référendum a démontré clairement qu'il est, à l'heure actuelle, même dans les zones considérées comme « pacifiées » et contrôlées, représentatif de la population musulmane qui a suivi de façon massive les mots d'ordre diffusés par lui.

⁂

En conséquence, il nous apparaît que la voie conduisant à une solution du conflit algérien se définit ainsi :

1. — Toute hésitation à négocier directement et sur le fond avec le G. P. R. A. entraînerait inévitablement la poursuite des hostilités avec une dangereuse menace d'internationalisation du conflit et d'implantation en Afrique du communisme international. Le référendum ayant dicté sa ligne au gouvernement français, il importe que celui-ci engage sans tarder la négociation avec l'interlocuteur qu'en suivant les consignes F. L. N., la population musulmane vient de désigner.

2. — L'urgence de ce processus, la difficulté de le mener à bien vu l'échec des pourparlers de Melun et la méfiance qui en est résultée et le fait qu'une Algérie « algérienne » devra trouver place dans la communauté internationale, nous conduisent à penser que les pays amis de la France ou associés à elle, de même aussi que les autres nations du Maghreb avec qui le G. P. R. A. entretient des relations d'amitié et qui sont au premier chef intéressées à une solution définitive du problème algérien, doivent aider les deux interlocuteurs à entrer sans réserve ni retard dans la voie des négociations. Tout délai dans la mise en œuvre de cette procédure menace gravement l'équilibre du monde occidental et africain et, partant la paix du monde. Nous pensons qu'au stade actuel l'intervention de tiers devrait grandement contribuer au rapprochement nécessaire.

3. — Un des points essentiels de la négociation doit concerner la garantie des droits de la minorité européenne résidant en Algérie et qui doit pouvoir y rester sans crainte, dans la mesure où elle manifestera sa loyauté en face de la construction de l'Etat nouveau. Cette garantie, qui doit être accompagnée d'une assurance contre les représailles, qu'elles visent les Européens ou les Musulmans de toutes opinions ne sera efficace que si une large fraction de la communauté internationale l'approuve et [illegible] la charge d'assurer son exécution.

⁂

Pour le succès des négociations et en vue de l'établissement des relations fraternelles une fois la paix atteinte, les membres français (1) de la réunion nous ont engagés à souligner les points suivants :

---

(1) René Courtin, A. Philip, E. Trocmé, de Beaumont, Henri Burgelin, G. Casalis, J. Maury, M. Voge. Le paragraphe I ci-après n'a pas été publié, à notre connaissance, ni par les quotidiens ni par les journaux protestants !

1. — Le peuple français doit être conscient des lourdes responsabilités qu'il porte du fait des méthodes employées dans cette erre et dans la répression des actes terroristes également répréhensibles. En particulier, le nombre très élevé des morts et s personnes déplacées, la destruction quasi générale des oyens de production rurale pèseront lourdement sur l'avenir l'Algérie nouvelle. De même, la démoralisation de la jeunesse nçaise, la perversion des institutions démocratiques et judiires et l'emploi du mensonge et de la ruse comme moyens rmaux de gouvernement, compromettent la vie politique de la ance et sa contribution à l'ordre international. Notre tâche de rétiens consiste à souligner ces choses en affirmant que seuls repentir et le pardon offrent une possibilité de vie nouvelle x peuples comme aux individus.

2. — Au-delà de ce diagnostic, il nous apparaît que la tâche réparation et de reconstruction sera considérable et nécessitera rant de longues années une aide importante à l'Algérie, que la mmunauté internationale devra assumer avec la France.

3. — Dans ce contexte, la mise en valeur et l'exploitation Sahara devraient ête poursuivies sous la responsabilité d'une torité commune qui donnerait à la France et aux Etats intéssés d'Afrique et d'Europe l'occasion de développer une collaration confiante.

⁂

Nous considérons que les Eglises de France qui ont à plusieurs prises pris position de façon énergique sur cette douloureuse estion, doivent continuer à dire aux Français quelle est la uation réelle de l'Algérie et quelle responsabilité cela implique ur eux.

J.-P. Sauze

Pressions pour la négociation

« Autrefois, disait un commentateur politique par sien, autrefois il y avait une vie politique en Franc On rendait compte des travaux du Parlement, on suiva avec attention les travaux des congrès politiques... Aujou d'hui, on ne parle plus que de l'Algérie. L'Algérie, toujou l'Algérie... ! »

Mais, l'on pourrait ajouter à cela que si l'Algérie occu effectivement toute la vie publique française, cette de nière existe malgré tout encore.

C'est ainsi que depuis le référendum, la plupart d formations politiques ont contribué à infléchir le pouvo sur la voie de la négociation.

Et l'on ne cache plus à l'Elysée qu'une prise de conta avec le G. P. R. A., soit évitable. On sait que l'Algérie ser quoiqu'il arrive, prochainement indépendante. Le génér de Gaulle voudrait seulement que la passation des pouvoi se déroule sans « abandon vulgaire », après que des g ranties formelles et précises aient été au préalable do nées aux Européens d'Algérie.

Le général de Gaulle sait qu'en dehors du G. P. R. A F. L. N. aucun groupement, aucune force politique alg rienne n'est à même de souscrire à ces garanties profit des Européens.

Telle est l'évolution des esprits et des événements lendemain du référendum : une négociation sur le fo du problème algérien apparaît indispensable non seu

ient à l'opinion publique, mais à la majorité des formaons politiques françaises, à l'Elysée enfin. Dans les deriers jours du mois de décembre on parlait dans les abinets ministériels d'instaurer un régime provisoire utre-Méditerranée, une administration algérienne mise en lace par l'Administration française, calquée sur elle et épendant d'elle jusqu'à l'autodétermination.

Fin janvier, les indiscrétions calculées de l'Elysée maifestaient qu'on ne croyait plus aux solutions octroyées, nais à la « confrontation ».

« Confrontation avec toutes les tendances », comme isait le général-président à la veille du scrutin ? Non onfrontation avec la tendance unique qui est parvenue s'annexer — et par tous les moyens — toutes les autres ractions algériennes : le Front National de Libération, ont le G. P. R. A. est l'émanation.

« Le problème est en train de mûrir, l'opinion française st d'accord sur le fait que la seule solution est la négoiation », remarquait M. Bourguiba dans son allocution ebdomadaire du 11 janvier. Mais l'homme d'Etat tunisien joutait qu'il ignorait quand le problème serait résolu, les onnées en étant trop complexes.

Il est bien vrai que nul ne peut dire quand viendra la égociation et la paix. On peut néanmoins les envisager une et l'autre pour l'année 1961.

Quoi qu'il en soit, la pression de l'opinion française sur e pouvoir n'aura pas été négligeable.

Les lendemains de référendum ne sont pas exactement eux que le régime souhaitait...

ES PRESSIONS SE MANIFESTENT

Le blanc-seing de l'opinion s'est transformé en quelques ours en un mandat impératif.

Le 22 janvier, M. *Maurice-René Simonet,* secrétaire gééral du M. R. P., prononçait à Lyon une conférence sur La France et l'Algérie après le référendum ».

« Que le combat se transforme en débat, disait-il noamment, et qu'intervienne un nouveau Melun, réussi cette ois... »

Après avoir évoqué la nécessié de garanties pour les Européens, M. Simonet concluait : « Si la France n'arrivait pas en 1961 à ramener la paix en Algérie, il est à prévoir que d'autres s'en chargeraient, et nous assisterions à l'internationalisation militaire ou diplomatique du conflit algérien ».

Le 7 janvier, à la veille du référendum, M. Simonet avait été encore plus net : « Ou bien cette année, nous arriverons à un accord, avait-il dit, ou bien nous serons constamment menacés d'un nouveau Suez... »

M. Maurice Faure, leader radical, écrivait le 15 janvier dans le *Redressement économique :* « La négociation avec le G. P. R. A. est inéluctable... ».

Lui aussi soulignait la nécessité de préserver « nos intérêts légitimes, et en particulier ceux des minorités qui peuplent l'Algérie ».

M. Félix Gaillard, leader radical ayant préconisé le « Non », exprimait l'opinion que « *le référendum est avant tout, une réponse pour la paix en Algérie* » et déclarait que les Français ne se sont pas occupés un seul instant du texte qu'on leur demandait d'adopter, car ils ont voté pour un homme afin qu'il fasse la paix, ce qui implique des responsabilités précises pour le général de Gaulle.

M. René Pleven, ancien président du Conseil, insistait lui aussi sur la nécessité d'une négociation avec le G. P. R. A. et indiquait qu'il convenait également de s'entendre avec les Français d'Algérie. En somme, mettre en œuvre une conversation à trois : France-G. P. R. A.-Européens d'Algérie.

Ceci pour les leaders du centre.

Quant aux positions du P. S. U., de la S. F. I. O. et du P. C., elles sont connues : ayant préconisé à la veille du scrutin des attitudes différentes, ces formations se rejoignent en définitive dans leur volonté de négociation.

C'est à juste titre que les communistes, au lendemain du scrutin, ont pu dire qu'un grand nombre de citoyens ayant voté « Oui » exprimaient tout autant que les « Non » communistes et P. S. U. la volonté de négociation.

Ce rassemblement de l'opinion en vue de la paix, s'est récisé davantage encore après la déclaration du G. P. . A., le 16 janvier, s'affirmant « prêt à engager des égociations sur les conditions d'une libre consultation u peuple algérien ».

L'initiative F. L. N. fut qualifiée de « positive » par plupart des grands journaux français : « Le général e Gaulle est redevenu un interlocuteur valable pour la ébellion » écrivait « Les Echos »...

Les événements de décembre : les drapeaux F. L. N. randis en pleine Kasbah, étaient désormais assimilés par opinion française ; on saisissait dans la presse, chez les hefs politiques et jusqu'au gouvernement l'évolution fouroyante des événements.

« Les idées sont en marche », ce qui est très important, ar elles contribueront le jour venu à la paix.

MAIS la paix elle-même ?

A nouveau, tout dépend de de Gaulle, enfermé dans on secret, se refusant d'admettre l'échec de son « Algérie algérienne », hésitant à traiter avec l'adversaire, de rainte de paraître « un bradeur vulgaire ».

Mais nous sommes à la onzième heure : la pression internationale n'a jamais été plus forte sur le gouvernement de Paris.

De Gaulle sait que le temps joue contre lui. Il appartient l'opinion française de le lui rappeler sans cesse.

J.-P. SAUZET.

Jan Czarnecki

Algérie 61

Le grand événement de l'année dernière, dans la guerr d'Algérie, c'est assurément le 11 décembre. Ce jour-là les officiers français, victorieux sur le terrain, ont p mesurer leur défaite politique. Ce jour-là, les métropoli tains ont appris que les ultras n'étaient rien, et le réfé rendum a consacré leur disparition. Car ce jour-là, l peuple algérien s'est réveillé ; il est descendu dans l rue ; il a proclamé son unité autour de son armée, de so gouvernement. Depuis deux mois, malgré les ratonnade malgré la répression accrue, malgré les contrôles noc turnes, son attitude ne s'est pas démentie.

Longtemps accablé par les deuils, la terreur, les sou frances quotidiennes d'une guerre atroce, ce peuple, qu les militaires croyaient avoir muselé par les camps d concentration, par les regroupements, par le quadrillag ou gagné par l'action psychologique et les S. A. S., c peuple a crié sa volonté de vivre libre, face aux revolver des massacreurs, aux mitrailleuses des paras. Les jeune nourris dans le culte héros du maquis, les femmes, don la guerre a fait les égales des hommes, ont entraîné l masses, ont dissipé la peur. Et maintenant ce sont les Eu ropéens qui tremblent, et qui veulent fuir.

Le référendum a confirmé les journées de décembre. Pa tout où cela était possible, les consignes d'abstention d F. L. N. ont été suivies. L'armée n'a pu faire voter qu les « regroupés », qui sont entièrement sous sa dépe dance. Et, chose étrange, elle a fait voter « OUI ».

Sans doute un grand nombre d'officiers souhaitèrent-i la victoire du « NON ». — Mais ils avaient mesuré le défaite en décembre. Que restait-il, devant ces drapeau nationalistes sortis de toutes les maisons, du mythe él boré par les factions catholico-national-socialistes ? Con

ıent continuer à faire croire que l'armée française défendrait en Algérie la civilisation chrétienne contre les ssauts du communisme international ? Comment préendre que les musulmans demandaient aux Français de s protéger contre la férocité des bandits F. L. N. ? Ce ıythe de la pacification s'évanouissait avec celui de la raternisation. Cette Casbah d'Alger, que l'on disait si alme, retentissait pendant des nuits entières des « YOU-OU » des femmes appelant les hommes à se défendre. Tout tait à recommencer. Tout serait toujours à recommencer. . quoi bon continuer ?

Alors les officiers les plus activistes « ont fait voter)UI ». De Gaulle est tranquille, au moins pour un temps ; l n'a plus à redouter aucun soulèvement militaire. Après échec du complot Salan-Lagaillarde, après le référenum, il sait que l'armée, disciplinée, résignée, obéira. Enore faut-il qu'il décide d'agir, et qu'il agisse.

Or, depuis un mois, on attend vainement un début d'acion. Des bruits avaient couru : Ben Bella allait être libéré, es camps d'internement allaient se vider, en Algérie, en 'rance. Rien n'a été fait. On parle de contacts secrets, bien ûr : mais, depuis six ans, ils n'ont pas cessé. Ce qui st grave, c'est qu'aucun émissaire officiel n'a été envoyé Tunis, au point que Ferhat Abbas, après s'être déclaré rêt à négocier a cru bon de partir en Indonésie !

OURTANT la route de la paix était libre devant de Gaulle : l'armée lui obéissait, les ultras étaient atterrés devant s résultats du référendum ; nulle part la métropole n'auait suivi les Leaders de l'Algérie française. Mais, devant s hésitations du gouvernement, *les sabotages commenent :* contrôles de nuit de la population urbaine, assasinat de musulmans et de libéraux, arrestations des dirieants du scoutisme musulman. On cherche à créer un limat tragique, et on y parvient ; car les assassinats enraînent les attentats, et la peur se généralise.

Une fois de plus, allons-nous *manquer l'occasion de la égociation ?* Sans doute les points de vue des deux gouernements demeurent-ils assez éloignés l'un de l'autre. Iais faut-il attendre d'être d'accord pour ouvrir des conersations ? Chacun des partenaires sait pourtant que le emps presse. Ni les U. S. A., ni l'U. R. S. S. ne prolongeront le sursis qu'ils ont accordé à de Gaulle pour faire

la paix. Dans un mois, une nouvelle session s'ouvrira à l'O. N. U., où le F. L. N. pourrait bien, cette fois, recevoir l'appui de tous les Africains.

Du côté algérien, les ministres du G. P. R. A. se sentent de plus en plus débordés par *l'intransigeance des combattants.* S'ils veulent conserver leurs postes, il leur faut négocier sans tarder. Car les journées de décembre ont manifesté l'esprit d'initiative et l'ardeur des jeunes cadres algériens, beaucoup plus révolutionnaires que ces vieux parlementaires français qui s'appellent F. Abbas et A. Boumendjel. C'est pourquoi du reste, le G. P. R. A. a décidé de réunir vers le 15 février, le « Conseil National de la Révolution Algérienne », organe suprême du F. L. N. Ainsi l'intérêt des deux parties est-il en faveur d'une négociation rapide. Mais les difficultés à surmonter demeurent considérables : comment maintenir l'armée algérienne et évacuer une partie de l'armée française, sans déclencher chez les Européens une panique et des réactions de violence aux conséquences imprévisibles ? Aucune promesse de garanties ne saurait les rassurer. Ils n'ont jamais eu confiance en de Gaulle, et voient dans ses discours successifs autant de tromperies à leur égard.

Comment assurer au F. L. N. la liberté du vote sur l'autodétermination ? Comment évincer les partisans d'une « table ronde » où seraient représentées les diverses tendances du peuple algérien, alors que le F. L. N. est précisément le « front » qui en rassemble la quasi-totalité ? Comment écarter toute menace de partage du pays, absolument inacceptable pour des patriotes ? Comment régler le sort futur des Européens, centre et cause principale de la guerre ?

Toutes ces difficultés ne doivent pas nous conduire au découragement, ni à une démission de nos responsabilités. Une fois de plus, l'opinion est retombée dans son apathie habituelle : par le référendum, elle s'est, une fois de plus, confiée au sauveur. Mais le sauveur ne fera rien si on ne l'y oblige. Il faut donc, et plus que jamais, que l'opinion se réveille et pèse sur les décisions du pouvoir. Il faut, en même temps, réfléchir dès maintenant aux problèmes qui vont se poser si les négociations réussissent. Car le cessez-le-feu ne résoudra rien. C'est avec la paix que les vrais problèmes commencent à se poser.

Jean CZARNECKI.

Une étude du Club J. Moulin

Un problème crucial :

Le recasement en France d'une partie des Européens d'Algérie

A mesure que se précipitent les perspectives d'une inévitable négociation, on voit apparaître des problèmes que tous les observateurs lucides ont prévu depuis longtemps, mais que jusqu'à présent les pouvoirs publics n'ont pas eu le courage d'aborder ni même de poser. L'un de ces problèmes « tabous », le départ et l'installation en France d'une partie des Européens d'Algérie, vient de faire l'objet d'une étude honnête et bien documentée, élaborée par le Club Jean Moulin. On sait que ce groupement, fondé en 1958, réunit un certain nombre de hauts fonctionnaires bien placés pour juger des problèmes actuels.

Un article de l' « Express » a résumé une partie du rapport auquel nous nous référons. Mais il l'a fait dans une optique prudente, qui a conduit son auteur à minimiser certaines conclusions pratiques. C'est pourquoi, n'étant pas tenus par les mêmes réserves, il nous a paru nécessaire de faire connaître à nos lecteurs l'ensemble des résultats de cette étude.

Les structures socio-professionnelles.

● Le premier point que souligne le Club Jean Moulin, c'est qu'en tout état de cause, et même si l'Algérie ne devait pas devenir indépendante, **la promotion des musulmans entraînerait le départ de plusieurs centaines de milliers d'Européens.** Sans

doute les « pieds noirs » sont-ils chez eux en Algérie, et leur exode prendrait figure d'expatriation. Mais la communauté européenne, sous sa forme actuelle, résulte d'un statut colonial définitivement disparu. C'est pourquoi le double souci de la justice et du maintien de la démocratie exige que l'accueil en France des Européens contraints de quitter l'Algérie soit prévu et organisé. A la fois pour compenser les pertes inévitables, et pour empêcher la formation d'un parti de réfugiés aigris qui mettrait en péril la république, il faut envisager une très large indemnisation et un plan de reclassement soigneusement préparé.

Le nombre des Européens d'Algérie s'élevait, en 1954, à 983 100 ; sur ce nombre, il faut compter 120 000 Israélites, et près de 600 000 descendants d'Espagnols, Italiens et Maltais. Mais tous se sentent Français, en même temps qu'ils sont biologiquement liés à la terre algérienne.

● **L'actuelle structure socio-professionnelle de cette collectivité ne pourra, en aucun cas, être maintenue.** Quelle est cette structure ?

La population européenne est à 90 % urbaine, la population musulmane rurale à 80 %. Le revenu moyen des Européens est dix fois plus élevé que celui des musulmans.

S'il s'agit de l'agriculture, la disparité est encore plus accusée : le revenu individuel moyen d'un exploitant européen atteint 780 000 francs par an, celui d'un musulman moins de 22 000 francs.

Dans l'industrie, les Européens fournissent 98 % des cadres, les musulmans 95 % des manœuvres. En effet, 94 % des musulmans sont illettrés. Les fonctionnaires ne comptent que 20 % de musulmans.

D'autre part, la main-d'œuvre musulmane souffre d'un **sous-emploi général** : les paysans travaillent en moyenne quatre-vingt-douze jours par an et près de la moitié des travailleurs urbains sont chômeurs ou occupés de façon intermittente. Au contraire la collectivité européenne connaît le plein emploi. L'exode rural a, depuis soixante ans, triplé la population musulmane urbaine. Minoritaires au début du siècle dans presque toutes les grandes villes, les musulmans sont aujourd'hui majoritaires, sauf à Oran. Cet afflux urbain accroît terriblement la concurrence entre musulmans et Européens, au niveau des catégories les plus défavorisées.

Ainsi le drame algérien était inscrit dans l'évolution des structures socio-professionnelles. Ce n'est pas impunément qu'une minorité s'empare du pouvoir économique et politique, et prétend conserver des privilèges de plus en plus illégitimes.

Le plan de Constantine prétend maintenir ces structures.

● Loin de résoudre les difficultés actuelles, il ne peut que les aggraver. Les emplois nouveaux prévus par le plan ne suffiront même pas à répondre aux besoins de l'accroissement démographique. L'augmentation du niveau de vie, estimée à 4,5 % par an, ne dépasse pas celui de la période 1950-1958 ; or, même si cette augmentation était également répartie entre les deux communautés, elle ne ferait que creuser le fossé qui, économiquement, les sépare.

Même sur le plan industriel, le plan de Constantine ne semble pas devoir répondre aux vœux de ses promoteurs. Le chômage urbain ne peut que s'accroître : faudra-t-il doubler, d'ici 1965, le nombre des Algériens travaillant en France ? Mais comment absorber cette main-d'œuvre non qualifiée ?

● Essentiellement industriel et urbain, **le plan de Constantine laisse de côté l'indispensable réforme agraire.** Il laisse inemployée la formidable réserve de travail que représente le sous-emploi agricole — ce capital humain qui a permis à la Chine de construire digues et barrages, de mettre en valeur des millions d'hectares. Ajoutons les regroupements, dont plus de la moitié ne sont pas viables, et devront subir de nouveaux déplacements, affectant bien plus d'un million de personnes. Toutes ces raisons accéléreront l'exode rural bien au-delà des prévisions du plan.

● Enfin le développement de l'enseignement primaire, dont les effectifs ont plus que doublé en six ans, va rendre plus sensible aux jeunes musulmans l'infériorité de leur niveau de vie : ils vont réclamer sans délai l'accès aux emplois et aux fonctions que mérite leur instruction. Comment dans ces conditions, maintenir à leurs postes la plupart des « petits » Européens ?

L'accueil des Européens en Métropole.

C'est ainsi que nous abordons le problème pratique : **que faire pour que le transfert en France d'un certain nombre d'Européens s'effectue sans préjudice matériel ou moral ?** La réponse du Club Jean Moulin est double :

— d'une part, les pouvoirs publics doivent préparer l'opinion à accueillir humainement ces réfugiés ;

— d'autre part, l'État doit s'engager à compenser les pertes matérielles qu'ils subiront, et leur offrir des ressources équivalentes à celles qu'ils avaient.

1° Il faut d'abord dénoncer le **Malthusianisme** latent chez la plupart des Français, qui croient volontiers qu'en augmentant le nombre des preneurs on diminue d'autant la part de chacun. La France, pays sous-peuplé, n'a aucun mal à absorber 3 ou 400 000 personnes, soit moins de 1 % de la population française : l'Allemagne de l'Ouest en a absorbé 20 % de sa population, les Pays-Bas 2 % (venant d'Indonésie), et cela n'a pas ralenti le développement économique, au contraire.

Il faut ensuite dénoncer le mythe selon lequel le transfert du tiers de la population européenne signifierait « la perte de l'Algérie ». Plus de la moitié des Français du Maroc et de la Tunisie, soit 300 000 personnes, sont revenus en France depuis quatre ans. Cependant le Maroc et la Tunisie demeurent tournés vers la France, sur le plan économique et culturel. Or les nationalistes algériens sont tous francophones et de culture française. Il faudrait de notre part de singulières maladresses pour les obliger à chercher à l'Est ou à l'Ouest les techniciens, les enseignants, les médecins, les cadres, dont ils auront le plus grand besoin.

2° Enfin il est essentiel, écrit le Club Jean Moulin, d'**indemniser les Européens d'Algérie venus en France,** de sorte que leurs revenus ne soient pas diminués. Sans doute le droit public n'admet-il pas l'indemnisation pour événements politiques. Un tel refus est injuste, et aberrant.

En effet, alors que la France a accepté d'engloutir en six ans plus de 7 000 milliards de francs, pour essayer de vaincre la « rébellion », comment refuserait-elle une indemnisation que l'on peut chiffrer au quart de cette somme ? On peut en effet évaluer à 1 000 milliards au maximum l'indemnisation de la totalité des agriculteurs européens, et à 800 milliards au plus celle de 2 ou 300 000 non-agriculteurs, en estimant à 10 millions par famille le capital non transportable, ce qui dépasse largement la moyenne des biens d'une famille de Bab-el-Oued.

Le transfert peut donc se réaliser, si on le veut, dans des conditions humaines. Mais **il est essentiel qu'il s'accomplisse lentement,** afin de permettre, d'une part le logement des nouveaux

rrivants (il leur faudra environ 100 000 logements), d'autre art le départ de techniciens et d'enseignants vers l'Algérie. 'ailleurs une réforme agraire portant sur 3 à 4 millions d'hec-ares exige des années. Enfin il appartient à l'Etat, et à lui seul, 'organiser le transfert et le reclassement.

On comprend l'importance d'éviter à tout prix le climat de eur et de panique collectives qui menace en Algérie.

INSI, dans ces jours où la paix semble de plus en plus à notre porte, il est essentiel de réfléchir sans tarder, et sans ypocrisie, aux problèmes qui vont se poser. Tout le monde sait u'une fraction importante des Européens d'Algérie ne pourra emeurer dans ce pays, pour des motifs économiques ou senti-entaux. Tout le monde le sait, mais qui ose le dire ? L'initia-ve du Club Jean Moulin nous met en possession d'un document récieux, qui doit nous servir de base d'étude. Peut-être toutes s conclusions ne s'imposent-elles pas. Peut-être certains aspects u problème lui ont-ils échappé. Il est permis de préconiser des esures différentes : par exemple, à mon avis, l'indemnisation es gros colons devrait être exclue. Nous devons réfléchir et ès vite, à ce problème. Il est peu probable, en effet, que les ouvoirs publics prennent d'eux-mêmes les décisions nécessaires, nous ne savons pas les y pousser, et, au besoin, les y con-aindre.

J. C.

SI LA REVUE VOUS INTERESSE

Pour augmenter son rayonnement

Avez-vous fait

— **un nouvel abonné ?**

— **offert un abonnement à un ami ?**

Sinon, il est encore temps !

NOTRE VIE QUOTIDIENNE

Les Eglises trahissent Dieu et trompent les hommes.

... En ne réprouvant pas le péché de guerre et en ne faisant rien **pratiquement** pour empêcher qu'il soit commis... l'Eglise laisse périr les peuples... dans la guerre qui n'est jamais juste... Il existe toujours une écrasante majorité de théologiens et de fidèles pour affirmer que la guerre est, d'une façon ou de l'autre, permise....

Dans la préface de la seconde édition du petit livre de Robert Junod (1) celui-ci évoque les réponses à la grave accusation qu'il porte contre les Eglises :

« Elles visent à la retourner contre son auteur. « Je dirai donc sans ambages, écrit M. J.-M. Chappuis dans la **La Vie Protestante** du 4 novembre 1960 (propos repris par la **Tribune de Genève** du 7 novembre 1960), que si les Eglises, selon M. Junod, trompent les hommes, M. Junod, selon moi, trompe ses lecteurs. » Et de citer une déclaration du Conseil œcuménique, faite à Amsterdam en 1948, qui contient le passage suivant : « La guerre, considérée comme moyen de résoudre les conflits entre nations, est inconciliable avec l'enseignement de notre Seigneur Jésus-Christ. Le rôle joué par la guerre dans la vie internationale, est un péché contre Dieu... ». Ainsi les Eglises sont accusées à tort, et leur accusateur trompe ses lecteurs par « manque de rigueur » et « sans s'efforcer de vivre de la vérité et dans la vérité ».

Cette critique est assez importante pour que j'y réponde à mon tour ; d'autant plus qu'elle ne fera sans doute que se répéter

---

(1) Ed. Perret-Gentil, rue de la Boulangerie, Genève. Les lecteurs de « Cité Nouvelle » ont eu la primeur de quelques bonnes pages du livre.

beaucoup d'exemplaires et que nombre de fidèles la jugeront écisive. Il importe donc de montrer sans retard ce qu'elle me araît : une dérobade.

M. Chappuis joue franc jeu. Je ne l'en estime que davantage. ussi dois-je user de même à son égard. La « rigueur » aurait xigé qu'il lût avec plus d'attention mon texte. A la page 35 aurait trouvé ceci « J'ai écrit plus haut : « L'Eglise d'aujour-'hui laisse périr les peuples. » Corrigeons tout de suite ce qu'il eut y avoir d'injuste dans cette allégation. Chacun connaît des royants de toute confession qui luttent, souvent en martyrs, pour naintenir pur le visage divin ; des groupements ou même des ommunautés entières, les églises luthériennes de la République émocratique allemande derrière leurs évêques, certaines églises vangéliques de l'Allemagne de l'Ouest, la Réconciliation, le Mouvement œcuménique lui-même. Malheureusement la lutte ne épasse guère le stade de la déclaration verbale. » On le voit, est pour le moins léger de prétendre que j'aie omis de parler es efforts que beaucoup de gens d'église ont menés contre la uerre ; et singulièrement le Mouvement œcuménique.

Mais élevons tout de suite le débat à son vrai niveau. La décla-ation que cite M. Chappuis (prise comme telle, en dehors e tout contexte) est ou bien un événement extraordinaire, ou ien une dérision. Elle est un événement extraordinaire, celui-là nême que tout mon livre appelle de ses vœux ; elle est une edécouverte inouïe, merveilleuse, de la mission évangélique des glise ; un ressourcement. **Mais à condition d'être prise au sérieux t d'être mise en pratique.** Est-ce le cas ? Parallèlement au Conseil ecuménique, bien que d'une façon beaucoup moins tranchante ; e Pape, dans ses messages de Noël 1944 et du 1er janvier 1951 écrie : « La théorie de la guerre comme un moyen de résoudre les onflits internationaux est désormais dépassée » et « La guerre st moins que jamais un moyen propre à dirimer les conflits et à établir la justice ». Est-il irrespectueux de dire que tout cela ce ont des mots, des mots ? Car que voyons-nous dans les faits, epuis qu'ils ont été prononcés ? L'intensification de la course ux armements, l'adoption par la France de la force de frappe ; n ce qui concerne notre petite patrie, l'incapacité dans laquelle est trouvée la Fédération des églises protestantes de Suisse (à erne le 27 novembre 1958) de proscrire par avance l'armement ucléaire de la Suisse.

« La guerre est un péché contre Dieu ». Sans doute. Mais ce éché les chrétiens continuent à tout faire pour être un jour

obligés de le commettre, et les églises ne les en détournent pas. C'est pourquoi leurs condamnations verbales, loin de les disculper, les accablent. L'accusation que porte contre elles mon livre n'est rien à côté de l'accusation que portent contre elles leurs propres actes.

R. J.

Apartheid ou symbiose. Triomphe de l'œcuménisme. L'Afrique du Sud occupe à nouveau l'actualité, au moins sur le plan de la vie des églises, car il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'événements fracassants semblables à ceux qui ont mis, il n'y a pas si longtemps, « du sang à la une » de notre grande presse, mais d'un épisode, peut-être d'une étape sur la voie qui doit conduire à une solution humaine, et chrétienne, du problème des races dans les républiques sud-africaines.

L'événement mérite d'autant plus de fixer notre attention qu'il est né d'une initiative du Conseil œcuménique des églises et qu'il se situe sur le plan de l'aide que se doivent des chrétiens dans la recherche de la vérité en vue d'un témoignage et d'un service plus fidèles.

Inutile de rappeler ce qu'est la situation sud-africaine. Disons seulement que le problème racial n'est pas seul en cause. Les séquelles de la guerre des Boers ne sont pas toutes effacées : il y a un aspect revanche des Afrikanders sur les Anglais, lié à de gros intérêts financiers comme aussi l'attachement à des traditions que l'on veut sauver à tout prix. La peur bien connue de passer pour communiste, si l'on esquisse vis-à-vis des non-Blancs un geste qui a quelque rapport avec celui des communistes n'est pas absente du tableau.

Enfin, les églises de confessions différentes n'épousent pas secrètement toutes les frontières intérieures, mais ne les ont pas non plus effacées. Placées devant leur devoir missionnaire, ces églises sentent leurs efforts bloqués, stérilisés au départ, par la tension qui les déchire et les coupe d'avec les Noirs.

C'est le mérite du C. Œ. d'avoir compris qu'une telle intention ne pouvait être améliorée par une condamnation « ex cathedra », aussi fondée soit-elle, mais appelait un effort d'étude en commun et de compréhension avec les Eglises prises dans l'engrenage diabolique.

Une conférence consultative a donc réuni, à Johannesburg, du au 14 décembre, des représentants du C. Œ. et des huit glises membres de ce Conseil en Afrique du Sud, sur le thème récis : L'attitude chrétienne dans les relations raciales.

Les délégations qui se sont rencontrées étaient multiraciales, Noirs » et « Blancs » ont donc essemble abordé des problèmes rûlants et les ont regardés en face, ont exprimé librement et érieusement leurs convictions, cherché ensemble les fondements cripturaires de leurs attitudes, prié et même... mangé ensemble.

Cela seulement, en un tel lieu, constitue un témoignage.

Les débats ne se sont pas déroulés sur le seul plan théologique, iais face aux problèmes concrets et avec la volonté d'arriver à es conclusions pratiques qui puissent être comprises et mises en pplication par les chrétiens moyens qui forment le peuple des glises.

Soyons reconnaissants pour un exemple qui vaut d'être entendu iez nous aussi.

Une déclaration commune a été publiée à l'issue de ces renontres, approuvée par 80 % des délégués des églises locales, ngagés de ce fait à faire passer dans la réalité, au moins dans elle de leurs communautés, les décisions de la conférence.

Il vaut la peine de connaître quelques-unes des positions prises Johannesburg.

La déclaration reconnaît aux non-Blancs le droit de posséder u terrain, de participer directement au gouvernement du pays, e fréquenter n'importe quelle église, ces choses faisant partie de « dignité de l'homme adulte » et ne pouvant donc lui être ontestées.

« Il n'y a pas de fondement scripturaire à l'interdiction des mariages mixtes ». Toutefois, le bien de la communauté et la sponsabilité pastorale demandent que l'on considère avec attenon si certains facteurs ne portent pas à déconseiller de tels ariages »...

« Une fois de plus, nous signalons l'effet de désintégration du avail saisonnier dans la vie africaine. Aucune société n'est ossible là où l'importance fondamentale de la famille est méonnue, et, du point de vue chrétien, il est indispensable que intégrité de la famille soit respectée. »

● « Il est maintenant de notoriété publique que les salaires touchés par la grande majorité des travailleurs non-blancs les obligent à vivre au-dessous de ce qu'il faut pour se maintenir en santé. Une action concertée est nécesssaire pour redresser cette grave situation. Le système actuel des emplois réservés doit être remplacé par un système de travail plus équitable, qui protège les intérêts de tous les travailleurs...

● Il ne peut y avoir aucune objection de principe à la représentation directe de la population de couleur au Parlement »...

● « On a constaté, au cours des récents troubles, qu'un grand nombre de personnes ont été arrêtées et détenues pendant des mois sans jugement. Nous savons qu'en ces circonstances anormales on peut être contraint de se départir de la procédure usuelle, mais nous tenons à souligner qu'il appartient à la conception chrétienne de la loi, de la justice et de la liberté, qu'en temps normaux aucun homme ne puisse être puni sans procès honnête et public, suivi d'un jugement basé sur une accusation précise. Tout abandon de ce principe essentiel ne peut être que très limité et ne se produire qu'en des circonstances tout à fait exceptionnelles ».

Tout est-ii ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes africains possible ? Nul n'oserait le prétendre.

Vingt pour cent des délégués ont refusé de se joindre à la déclaration commune et ont tenu à faire connaître clairement leur propre point de vue.

La « Herformerde Kerk », qui compte 182 000 membres fait ainsi connaître son opposition :

« Nous tenons à déclarer sans aucune ambiguïté notre conviction que, seul, le développement séparé offre une solution juste à nos problèmes raciaux. Nous rejetons donc l'intégration, sous quelque forme que ce soit, comme solution de ces problèmes. L'accord auquel la conférence est parvenue contient des déclarations d'une si grave portée que nous ne pouvons pas le contresigner. Nous nous désolidarisons donc de ce texte. Nous devrions redire ici au Gouvernement notre gratitude pour tous les actes positifs qu'il a faits en vue de résoudre le problème et de contribuer au bien des différents groupes de la population. Comme par le passé, notre Eglise accepte la charte qui lui incombe de rendre son témoignage devant le Gouvernement et devant le peuple, conformément à la parole de Dieu. »

Une si énergique protestation suffirait à montrer que la décla-tion de la conférence de Johannesburg n'est pas un texte odin.

Plus nuancée est l'attitude des deux autres Eglises réformées du ansvaal et du Cap, pour qui « une politique de différenciation, fendable du point de vue chrétien, offrant la seule solution atique des problèmes de relations interraciales, est de l'intérêt périeur des divers groupes de la population... Nous ne considé-ıs pas, ajoutent les délégués des Eglises, que des résolutions optées par la conférence soient, dans leur principe, incompa-les avec notre propre déclaration ».

Les positions et la situation étant ce qu'elles sont, il est bien ident que la conférence de Johannesburg n'a pu aboutir à un cord portant condamnation de principe sur la ségrégation raciale cela nous paraît d'autant plus grave qu'il s'agisse de chrétiens, ınis dans une inconstestable volonté de soumission à la Parole Dieu.

Il est non moins évident, que, placés devant certaines impli-tions et devant certaines conséquences de la politique d'apar-ıid, telle qu'elle est appliquée par le Gouvernement de l'Afrique Sud, la grande majorité des responsables délégués par leurs lises, les ont explicitement reconnues comme manifestement dmissibles pour des consciences chrétiennes. D'autre part, des onciliations entre chefs d'Eglises ont eu lieu.

En résumé, une brèche a été faite, que la grande presse n'a manqué de signaler ou de combattre avec force. Des yeux se t ouverts ou entr'ouverts et des rayons de lumière ont atteint consciences. Les prises de conscience collectives sont rare-nt globales et les « nuit du 4 août » relèvent plus de l'ima-ie d'Epinal, que de l'histoire vécue.

Rien ne servirait de juger des frères perdus dans un laby-the qu'ils ont en grande partie construit. S'ils ont saisi le bout fil d'Ariane qui les conduira au grand jour notre devoir est de aider à marcher plus avant en nous efforçant de les soutenir s les éclabousser de la vérité de principes que nous proclamons ilement chez nous, sans pour autant les mettre si remarqua-ment en pratique.

Jn pas a été fait. Il importe que d'autres soient faits avant il ne soit trop tard.

L. V.

Le Pape, le Concile et l'Unité.

Une note du Père Rouquette, dans **Les Etudes** de janvier 61, expose l'attitude de compréhension et de respect de Jean XXIII à l'égard des chrétiens non catholiques et les vœux du Saint-Père de voir certaines réformes s'accomplir au sein de l'Eglise.

L'emploi de la langue vulgaire — à la place du latin traditionnel — dans le discours solennel qu'il a prononcé le 14 novembre à l'ouverture de la phase préparatoire du Concile, sa présidence à la messe en rite paléoslave, à Saint-Pierre de Rome, sont autant de signes. « Le fait, a-t-il dit, de prendre part aux rites de diverses langues, de différentes histoires, dans l'adoration de la Sainte-Trinité, est une première et solennelle manifestation envers l'unité de cette divine institution qu'est l'Eglise. »

La création d'un secrétariat spécial qui puisse répondre aux demandes d'informations des chrétiens non-catholiques est aussi une manifestation de ce désir de compréhension réciproque.

Le Père Rouquette note aussi les mises en garde de Jean XXIII contre « la recherche des richesses, des intérêts, des honneurs » contre certaines formes de la dévotion « du bon peuple » envers la Vierge Marie et les saints qui « donne une image appauvrie de sa religiosité » ; enfin l'encouragement à la lecture de l'Ecriture Sainte.

Quant aux buts mêmes du Concile qui ne sont pas encore définitvement précisés, le Pape a laissé entendre les 13 et 14 novembre que **« le concile n'aurait pas à traiter et à décider surtout des questions dogmatiques ».** Il s'agirait plutôt de rendre « sur le visage de l'Eglise leur splendeur aux lignes plus simples et plus pures de sa naissance... »

Situant l'Eglise dans l'époque actuelle le Pape précise : « A l'époque moderne, dans un monde à la physionomie changeante et qui a peine à se maintenir au milieu des séductions et de la recherche presque exclusive des biens matériels... plus que tel point de doctrine ou de discipline qu'il faudrait ramener aux sources pures de la Révélation et de la Tradition, il s'agit de remettre en valeur... la substance de la pensée et de la vie humaines et chrétiennes dont l'Eglise est dépositaire et maîtresse pour les siècles. »

Et de conclure : ... « Nous attendons de grandes choses de ce concile, qui veut créer un renouveau de vigueur dans la foi

doctrine... et, **en outre, apporter une grande contribution à la éaffirmation des principes d'ordre chrétien, dont s'inspire et sur esquels repose aussi le développement de la vie civique, éconoiique et sociale.** » (C'est nous qui soulignons.)

Ainsi « le Concile ne traitera que de problèmes intérieurs à Eglise Catholique », ce qui justifie la non publication des avaux préparatoires.

Malgré la recherche de base d'un « renouveau » spirituel et « un retour aux sources pures », le style du Concile semble orienter moins vers celui de « Foi et Constitution » (1) que ers celui du Christianisme Pratique et de « Life and Work » (1). a « réforme » envisagée dans les commentaires du Père R. endrait à ramener le monde dit chrétien, en voie de déchristianiation, vers une Eglise vivante, capable de renouveau, d'autocrique, de tolérance et d'amour du prochain. Celle-ci pourrait alors, ns esprit de croisade, par simple obéissance, aider les hommes redevenir responsables dans un monde de robots, et à aider les ciétés à construire les cadres de leur avenir.

Nous nous réjouissons de cette ambition évangélique, sans ous dissimuler le danger que court cette entreprise de devenir un egroupement stratégique, un front commun contre le « matériasme ». Cette menace est inscrite dans le passé proche et la ociologie du monde catholique.

M. S.

La visite du Dr Fisher d'après la presse italienne.

L'aspiration à l'unité est, aujourd'hui, certainement très générale parmi les chrétiens. Mais les sentiments qui l'accompagnent ne peuvent is être identiques dans des pays où les protestants sont nombreux jouissent de respect, de liberté et de l'égalité des droits, et ns des pays comme l'Espagne et l'Italie où ils constituent des inorités qui mènent une vie difficile. Si l'Italie n'a pas connu vraies guerres de religion, les persécutions par contre ont été rribles et ont duré très longtemps. Jusqu'à présent l'hostilité ntre les protestants est systématique, même de la part des

(1) Titre des divers Mouvements qui ont constitué le Mouveent Œcuménique.

pouvoirs publics qui devraient assurer le respect des droits décré-tés par les institutions modernes. Une telle hostilité — souvent moins apparente que par le passé — reste plus sournoise.

A tout cela, il faut ajouter la fausse opinion que les catholiques italiens ont du protestantisme et des protestants, ignorance qui est due, en partie, à l'indifférence du peuple italien à l'égard de certains problèmes et, d'autre part, à la propagande du clergé catholique. Il s'ensuit que les plus grossiers préjugés et les erreurs historiques sont diffusés même parmi les personnes, par ailleurs cultivées.

Dans une telle atmosphère, il est facile de comprendre pourquoi la visite de l'archevêque de Canterbury au Pape ait été vue sous un aspect tout à fait particulier, et la presse italienne — qui est le reflet du milieu et de la mentalité des catholiques ita-liens — en fournit la preuve.

La venue à Rome du Primat de l'Eglise anglicane a été saluée avec satisfaction par les protestants italiens. Le Conseil fédéral des Eglises évangéliques d'Italie, qui réunit l'Eglise vaudoise, méthodiste et baptiste, a adressé à l'hôte éminent un message dans lequel il est dit, entre autres : « Votre venue à Rome a surtout pour but une rencontre avec le Pape Jean XXIII, chef de l'Eglise romaine. Nous considérons votre geste comme un fait très important et nous souhaitons qu'il ouvre la voie à une plus grande compréhension entre toutes les Eglises et favorise un témoignage chrétien plus efficace dans le monde au service de tous les peuples, au-delà de toute différence idéologique. » Ces sentiments étaient sans aucun doute sincères et répandus dans toutes les âmes.

Toutefois, on avait raison de craindre les spéculations qui pourraient être faites du côté catholique italien au sujet de la visite au Pape de la part d'une haute personnalité de l'Eglise anglicane. En effet, déjà avant la rencontre, le 5 novembre, « Il Popolo », organe du Parti de la Démocratie chrétienne, écri-vait : « Nous savons que l'espoir est une vertu héroïque. Nous savons que l'Eglise catholique ne cèdera jamais sur ce qui est essentiel à sa nature même et à sa doctrine. Mais en attendant, ce qui importe et console, c'est que le chef spirituel des anglicans ait demandé et obtenu de rencontrer le Pontife romain qui, en tant que vicaire du Christ, est le père de tous les hommes, catholiques et protestants, croyants ou non. » Ces paroles, pour nous protestants, se commentent d'elles-mêmes.

Qu'un journal catholique s'exprime de cette façon, ne nous étonne pas et peut même trouver une justification.

Au contraire, il est plus difficile d'excuser un journaliste tel que Giuseppe Prezzolini qui jouit, d'autre part, d'une réputation légitime. Son attitude ne peut s'expliquer que par le climat dans lequel certains intellectuels se sont formés en Italie.

Celui-ci, dans une correspondance de New York, reportée par les principaux quotidiens italiens, écrit que « le développement de la pensée protestante ne peut conduire à autre chose qu'au doute et à la recherche d'expériences de vie qui ne sont plus chrétiennes », et que « chaque protestant sincère est affligé d'une espèce de complexe de faute pour son détachement de l'Eglise de Rome, en d'autres temps perpétré par quelque grand rebelle ».

En ce qui concerne la visite du docteur Fisher, celui-ci — d'après Prezzolini — « même s'il ne s'en rend pas compte, comme on ne se rend pas compte de quelque amour que nous portons au sein de nous-mêmes et que nous masquons avec des paroles de dissentiment et quelquefois d'outrage », aurait été animé par ce même sentiment avec lequel, en tous temps, les protestants se sont rendus à Rome, c'est-à-dire « appelés par un sentiment intérieur de mécontentement de ce que leurs ancêtres avaient commis ». L'article de Prezzolini, largement diffusé par la presse politique italienne, peut bien faire comprendre à l'étranger ce que peut être l'attitude de l'opinion publique italienne vis-à-vis du problème œcuménique.

La Luce, publication périodique de l'Eglise vaudoise, et *La Voce Metodista*, de l'Eglise méthodiste italienne, ont répliqué énergiquement à l'article de Prezzolini. *La Luce* dans un bref entrefilet fait remarquer que « à cause des gens de ce gabarit, la culture italienne fut bourrée de sophismes à partir de la première après-guerre », et *La Voce Metodista*, dans un long article, polémise avec Prezzolini, réfutant quelques-unes de ses affirmations et relevant les nombreuses contradictions.

Naturellement il ne manque pas de positions plus ouvertes, même du côté catholique. Ainsi, par exemple, dans un journal catholique, un prêtre qui doit se cacher sous un pseudonyme écrivait : « Nous commençons à nous rencontrer sans laisser passer la moindre occasion et la moindre possibilité de réponse concrète. Rencontrons-nous avec la même humilité et le même respect réciproques. Nous saurons donner quelques chose si nous savons recevoir en nous mettant dans la disposition évangélique de savoir apprendre, même du plus petit. La vérité n'a rien à perdre quand ensemble nous la cherchons et quand ensemble nous lui donnons un témoignage sincère et cohérent. »

Belles paroles, certainement, dont nous devons nous féliciter, mais pour les protestants italiens, ces paroles ne peuvent pas créer d'illusions. La réalité italienne est toute autre, et se résume principalement dans un mot : « conformisme ». Qu'il existe des esprits ouverts — ce qui est immanquable — même et surtout dans certains milieux ecclésiastiques mineurs, nous réjouit et nous réconforte. Mais, comme il est dit en Italie, une hirondelle ne fait pas le printemps.

1er janvier. E. V.

12 Jack Muir. La manifestation non-violente de décembre, boulevard St-Germain, en faveur de Jack Muir qui a refusé de répondre à l'appel du service militaire — tout en s'offrant à un service civil — a conduit à l'arrestation de 12 jeunes hommes, plus 2 équipières qui distribuaient des tracts.

Les jeunes filles ont été libérées après trois semaines de prison.

Les garçons emprisonnés à la Santé sous le nom de X, se déclaraient tous Jack Muir, solidaires de Jack Muir.

Il a fallu plus de quinze jours pour que la police établisse leur identité, dont celle de Jack Muir qui était parmi eux. Les efforts de désolidariser les 11 autres de Jack Muir n'ont pas réussi.

Après un mois de prison, 6 d'entre eux viennent d'être libérés, dont Jo Pyronnet. J. Muir, libéré, a été pris en main par l'autorité militaire.

Nous ne citerons pas aujourd'hui les nombreux cas, un peu partout en France, de jeunes emprisonnés pour refus du service militaire, sans compter la centaine d'objecteurs condamnés déjà en prison.

Du doux dada des déférents référenda. Tous les enfants, c'est bien connu, adorent les référenda. Le lendemain est, en effet, pour eux un lendemain qui chante puisque la désinfection des locaux, où ont eu lieu les opérations de vote, entraîne un jour de vacances scolaires supplémentaires. C'est toujours ça de pris.

Eh bien nous sommes en mesure de rassurer les chers petits car ce n'est pas fini. Nous tenons, de milieux généralement bien

ıformés, que le programme des référenda à venir serait d'ores et éjà établi et se présenterait ainsi :

Référendum de février : « Approuvez-vous les résultats du éférendum de janvier ? »

Référendum de mars : « Etes-vous partisan des référenda ? »

Référendum d'avril : « La réponse au référendum de mars ayant té « Oui », pensez-vous qu'il faille organiser d'autres réfé- ında ? »

Référendum de mai : « Etes-vous partisan du statu quo **dans Tarn-et-Garonne et, en attendant l'installation du** statu quo, **ensez-vous que les choses doivent y rester ce qu'elles sont ? »**

Un esprit fort a dit : « Que la France serait belle sans les rançais ! » soit, mais pour tous ces référenda-là, si les Français 'existaient pas il faudrait bien les inventer.

J. B.

'Agence France-Presse a-t-elle perdu son indépendance ?

Il ne suffisait pas au Gouvernement de posséder avec la R. T. F. un instrument de propagande ou d'informations dirigées.

L'indépendance de l'Agence France-Presse était pour MM. Deré et Terrenoire une injure personnelle. Le statut de l'Agence i permet en effet une assez large autonomie par rapport au ouvoir. Mais l'administration est la principale cliente de A. F. P. et peut, en lui supprimant ses abonnements, la conaindre à « s'aligner ». L'opération est en cours : M. Le Pelleer a été contraint de quitter son poste de rédacteur en chef, ı profit d'un agent du pouvoir et les directions de l'Agence ıt été « remaniées ».

Ce que l'on reproche à M. Le Pelletier ?

Etre au service du public et des journaux, clients de l'Agence. ıire honnêtement et loyalement son métier de journaliste, faute ıpardonnable dans le présent régime.

Autre reproche à l'égard de M. Le Pelletier :

Il est républicain assez réservé à l'égard du mythe gaulliste.

« La R. T. F. a-t-elle choisi de démissionner ? »

Telle est la question que se pose le critique radiophonique du Figaro André Brincourt, à la suite de l'interdiction signifiée à MM. Chalais et Rossif d'interviewer Mme Simone Signoret, signataire du Manifeste des 121 (1).

Les assouplissements intervenus depuis plusieurs mois, écrit Le Figaro, nous avaient permis de croire que nous n'entendrions plus parler de cette déraisonnable affaire des interdits... Il est temps de savoir si oui ou non la R. T. F.— pour une cause qu'il n'est pas dans notre propos de discuter — a choisi de démissionner, en se donnant à elle-même des consignes pour ne plus nous informer en toute liberté. »

Que s'est-il donc passé chez MM. Terrenoire ou Janot ?

Fin 1960, la volonté officielle de rayer les « 121 » de la vie artistique, de l'actualité littéraire ou politique, avait suscité au sein de la Radio-Télévision une vigoureuse réaction. La majorité des collaborateurs s'y refusaient à employer les méthodes en honneur dans l'Allemagne nazie et la Russie soviétique.

Et lorsque Sartre et Simone de Beauvoir rentrèrent en France en automne dernier, France I avait diffusé l'information suivante : « Un célèbre philosophe existentialiste, auteur de « Huis-clos » et sa compagne, sont arrivés... ».

M. Terrenoire comprit que les rieurs n'étaient pas de son côté. Il fut entendu — oralement — que les consignes sur les « 121 » tomberaient en désuétude.

D'ailleurs, le Président de la République avait vivement reproché à M. Terrenoire le scandale qui tournait à la confusion du pouvoir.

Et Sagan, Sartre, Beauvoir et tous les auteurs eurent soudain à nouveau droit de cité sur les ondes et sur les écrans nationaux.

Pourquoi MM. Terrenoire et Janot sont-ils revenus à leurs déplaisantes méthodes ?

La réponse à cette question, il convient de la rechercher dans la structure de la R. T. F. qui serait entièrement à réviser.

---

(1) L'émission « Cinépanorama » devait être projetée 25 janvier.

Le Directeur général de la R. T. F. est un homme qui accomplit généralement un bref passage vers un poste plus brillant ou plus lucratif.

Chacun sait que la direction de l'Avenue Friedland est une excellente étape vers... la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat, l'Agence Havas, etc.

Nommé par le Gouvernement, le Directeur de la R. T. F. n'a aucun statut personnel, pas plus que sa maison n'a de statut par rapport à l'Etat. Aussi son maintien en poste est fonction de sa docilité : lui reprocher son peu d'indépendance reviendrait à reprocher à un Préfet son allégeance au Gouvernement.

De plus, n'ayant pas une connaissance effective de la maison qu'il dirige, n'étant lié à elle par la nécessité ou le désir d'y faire carrière, le Directeur général de la R. T. F. ne défend réellement pas ses services.

Cela est particulièrement vrai sous la direction de M. Janot. Sous la République, l'indépendance de la Radio Nationale n'était pas plus grande ; même si les directeurs et leurs adjoints jouissaient de plus de stabilité dans leurs fonctions.

Les socialistes de M. Guy Mollet, le centre-gauche de M. Mendès-France, les indépendants de MM. Duchet et Pinay rivalisèrent tour à tour d'intolérance, entendant que la R. T. F. soit un instrument fidèle entre leurs mains.

Les socialistes, plus encore que les autres fractions, s'étaient taillé une place solide.

Ils la conservent en sous-main, même si la direction de l'Information est occupée par des « gaullistes inconditionnels », tour à tour partisans de l'intégration en Algérie, de « l'Algérie algérienne » et aujourd'hui... de la négociation.

« France II » la chaîne R. T. F. qui a voté « Non ».

Les éléments d'opposition ont à peu près tous été rassemblés à « France II » ; une majorité de journalistes opposés au régime s'y trouvent.

Or « France II » est « la chaîne officielle » dans le domaine de l'information.

Le général de Gaulle l'écoute tous les jours et s'irrite parfois que ses collaborateurs veuillent y faire leur métier : « Ne parlez

pas du Congo, ne parlez pas de l'O. N. U., n'évoquez pas trop le problème algérien... » a fait dire le Président de la République au rédacteur en chef de France II, M. Jean Teitgen (dont l'un des frères, ancien ministre, M. Pierre-Henri Teitgen, député, a critiqué avec violence le régime, et dont l'autre frère, ancien Secrétaire général de la Police en Algérie, a témoigné contre la torture et les exactions au procès du « réseau Jeanson »).

M. Jean Teitgen a refusé de « s'aligner ».

Menace : les collaborateurs de « France II » seront moins payés que leurs collègues des autres chaînes au moment de la réorganisation générale de la R. T. F. qui est en cours.

R. J.

Les oublis du Comité Armand-Rueff. Il fut créé en 59 pour examiner les situations de fait ou de droit qui constituent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion économique. La presse a reproduit le principal du rapport et Cl. Vienney dans « Cité Nouvelle » du 19 janvier en donne une excellente analyse-diagnostic et remèdes — qu'il classe en quatre rubriques : Blocages et freins ; différence entre le prix de revient et de vente ; mauvaise utilisation des ressources et des hommes ; rigidité des mentalités.

Il signale l'accord des membres du comité — libéraux et dirigistes — qui se rejoignent sur des réformes nécessaires quel que soit le régime économique.

Pourtant à la différence du premier plan Rueff contre l'inflation qui diminuait la demande sans trop se préoccuper de l'expansion, ce dernier rapport affirme la nécessité d'une « expansion continue et de qualité » : emplois nouveaux, Marché commun, prospérité de la Communauté, aide au Tiers monde. Tout cela par le moyen d'une économie concertée entre les techniciens privés et publics.

Nous n'écrivons pas « technocrates ». Le comité, s'il définit une méthode (l'éco. concertée), ne propose pas une politique économique précise. Il se contente de faire un inventaire courageux et réaliste des principaux freins à l'expansion. Les protestations des intéressés confirment que le comité a souvent visé juste.

Pourtant nous déplorons trois oublis graves.

1. — Définissant cette économie concertée, « cette mission permanente de l'Etat en matière économique (pour les grandes options)... et ses interventions occasionnelles », le rapport ajoute : « Il est indispensable dans les autres domaines que s'exercent les régulations spontanées, notamment par les mécanismes de l'offre et de la demande et par les ajustements de prix qui en résultent. » Alors que nul n'ignore, avec le très honorable économiste américain J.K. Galbraith, que le mécanisme des prix est faussé par la publicité et la concentration, et risque de dévier l'expansion vers des activités secondaires, comme l'automobile, par exemple.

2. — Le rapport n'indique pas d'ordre d'urgence entre les ententes malthusiennes et par exemple la vente des produits pharmaceutiques. Un des obstacles principaux à l'expansion n'est pas dénoncé : l'absence d'options et de politique économique cohérentes.

3. — Les facteurs essentiels qui empêchent le gouvernement de définir une politique économique, ou sont passés sous silence (la guerre d'Algérie) ou minimisés comme les groupes de pression... Ce n'est pas le « concert » entre économistes et hommes d'affaires privées ou publiques qui permettra au pouvoir politique de dominer l'économique.

M. V.

Toujours la question paysanne.

K. Marx avait vu juste lorsqu'il écrivait que « toutes les révolutions ont buté sur la question paysanne ».

Les échos qui nous parviennent des comités centraux des partis communistes soviétiques et chinois nous le confirment. En Chine la situation paraît particulièrement sérieuse : la mobilisation générale des énergies par les autorités n'a pas donné les résultats escomptés, et le pays, une fois encore, est menacé de famine, en particulier dans les villes. Ces difficultés se comprennent aisément, étant donné l'accroissement fantastique d'une population qui n'a jamais mangé à sa faim.

Ajoutons que la paysannerie chinoise n'aime guère une militarisation poussée. Et que, outre l'erreur technique de trop grandes communes rurales mal dirigées, les progrès industriels ont distrait trop brusquement une proportion excessive de main-

d'œuvre paysanne. Condamner des chefs-paysans n'efface pas les erreurs des planificateurs.

Le réquisitoire de M. « K » contre les responsables de la politique agricole est plus impressionnant. Bien que la moitié de la population vive à la campagne, l'U. R. S. S. reste très en retard sur les Etats-Unis où la main-d'œuvre agricole ne représente pas plus de 10 %. Le paysan soviétique semble bouder les techniques collectives ; il semble ne pas croire aux bienfaits de la collectivisation. C'est la même chose en Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie où la place est laissée à l'exploitation privée, comme en Russie où chaque kolkhozien est autorisé à cultiver à son profit.

Mais l'exploitation privée peut-elle répondre aux imménses besoins alimentaires de ces peuples et du monde ? En attendant, si c'est nécessaire, que les excédents de produits américains et occidentaux s'offrent généreusement.

M. V.

Kennedy prédicateur. **« Le discours du nouveau Président tranche sur ceux de l'ancien par le style et le ton, mais c'est toujours un sermon. A l'ère Eisenhower, c'étaient ceux d'un vieux pasteur fatigué, désabusé, qui constatait avec tristesse que le règne de Dieu sur la terre, c'est-à-dire celui des Américains, n'était pas encore arrivé et ne croyait plus à sa venue prochaine. A l'aube de l'ère Kennedy, c'est celui d'un jeune missionnaire ardent, convaincu, prêt à « payer n'importe quel prix afin d'assurer la survivance et le triomphe de la liberté dans le monde » (lire : des Etats-Unis), mais qui se garde de dire comment il va s'y prendre.**

La jeunesse de cette déclaration contrastant avec la sénilité de certaines homélies a fait la meilleure impression... »

(dans la presse française).

Kennedy sauvera-t-il le Laos ? L'arrivée au pouvoir du nouveau Président américain pourrait modifier sensiblement le problème laotien : voilà un pays où le peuple, dans son écrasante majorité, se trouve en dehors du débat.

Ce débat, ce conflit, oppose les services secrets américains du d-Est asiatique aux agents communistes du Nord-Vietnam et la Chine Populaire.

Neutralisé en fait par les accords d'armistice de Genève, le os a reçu une aide matérielle des Américains, qui ont obtenu retour un durcissement progressif des autorités locales envers communistes et leurs sympathisants : les « Pathet-Lao ».

Mais, en Extrême-Orient plus qu'ailleurs, qui dit aide finan-re dit pratiquement « achat » des gouvernants, lesquels dé-urnent les fonds étrangers à leur profit plus qu'à celui de leur ys.

Les Etats-Unis sont de la sorte parvenus à transformer le os neutraliste en un Etat officiellement anti-communiste. In-ets, les Pathet-Lao se sont retirés du gouvernement, ont repris maquis : « l'affaire laotienne » est née, au départ, de la èreté des agents américains.

Le général Phoumi et le prince Bou-Oum, soutenus par l'Amé-ue, ont pu contraindre les « neutralistes » du prince Souvanna ouma à s'enfuir de la capitale, mais les Phatet-Lao ont reçu armes et de l'argent de Hanoï, Moscou et Pékin et parvien-it à l'heure actuelle à tenir dans l'insécurité toute la moitié d du pays, sauf Vientiane et Luang-Prahang.

La France, la Grande-Bretagne, la Chine Populaire, l'Inde et . R. S. S. sont acquis à l'idée de négociations en vue de « re-itraliser » le pays. Il manquait à cette volonté l'adhésion des ts-Unis, paralysés par la fin du mandat Eisenhower.

Tout laisse à penser que M. Kennedy s'efforcera lui aussi de hercher une solution neutraliste pour le Laos et calmera deur de ses services spéciaux, un peu trop zélés.

J.-P. S.

Les Nations unies parviendront-elles oursuivre leur action au Congo ?

Il y a des degrés dans l'anarchie : on s'était accoutumé depuis plusieurs mois à celle qui régnait dans l'ancienne possession belge. On estimait généralement que le désor-ne pouvait pas aller plus loin, ayant atteint les plus extrêmes tes.

l faut déchanter : aussi longtemps qu'elles ont poursuivi leur on, les Nations unies étaient parvenues à sauver le pays, n du chaos, au moins de l'intervention étrangère.

Les Etats-Unis et l'U. R. S. S. s'étaient tenus à l'écart, se contentant de soutenir leur candidat gouvernemental respectif : M. Kasavubu ou M. Patrice Lumumba.

Mais l'élimination de M. Lumumba, son arrestation, puis sa livraison par le président Kasavubu, à l'un de ses pires adversaires, M. Tchombé, chef du gouvernement katangais, devaient accroître davantage encore l'insécurité et le désordre.

Fin janvier, les Européens du Kivu et de la province orientale étaient contraints par les « Lumumbistes » de s'enfuir ou d'être malmenés. Encore le terme est-il faible : plusieurs d'entre eux payaient de leur vie le sort réservé à M. Lumumba.

M. Gizenga, lieutenant de M. Lumumba, parvenait à former une équipe gouvernementale à Stanleyville, à faire tache d'huile dans les provinces intérieures et à porter ses effectifs militaires, deux à trois cents hommes, une armée pour l'Afrique, jusqu'au nord du Katanga, déchiré par l'insurrection des tribus sauvages Balubas.

Les dernières semaines de l'année 1960, les premières de 1961 avaient consacré l'existence de trois « gouvernements » principaux :

1° Kasavubu-Iléo-Mobutu (trois gouvernements « plus ou moins rivaux » fondus finalement en un seul).

2° Gizenga à Stanleyville.

3° Tchombé au Katanga.

Milieu janvier, avec la connivence de certains éléments de l'armée belge du Ruanda-Urundi, le colonel Mobutu tentait une opération aéroportée contre les « Lumumbistes » infiltrés au Kivu. Cette incursion se solda par un échec. Les parachutistes du colonel furent refoulés au Ruanda-Urundi, mis en fuite ou tués.

M. Gizenga affirmait de la sorte la solidité de ses positions dans la partie nord-est du Congo.

Cette nouvelle rébellion de « Lumumba sans Lumumba » était grandement facilitée par l'attitude des contingents afro-asiatiques de l'O. N. U. : la R. A. U., le Ghana, l'Indonésie, le Maroc n'agissaient plus dans le cadre des Nations unies, mais facilitaient ouvertement la tâche des « Lumumbistes ».

L'U. R. S. S. allait-elle se voir déborder par les Africains et les Asiatiques ?

Réunie à Casablanca, une conférence africaine animée par M. Abdel Nasser, décidait la reconnaissance exclusive du gou-

vernement Gizenga et le retrait des bataillons afro-asiatiques du Congo.

M. « H » qui était parvenu à grand peine à constituer en juillet dernier — et en un temps record — une force d'intervention, voyait le gouffre s'ouvrir devant lui et le Congo retomber dans la guerre froide Est-Ouest.

Il supplia les Afro-Asiatiques de ne pas faire défection. En vain.

Comme toujours, on eut recours à l'O. N. U. tant décriée, tant sollicitée.

A l'heure où nous écrivons, le Conseil de Sécurité va trancher. S'il ne le faisait pas, le secrétaire général des Nations unies se retirerait, entraînant par là-même une autre crise : celle du fonctionnement des organisations internationales.

J.-P. S.

Spiritualité photogénique à Taizé...

Les premiers chrétiens dans le cirque étaient en proie aux tigres et aux lions. Nos frères les religieux de Taizé sont en proie aux photographes et aux cameramen. C'est une des formes modernes du martyre. Brigitte Bardot l'a subi également, mais elle a fini par se plaindre. Nous espérons que nos frères de Taizé, le vœu d'humilité aidant, se plaindront aussi.

« L'Illustré protestant », passe encore. Mais « Match » ! Mais le cinéma actualités, mais la télévision ! Mais les illustrés catholiques qui les mélangent à leurs somptueux cardinaux, évêques et religieux de toute robe. Est-ce déjà l'assimilation par le pittoresque du costume ? Je crois les frères de Taizé sincèrement protestants. S'ils se sentaient appelés à rejoindre le catholicisme, je les respecterais infiniment. Mais le changement de confession est une crise grave qui requiert l'ombre et la solitude et le face-à-face avec Dieu qui nous juge.

Le cinéma penche terriblement au sacrilège. Le baiser de l'enfant prodigue aurait droit au gros plan et on frémit à ce que pourraient donner les cheveux dénoués et le parfum de Madeleine. Frères de Taizé, maintenant cachez-vous un peu.

P. P.

Yvonne Tolman-Guillard

Les droits de la femme dans le mariage

Depuis un an, les femmes juristes et les associations féminines, quels que soient leurs tendances et leurs buts, ont mené une campagne d'information sur le projet de réforme des régimes matrimoniaux soumis au Parlement par le Gouvernement.

Leur objectif était d'attirer l'attention de l'opinion publique féminine sur l'importance des textes législatifs qui allaient venir en discussion et dont certains suscitaient les plus vives critiques.

Qu'est-ce que le régime matrimonial ? Quelles sont ses répercussions sur la vie quotidienne d'une femme mariée ? Quelle gravité peut-il avoir au moment du veuvage ou du divorce ?

Il semble que la grande majorité des femmes ou ne s'en préoccupent pas ou l'ignorent.

Il serait d'ailleurs souhaitable que quelques leçons de droit pratique soient inscrites au programme des écoles, cours complémentaires et lycées — et confiées à des praticiens.

Le mariage n'est pas qu'un acte d'amour — il est un contrat. — Comme le proclame notre Constitution, la femme, célibataire, indépendante, seule, est l'égale de l'homme. Mais lorsque l'article 216 du Code Civil affirme dans son premier paragraphe que « la femme mariée a la pleine capacité de droit », il s'empresse d'ajouter dans son second paragraphe que « l'exercice de cette capacité est limité par le contrat de mariage et par la loi » — ce qui signifie quelquefois que la femme mariée n'est pas plus « capable » en droit que son tout petit enfant et qu'au-

risée « tacitement » à faire des achats chez l'épicier
ɔur les besoins du ménage, elle peut se le voir interdire
ır une petite annonce parue dans le journal local aux
rmes de laquelle son mari « fait savoir aux commerçants
ı'il ne répondra plus des dettes de sa femme »...

80 % des ménages français sont régis dans cette société
ıe constitue leur union, par un ensemble de règles dit
de communauté légale » — parce qu'ils n'ont pas choisi
ant de se marier un régime autre inséré dans un contrat
mariage. Cela signifie actuellement que le mari est
nique administrateur des biens communs et le seul
ıître d'en disposer à son gré. Il peut, par exemple, vendre
ns en informer sa femme le fonds de commerce où
e a travaillé avec lui toute sa vie et disperser aux
ırses, à la Bourse ou chez une maîtresse, le produit de
tte vente, sans que nous puissions rien conseiller pour
n empêcher — sauf le divorce quand il n'est pas trop
rd.

Ces règles diffèrent selon les pays. Les époux anglais et
liens, par exemple, vivent sous le régime légal de la
paration de biens. Maris et femmes sont les maîtres de
ırs biens et égaux en droit — mais il ne naît pas de com-
ınauté ; la femme qui ne possède pas de fortune per-
nnelle, qui n'exerce pas de profession séparée, qui de-
ure au foyer pour élever ses enfants, se trouve, au
ɔment où un partage pourrait intervenir — et il faut
répéter : le veuvage est un de ces cas aussi bien que
divorce — sans aucune part dans ce patrimoine que
urtant, par sa sage gestion des gains de son mari comme
r le travail effectif qu'elle a fourni au foyer, elle a
ntribué à constituer.

EST pourquoi le projet du gouvernement, se reportant
aux conclusions de la Commission de Réforme du Code
vil, proposait un régime légal dit de *communauté ré-
ite aux acquêts :* chacun demeure propriétaire de ce
'il a apporté au moment du mariage, châteaux et terres
ssi bien que fonds artisanal ou commercial, aussi bien
'une machine à coudre ou un scooter. Devient commun
ıt ce qui est acquis à dater du mariage. L'injustice du
gime actuel, en ce qui concerne la constitution du patri-
ɔine commun, c'est que tombent dans la communauté les
ns qui ont le caractère mobilier ; demeure propre ce

qui a le caractère d'immeuble ; mais au sens juridique des titres, un fonds de commerce, sont des meubles. S bien que la boulangerie, au lendemain du mariage, deve nait propriété commune — moitié-moitié — et que la petite maison de campagne demeurait propre.

La détermination de la propriété des biens est un pro blème ; il en est un autre qui est celui de *l'administration des biens.*

Le projet de loi voté par le Sénat choque la raison e l'équité. Après avoir très sérieusement affirmé dans un exposé des motifs et un historique par ailleurs remar quables que les femmes occupaient dans l'économie mo derne une très importante place — que tout était chang depuis l'époque où Napoléon écrivait dans le Mémorial « La femme est donnée à l'homme pour qu'elle fasse de enfants. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle du jardinier » après que la Déclaration Uni verselle des Droits de l'Homme et le préambule de no Constitutions eussent condamné toute ségrégation entr les sexes et proclamé leur égalité dans tous les domaines le Sénat votait un projet qui était la négation même de c principe.

Le mari demeurait non seulement le seul administra teur des biens communs, mais encore par une injustice morale et une inconséquence pratique absolument incom préhensibles, la femme demeurait la mineure incapable de gérer ses biens personnels : *le mari administre, pro posait l'article* 1438, *les biens propres de sa femme...*

Un immense tollé s'est élevé. Peut-être pas encore asse bruyant, puisqu'un certain nombre de femmes ne l'on pas entendu. Mais leurs défenseurs l'ont entendu et l'As semblée législative a repoussé le texte du Sénat pour vote l'amendement présenté par Mmes Thome-Patenôtre et De vaud, députés : « *La femme administre ses biens propre et peut en disposer. Elle exerce seule toutes les actions relatives.* »

Est-ce aussi simple que cela ? Non. — Le texte se pou suit par : « Toutefois, elle ne peut sans le consenteme du mari, ou à défaut, l'autorisation du juge », faire u certain nombre d'actes, alors que le mari est libre, san restriction d'aucune sorte, en vertu du nouvel article 143 d'aliéner ses biens propres en toute propriété.

Un certain nombre d'autres dispositions du projet tel
u'il va être à nouveau, au cours de la prochaine session,
oumis au Sénat, valent la peine d'être exposées, expliquées
discutées.

Il faut que les femmes qui ont atteint la plénitude de
urs droits, qui les ont conquis par leur courage et leur
itelligence, les exercent. Il faut qu'elles s'intéressent avec
ténacité, la persévérance, la passion qui sont leurs qua-
tés à ce qui touche si complètement au bien de la famille.

Au siècle de la « promotion de la femme » le féminisme
ombatif a disparu. Il n'en est que plus amer de voir les
mmes ignorer les droits qu'elles ont acquis, ou ne pas
s exercer. Ce doit être la grande tâche du nouveau fé-
inisme que l'information des femmes et leur éducation
ridique et civique.

Yvonne TOLMAN-GUILLARD,

Avocat à la Cour,
Présidente de l'Association
des Femmes des Carrières juridiques.

S.-R. Schra

Vers la coexistence compétitive

UNE semaine à peine s'est écoulée depuis l'entrée en fon
tions du nouveau Président des Etats-Unis, et dé
M. Kennedy a su imprimer à son administration un sty
entièrement nouveau, qui tranche de façon spectaculai
avec la manière de penser et d'agir de son prédécesseu
Au lendemain de l'élection, j'ai écrit que, s'il n'était p
impossible que l'administration de Kennedy rappelât
certains égards celle de Franklin Roosevelt, elle s'en d
tinguerait nécessairement aussi, parce que, comme le no
veau Président vient de le dire lui-même, elle marquera
l'accession au pouvoir « d'une nouvelle génération d'Am
ricains ». Ces deux prévisions, qui n'avaient d'ailleu
rien d'original, sont en train de se vérifier de faç
éclatante.

Pour ce qui est des ressemblances avec l'administrati
de Franklin Roosevelt d'abord, la première et non
moindre réside dans le fait que, pour la deuxième f
depuis un demi-siècle, la Maison Blanche est occupée p
un homme qui sait manier la langue anglaise avec pré
sion, éloquence et originalité. Déjà en soi l'éloquen
n'est pas une chose négligeable dans un pays où la mo
lisation de l'opinion en faveur d'une politique dépe
essentiellement d'un homme. Elle l'est d'autant moins q
l'éloquence du président Kennedy, semble procéder moi
d'un amour des paroles en elles-mêmes que d'un eff
constant pour partager avec ses auditeurs sa réflexion s
les problèmes de notre temps.

Deuxièmement, l'administration de M. Kennedy ressemble à celle de Roosevelt par le fait qu'il a su attirer en masse à Washington des hommes d'un très haut niveau d'intelligence et de compétence. Après l'inaptitude vraiment stupéfiante du président Eisenhower lui-même et de ses collaborateurs, il est agréable de penser que l'Amérique va être gouvernée pendant les quatre ans à venir par des hommes qui vivent au XXe siècle et non pas au XIXe.

Déjà cependant, dans la manière dont se combinent l'éloquence et la compétence au sein de l'équipe de Kennedy, on peut voir des différences très nettes par rapport à l'époque du New Deal. Roosevelt avait réuni autour de lui des hommes non seulement intelligents, mais animés d'une foi commune. Le nouveau Président met en revanche davantage l'accent sur la compétence *technique* de ses collaborateurs, qui appartiennent aux tendances politiques les plus diverses. Il est évident que cette tolérance reflète en partie la marge très réduite qui sépare M. Kennedy de son rival malheureux. Il n'a pas, comme Roosevelt, remporté une victoire écrasante, et ne peut donc pas agir comme s'il bénéficiait de l'appui massif de l'opinion publique. L'Amérique ne traverse aujourd'hui aucune crise dramatique. Le peuple des Etats-Unis est conscient de certaines difficultés économiques, il est conscient de la dégradation de sa position dans le monde, mais il n'est pas suffisamment inquiet pour souhaiter l'application de remèdes radicaux qui mettraient en danger son confort matériel et spirituel. Le Président devra d'abord s'assurer de l'appui de l'opinion, avant de prendre des initiatives trop hardies.

Mais si M. Kennedy attache moins d'importance aux convictions politiques et plus d'importance à la compétence technique, cela reflète aussi une tendance générale de la société industrielle avancée. Cette tendance est plus marquée aux Etats-Unis, où les oppositions partisanes n'ont jamais eu le caractère radical qu'elles revêtent en Europe, mais elle se manifeste aussi en France, en Angleterre, et même en Russie soviétique — partout, en effet, sauf en Chine et dans les pays sous-développés.

S'agit-il de cette « fin des idéologies » dont on parle tant depuis quelque temps ? Non certes, si par cela on veut dire que la recherche d'un taux de croissance maximum du revenu national grâce à des choix établis par des spécialistes suffirait à elle seule pour définir le but

de l'existence sociale. Car la société humaine, si elle doit être autre chose qu'une ruche, a besoin qu'on lui propose non seulement des tâches rationnellement fixées qu'elle accomplira avec une régularité monotone, mais des tâches impossibles ; qu'elle soit appelée sans cesse à réaliser plus de justice, plus de fraternité, plus de liberté véritable. Mais nous assistons bien à la fin des idéologies dans ce sens que la simple répétition de formules consacrées — qu'elles soient libérales ou marxistes — sans que ceux qui les répètent aient fait l'effort de repenser les problèmes dans les conditions concrètes de la seconde moitié du XX[e] siècle, n'entraîne plus l'adhésion des citoyens. Il faudra bien que soit fait cet effort créateur pour donner une nouvelle direction aux hommes de notre temps, une direction tirée non pas d'une croyance périmée mais d'une réflexion sur la condition réelle où nous nous trouvons. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas la fin des idéologies, mais leur renouvellement.

En attendant cet heureux événement, dont rien, hélas n'annonce la proximité, mieux vaut un effort suivi de tous les jours pour résoudre les problèmes un à un plutôt que des paroles généreuses mais sans rapport avec les problèmes réels. Telle semble être la conviction de la nouvelle administration démocrate, et c'est ce qui explique l'accent mis sur les problèmes techniques.

Ceci n'implique pas, bien au contraire, que M. Kennedy n'ait pas de foi politique. Il a d'abord cet attachement à la liberté qui, pour rester quelque peu abstrait, n'en marque pas moins la pensée de la quasi-totalité des hommes politiques américains. Le nouveau Président a formulé sa conviction à cet égard avec une fougue qui ne peut manquer d'impressionner :

> « Que de ce lieu, en ce moment même, parte la nouvelle, à nos amis comme à nos ennemis, que le flambeau a été passé à une nouvelle génération d'Américains — nés au cours de ce siècle, trempés par la guerre, disciplinés par une paix dure et amère, fiers de leur héritage ancestral — et qui ne sont point enclins à voir ni à permettre la lente désagrégation de ces droits de l'homme que nous nous sommes engagés à défendre aujourd'hui chez nous et autour du monde.

« Que chaque nation sache — qu'elle nous veuille du bien ou du mal — que nous paierons n'importe quel prix, que nous supporterons n'importe quel fardeau, que nous ferons face à n'importe quelle difficulté, que nous appuierons n'importe quel ami et que nous nous opposerons à n'importe quel adversaire, afin d'assurer la survie et le triomphe de la liberté » (1).

N'y a-t-il pas ici un écho de la vision manichéenne de ohn Foster Dulles ? Et comment se fait-il alors que le liscours de Kennedy ait été si bien accueilli à Moscou ? Comment se fait-il que la presse soviétique l'ait publié *n extenso ?* Il est clair que la réaction soviétique s'explique n partie par le fait que d'avance M. Khrouchtchev était ésolu à trouver encourageante l'attitude de la nouvelle dministration américaine. Mais ceci n'empêche que le liscours de Kennedy rende un son complètement nouveau ion seulement par rapport à l'administration Eisenhower, nais aussi par rapport à celle de Truman. Moscou ne s'est ɔas trompé en y voyant une promesse pour l'amélioration les relations Est-Ouest.

En effet, si M. Kennedy ne doute pas (pas plus que 'immense majorité de ses compatriotes) que d'une manière générale les Etats-Unis représentent la liberté et 'U. R. S. S. la dictature, il n'en a pas moins conscience le la complexité et de l'ambiguïté du phénomène de liberté notre époque. A cet égard, le trait qui n'est pas le moins ignificatif de son discours est la bénédiction donnée au ieutralisme ; bénédiction confirmée en des termes plus oncrets à sa première conférence de presse, lorsqu'il affirma que les Etats-Unis voulaient un Laos « non-engagé », qui ne fût dominé ni par l'un ni par l'autre des deux amps (2). Or, lorsqu'on pense que ce but était atteint il y quelques mois, et que le gouvernement des Etats-Unis l'a lélibérément sacrifié à l'espoir illusoire d'instaurer un

---

(1) Ici, comme dans les autres citations du discours de Kenedy, nous avons retouché la traduction officielle (*Le Monde,* 2-23 janvier) après comparaison avec le texte anglais (*New York Times,* 21 janvier).

(2) *New York Times,* 26 janvier 1961.

régime activement pro-occidental, en appuyant la révolt militaire des éléments les plus réactionnaires contre u gouvernement neutraliste, on mesure le chemin parcour

Mais c'est avant tout par sa compréhension de l'impo tance capitale des pays sous-développés, non seulemen comme terrain de conflits entre l'Est et l'Ouest, ma comme pierre de touche pour juger à la fois les intentio des Etats-Unis et celles de l'U. R. S. S., et par son app à la solidarité de toute l'espèce humaine contre la fai et la misère, que le président Kennedy se situe d'embl sur un terrain abandonné par les Etats-Unis depuis l'époq de Franklin D. Roosevelt. Comment résister à la te tation de citer assez longuement ce passage du discours M. Kennedy :

« Aux peuples qui, dans les huttes et villages q couvrent la moitié du globe, luttent pour bris les liens de la misère des masses, nous prometto de nous efforcer de notre mieux de les aider à s'aid eux-mêmes, aussi longtemps qu'il le faudra — n pas parce que les communistes le font, non pas par que nous cherchons à nous assurer de leurs voi mais parce que cela est juste. Si la société libre peut aider la multitude des pauvres, elle ne pour jamais sauver la poignée des riches.

« ... Aux nations qui voudraient se poser en adve saires, nous offrons non pas une promesse mais u requête : que des deux côtés on recommence la quê de la paix, avant que les puissances ténébreuses destruction déchaînées par la science n'engloutisse toute l'humanité dans une auto-destruction délibé ou accidentelle.

« Il ne faut point les tenter par notre faibless Car s'est seulement lorsque nos armements sont i contestablement suffisants que nous pouvons être a solument certains qu'ils ne seront jamais employé

« Mais deux vastes et puissants groupes de n tions ne peuvent pas non plus être rassurés par voie dans laquelle nous nous trouvons embarqu maintenant — écrasés qu'ils le sont l'un et l'autre p le coût des armes modernes, alarmés l'un et l'aut à juste titre par l'extension incessante de l'atom

meurtrier, mais rivalisant néanmoins de vitesse pour modifier cet équilibre incertain de terreur qui tient en échec la guerre finale où sombrerait l'humanité.

« Commençons donc de nouveau, nous souvenant des deux côtés que la courtoisie n'est pas un signe de faiblesse, et que la sincérité doit toujours faire ses preuves. Ne négocions jamais par peur. Mais n'ayons jamais peur de négocier.

« Que les deux parties explorent les problèmes qui nous unissent plutôt que de s'attarder sur les problèmes qui nous divisent.

« Que les deux parties, pour la première fois, formulent des propositions sérieuses et précises pour l'inspection et le contrôle des armements, et qu'elles placent le pouvoir absolu de détruire les autres nations sous le contrôle absolu de toutes les nations.

« Que les deux parties s'unissent pour faire appel aux merveilles de la science plutôt qu'à ses épouvantes. Explorons ensemble les étoiles, allons à la conquête des déserts, éliminons la maladie, exploitons les profondeurs de l'océan et encourageons les arts et le commerce.

« Que les deux parties s'unissent pour respecter dans tous les coins de la terre le commandement d'Esaïe : « Enlève les lourds fardeaux... et libère les opprimés. »

Dans la troisième partie de son discours, le président Kennedy appelle ses compatriotes à « une longue lutte crépusculaire... contre les ennemis communs de l'homme : la tyrannie, la pauvreté, la maladie et la guerre elle-même ». Et il ajoute : « L'énergie, la foi et le dévouement que nous apportons à cette entreprise illumineront notre pays et tous ceux qui le servent — et le rayonnement de cette flamme peut véritablement illuminer le monde. »

On croit entendre dans ces paroles un écho du dernier discours de Franklin Roosevelt, écrit la veille de sa mort :

« Aujourd'hui, alors que nous marchons contre le terrible fléau de la guerre, alors que nous avançons vers la plus grande contribution qu'une génération d'hommes puisse apporter dans ce monde — la contribution d'une paix durable — je vous demande de

maintenir intacte votre foi. Je mesure l'accomplissement solide qu'il sera possible de réaliser maintenant par la règle de votre confiance et de votre détermination. Et à vous, et à tous les Américains qui se consacrent avec nous à l'établissement d'une paix durable, je dis :

« La seule limite à nos réalisations de demain sera nos doutes d'aujourd'hui. Avançons, avec une foi ferme et agissante » (3).

Mais si c'est avec un vif plaisir qu'on entend de nouveau le Président des Etats-Unis parler ce langage, le discours de Kennedy reflète en même temps les changements intervenus dans le monde depuis seize ans. Pour les hommes d'aujourd'hui, instruits par « une paix dure et amère », la paix ne surgira pas seulement d'un acte de foi. mais d'une « longue lutte crépusculaire » contre les obstacles à la paix. Et elle n'intéressera plus seulement les grandes puissances, mais l'ensemble de la planète.

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer au premier abord, cette attitude réaliste offre de bien plus sérieux espoirs de paix que la naïveté déconcertante qui l'a précédée. Nous ne parlons pas ici de Roosevelt, dont la foi virile était fondée sur une vision bien plus réaliste des choses que ne veulent le reconnaître ses détracteurs, mais de l'administration Eisenhower. L'Amérique sous sa conduite était comme un animal paresseux qui ne connaissait que deux réactions lorsque le monde extérieur troublait sa torpeur : soit une crise de colère devant cette intrusion, soit une tentative pour intégrer l'intrus à son univers en l'engloutissant en quelque vaste étreinte fraternelle. En d'autres termes, on ne connaissait qu'une politique allant « jusqu'au bord de la guerre », ou bien la « fraternisation » sans lendemain de Genève, qu'on a voulu rééditer sur une plus vaste échelle à Paris en mai dernier.

Tout porte à croire que le président Kennedy saura éviter ces deux erreurs en apparence contradictoires, mais en fait intimement solidaires, parce que procédant toutes les deux du refus de regarder la réalité en face. Il ne ris-

(3) « L'autre Amérique », *Christianisme Social* 9-10, 1954, p. 779.

quera pas la guerre, car il sait que son adversaire est puissant ; mais il ne s'imaginera pas non plus qu'il suffit de se rencontrer pour que les divergences disparaissent comme par magie. Car il comprend — et c'est peut-être sa plus grande vertu et son plus grand atout — que l'humanité est multiple, et que des hommes appartenant à d'autres peuples peuvent avoir des buts et des façons de penser très différents de ceux des Américains.

En même temps, il croit, comme je l'ai déjà souligné, à la supériorité de son système ; il croit avec Franklin Roosevelt que « l'aspiration vers la démocratie n'est pas simplement une phase récente de l'histoire humaine. C'est l'histoire humaine elle-même ». Au fond, son attitude est presque parfaitement symétrique de celle de Khrouchtchev. Les deux « Monsieur K » semblent partager en effet les convictions suivantes : 1) que son propre système est incontestablement le meilleur ; 2) qu'il faut lutter avec âpreté pour démontrer cette supériorité à la face du monde, et 3) que cette lutte ne saurait prendre des formes militaires sans mettre en danger l'avenir de l'homme sur cette planète, et qu'elle doit donc se porter sur le terrain politique, économique, et culturel.

Autrement dit, M. Kennedy, comme M. Khrouchtchev, croit à la coexistence, mais à la coexistence *compétitive*. Depuis des années on entend des voix en Amérique — et non seulement en Amérique (4) — pour dénoncer l'abominable hypocrisie des communistes, qui parlent d'un côté de « coexistence pacifique », mais qui n'en proclament pas moins leur intention « d'enterrer » le capitalisme dans un avenir assez rapproché, lorsque sa faillite sera devenue évidente aux yeux du monde. M. Kennedy, qui vient de sommer ses compatriotes d'abandonner leurs préoccupations personnelles avec ce que l'existence peut leur donner, pour une mentalité de lutte et de sacrifice, ne devrait pas trouver hypocrite que de l'autre côté aussi on prétende allier l'esprit pacifique à une volonté farouche de concurrence.

Les deux apôtres de la coexistence compétitive que sont M. Kennedy et M. Khrouchtchev sauront-ils trouver une

---

(4) Voir notre chronique « La fin des illusions, *C. S.* mai-juin 1960.

issue aux problèmes épineux du Laos, du Congo, du désarmement, en ménageant, comme on vient de le faire lors de la libération des deux aviateurs américains, les susceptibilités et les soucis de « face » de part et d'autre ? Seront-ils gênés par l'attitude sectaire et xénophobe de la Chine — ou bien le récent changement de ton de la presse de Pékin annonce-t-il une amélioration de ce côté aussi ? Alors la voie serait enfin ouverte à cette « grande alliance globale, Nord et Sud, Est et Ouest, capable d'assurer une vie plus fructueuse pour l'ensemble de l'humanité », à laquelle le président Kennedy vient d'appeler ses « concitoyens du monde ».

Paris, le 29 janvier 1961.

Stuart R. Schram.

DANS LE NUMÉRO D'AVRIL :

- ★ Elie LAURIOL : Avec les peuples pauvres.
- ★ Gustave MALÉCOT : Foi chrétienne et force de frappe.
- ★ Paul ALLAIS : Un rapport sur la jeunesse délinquante.
- ★ J. MALTERRE : Objectifs du socialisme.
- ★ Gilbert ALLAIS : L'eau devient rare.
- ★ Serge RADINE : De Truman à Kennedy.
- ★ La situation congolaise, par un correspondant belge.

ET EN MAI :

- ★ Pierre FOUGEYROLLAS : Rôle de la jeunesse dans les révolutions actuelles.

NOTES DE LECTURE

« DE LA DICTATURE »

)US ce titre, Maurice Duverger vient de soumettre au public français un ensemble de réflexions fort pertinentes (1). Proseur et journaliste, il sait limiter les servitudes du travail quoien pour se consacrer à une recherche plus fondamentale : il t lui en savoir gré, son dernier travail est riche en même temps salutaire et opportun.

L'intention est double : tenter une esquisse de théorie des dicures — fort modestement, Duverger déclare seulement vouloir porter des matériaux, pas encore une synthèse — et à cette ocion mesurer les chances réelles, la signification et les perspeces d'une dictature militaire dans la France de 1961. Le plan de uvrage est directement issu de cette intention : chaque partie nporte des développements généraux visant à situer la naissance le fonctionnement des dictatures dans une sociologie générale pouvoir politique, et un chapitre particulier appliquant à la nce les conclusions tirées de l'analyse générale.

La trame de l'ouvrage est constituée par une distinction fondantale : il existe d'une part des **dictatures sociologiques,** portées pouvoir par une situation de crise économique et sociale prode. Il existe d'autre part des dictatures qu'aucune mutation loureuse de la Société n'a rendues nécessaires, les **dictatures nniques,** dont les variantes sont la colonisation, l'occupation miire par une puissance étrangère ou la dictature prétorienne.

A partir de cette distinction, l'auteur traite tout d'abord de la ologie des dictatures. Un inventaire historique fort complet — fort brillamment mené — lui permet de constater qu'il existe

(1) Maurice Duverger : « De la dictature ». Julliard, 1961. pages.

ou a existé de nombreuses « dictatures sociologiques » nées d'une crise de structures dans le pays intéressé : crise économique ou monétaire profonde, modification importante du rapport des forces entre la paysannerie et les classes urbaines (artisans, bourgeoisie puis ouvriers). A la lumière de cette analyse, Duverger examine la situation actuelle de la France et n'y découvre aucune crise de structures d'une ampleur susceptible d'acculer le pays à la dictature.

Mais les dictatures nées de crises de structures économiques et sociales apparaissent dans l'histoire comme des phénomènes isolés temporaires et limités chacun à un pays. En revanche, l'histoire a connu deux grandes épidémies de dictatures, s'étendant plus ou moins sur toute la surface du monde réputé civilisé. La première période est celle des VIIe et VIe siècles avant notre ère, la seconde a commencé avec la Révolution française de 1789 et n'est pas close.

Le trait commun à ces deux épidémies de dictatures est qu'elles résultent **d'une double crise : émergence d'une société urbaine** artisanale et commerçante ou industrielle au sein d'une civilisation à base agricole et aristocratique, et simultanément **crise de « croyances »**, c'est-à-dire disparition du consensus général donné aux institutions en vertu de croyances politiques, morales, religieuses ou philosophiques. Dans la société chaotique et ingouvernable née d'une telle situation, la dictature est le produit d'une inéluctable nécessité.

Cette constatation amène Duverger à se poser le problème de savoir s'il existe une telle crise de croyances, un « conflit de légitimité », en France. Et sa réponse est négative : le vieux conflit entre « aristocrates » et « patriotes » fut résolu dès 1848, le ralliement des catholiques à la république fut définitivement scellé par le M. R. P. en 1945, et le conflit entre socialistes et « capitalistes » s'affadit et n'a plus de signification profonde : les électeurs communistes eux-mêmes sont souvent conservateurs. Dans ces conditions, la situation française n'exige en rien une dictature.

Cependant les accidents de l'histoire, les dictatures techniques demeurent toujours possibles. Une dictature prétorienne — établie par l'armée de métier — demeure pour la France une éventualité nullement négligeable. Le noyau activiste de l'armée est le produit de la révolte des jeunes générations contre les structures sclérosées, comme le sont le Centre national des jeunes agriculteurs, le mouvement « Jeune Patron », l'U. N. E. F., et regroupements multiples qui, de l'intérieur, bouleversent les structures de l'Université, de la haute administration ou des syndicats

Mais paradoxalement ce mouvement militaire, qui s'est défini à l'occasion de guerres perdues et dans un total isolement de la métropole, se tourne vers une dictature appelée par la situation algérienne mais récusée par la métropole quasi unanime, et trouve comme alliés les éléments les plus rétrogrades du pays. Mais le succès purement technique de l'opération dictatoriale n'en demeure pas pour autant impossible...

DANS la seconde partie de l'ouvrage, à bien des égards la plus nouvelle et la plus passionnante, et où Duverger pratique un humour féroce, il s'essaye à définir une dialectique des dictatures. Confirmant ce que chacun sait — qu'il existe **des dictatures réactionnaires et des dictatures révolutionnaires** — il montre que les dictatures appartiennent à l'une ou l'autre catégorie selon qu'elles sont nées à un moment où les représentants des structures anciennes détenaient encore la réalité du pouvoir, ou à un moment où le rapport des forces a déjà changé. Plus neuve, et plus enrichissante probablement pour la science politique, est la constatation que **la réalité en cause dans le processus de développement des dictatures est moins le rapport des forces entre les classes sociales que le niveau de développement de la société intéressée.** À cette constatation s'en ajoute une autre : **plus le niveau de développement est élevé, moins la dictature révolutionnaire a de raison d'être, et encore moins a-t-elle de chances de naître.** Une dictature technique dans une société très développée ne peut être que réactionnaire.

Et l'auteur termine son ouvrage par une fort pertinente **annonce de la révolution indirecte** : empêchant un développement pourtant nécessaire, la dictature réactionnaire produit inéluctablement une situation de type révolutionnaire. Avis à nos colonels : la dictature prétorienne est le seul moyen de réintroduire, à terme, le parti communiste dans les rouages du pouvoir.

Avis à nos colonels, la formule ne vient pas par hasard sous la plume. Duverger a rédigé comme s'il voulait convaincre nos colonels. L'intention est louable, mais il est à craindre qu'elle ait peu d'effet, ces hommes ont montré qu'il en fallait plus pour les convaincre. Or ce faisant, Duverger contribue pour sa part à redonner toute sa force au mythe de la dictature policière et militaire, et par suite au mythe réciproque de l'union de la gauche antifasciste. C'est poser le problème en termes trop simples. Après l'échec relatif du 13 mai, qui n'a pas produit un pouvoir fasciste à cause des divisions internes et des incertitudes de l'armée, après l'échec de janvier 1960, dû à ce que l'armée n'a pas pris position

dans son ensemble, les officiers activistes n'ont plus la possibilité d'entraîner la majorité de l'armée derrière eux. Le coup de force militaire est aujourd'hui moins à craindre qu'il y a deux ans, et la S. F. I. O. le sait bien, qui commence à prendre ses distances avec le gaullisme et à se conduire comme sous la IVe République. Ce qui demeure toujours à craindre, c'est la disparition des libertés publiques et de la démocratie par désuétude, l'introduction progressive d'éléments fascisants dans le régime aggravant ce qu'il avait dès l'origine de prétorien.

Duverger sur ce point a commis une omission grave : il n'évoque que les dictatures apparaissant nettement illégitimes dès leur naissance, mais ne traite guère des gouvernements devenant dictatoriaux sur le tard. Ou si l'on préfère, il ne donne pas de définition minima de la liberté politique. Cette lacune est curieuse si on la rapproche des développements consacrés aux sociétés hautement industrialisées. La complexité croissante des mécanismes du pouvoir et la nécessaire liberté des cellules intellectuelles créatrices de pouvoir y rendent la dictature impossible et néfaste. Mais cette même complexité, cette même décentralisation de la décision, rendent plus difficile l'exercice de la liberté, et plus menaçante la dictature bureaucratique née d'un pouvoir légitime. Nos militaires ont peu à faire pour aggraver cette évolution et obtenir ce faisant que soit appliquée leur néfaste politique. Dans ce domaine, Duverger n'apporte point d'anticorps, et la définition de la démocratie reste à construire en même temps que sa réinsertion dans les exigences fondamentales des citoyens.

Tel n'était cependant pas le propos de l'auteur, et son ouvrage ainsi compris, restera de toutes façons parmi les œuvres politiques importantes de l'époque.

J. MALTERRE.

LES ROUAGES DE L'ECONOMIE NATIONALE, par J.-M. ALBERTONI. Editions Ouvrières, 215 p., 7,5 NF.

LE CAPITALISME EN QUESTION, par Jacques GERMAIN. Editions Laffont, 264 p., 8 NF.

Les Editions ouvrières inaugurent une collection « Initiation économique » par cette excellente introduction aux « Lectures » plus poussées de manuels ou de traités d'économie politique.

L'un des économistes d'Economie et Humanisme a dirigé ce travail de mise au point dans des sessions de formation, ce qui fait de l'ouvrage un bon instrument pédagogique à la portée de tous.

Comment se réalise la production ? et à partir d'elle, les reve-
ius monétaires, et que deviennent-ils sur le marché des capitaux ?

Des schémas très clairs et progressifs permettent de suivre les ;ircuits des biens et de la monnaie. Le lecteur pourra voir préci- er les notions essentielles — les plus souvent ignorées — des ;ircuits financiers et du budget de l'Etat.

Dans la 3ᵉ et la 4ᵉ parties, c'est plus difficile, mais encore :lair, sans simplification outrancière. Il s'agit de l'équilibre pro- luction-revenu, et de l'intervention de l'Etat pour la maîtrise de la nachine économique.

Un grand nombre de données économiques très récentes en font ıne mine d'informations.

Enfin, dans la conclusion s'ouvrent des perspectives sur ce qui a té laissé de côté : une économie pour l'homme, pour le Tiers nonde, avec ses centres de décisions où chacun devra participer, appelle que la grande recherche est celle d'une planification meil- eure.

Nous avions déjà lu dans la « Revue Socialiste » des articles de . Germain qui est de nos lecteurs. Cet ingénieur de l'E. D. F. dé- :rit, clairement et simplement, chiffres à l'appui, sans passion, ce ıu'est aujourd'hui le capitalisme rénové par Kynes.

C'est un « homme d'affaires » qui décrit le dedans « De l'en- reprise au groupe financier », « Ressources et financièrement ca- ›italistes », « Capitalisme et l'Etat moderne », « Pouvoir écono- nique et pouvoir politique »... La concentration capitaliste se oursuit sur le plan financier, les groupes de pression dominent e politique... Aussi doute-t-il de la capacité de l'Etat de diriger mpartialement une économie où règnent des pouvoirs si puissants. .'analyse reste économique et financière et s'appuie sur des docu- nents sérieux. Particulièrement intéressants sont ses commentaires ur l'autofinancement et la concurrence imparfaite.

Mais ce capitalisme sans crise et tendant au bien-être pourrait lurer encore longtemps sans être menacé. Il est **mis en question** ›ar la croissance rapide de l'économie communiste qui dépassera ›ientôt celle de l'Europe et par les revendications des pays prolé- aires. Pour retenir le défi, il faudrait dépasser les recettes capi- alistes de l'enrichissement et de l'avarice nationaux.

« Face au communisme soviétique des pauvres devenus puis- ;ants, face à l'angoisse révoltée des peuples qui ne sont pas déli- rés de la misère, les économies occidentales ne survivront que si elles renoncent à leur désordre, à leur étroitesse et à leur égoïsme.

Entre le capitalisme dont il n'y a plus grand-chose à espérer et un collectivisme totalitaire dont il y a beaucoup à craindre, il existe un troisième chemin qui concilie la liberté de la personne et l'efficience de l'organisation. »

Telle est sa conclusion que nous faisons nôtre.

M. V.

LE PLAN SAUVY. Calman-Lévy, 1960, 200 p.

Dans ce livre sont réunis — suivant le plan annoncé par l'auteur — les articles publiés par Alfred Sauvy dans **l'Express**, au printemps dernier ; s'y ajoutent les commentaires de divers auteurs, un texte important de P. Mendès-France, et une conclusion générale de M. Sauvy.

En fait, il est assez difficile de « rendre compte » d'un tel ouvrage, car il n'est pas aisé de le situer : ce n'est pas un « plan » au sens strict du terme, comprenant définition d'**objectifs** précis et **coordination** d'un moyen à mettre en œuvre, mais ce n'est pas non plus une simple collection d'opinions sur divers sujets : les propositions de l'auteur obéissent en effet à une logique qui les relie entre elles, et sont destinées à provoquer la recherche commune par « la gauche » d'un véritable plan d'**action.**

Dans ces conditions, il est moins important de tenter de porter un « jugement » que d'encourager vivement la diffusion de ce livre, en invitant les lecteurs à se poser deux séries de questions :

1° Les propositions contenues dans le « plan » sont-elles compatibles avec l'idée qu'ils se font de la politique économique d'un gouvernement « de gauche » ? On peut difficilement contester la valeur de l'idée fondamentale qui soutient la plupart du raisonnement de l'auteur : il faut agir sur les **hommes** pour dégager les lignes véritables du progrès au lieu de protéger telle ou telle situation particulière. Mais sommes-nous prêts à supporter les changements radicaux d'attitudes qu'implique logiquement cette recherche ?

2° Les « réponses » des personnalités chargés de « critiquer » le plan Sauvy laissent-elles penser que ces propositions peuvent servir de base de discussion pour un regroupement ? On notera au moins à cet égard la signification de la **non-réponse** de M. Fronteau, qui substitue le programme du Parti communiste à la discussion du plan Sauvy.

On souhaite du moins que pour faire avancer l'étude du pro-lème posé par M. Sauvy, le plus grand nombre possible d'**orga-isations** de gauche mettent sérieusement son ouvrage à l'étude our connaître les réactions des « militants » après celles des ersonnalités qui ont déjà fait connaître les leurs.

Cl. VIENNEY.

ONFIDENCES D'UN PATRON SUR LA REFORME DE L'ENTRE-PRISE, par Alexandre DUBOIS. Ed. Ouvrières, 140 p., 5,10 NF.

Président de l'Union des chefs d'entreprise pour des structures umaines, Alexandre Dubois « expérimente » depuis la Libéra-on des réformes dans les aciéries de Bonpertuis (Isère). La tête u ciel et les pieds sur la terre, ce patron n'est ni un rêveur, i un entêté. Il a fort bien vu que l'entreprise se situe au arrefour de l'épargne, du travail et des besoins et il cherche inventer progressivement la structure capable de concilier ffectivement les intérêts des capitalistes, des salariés et des onsommateurs. M. Dubois a dépassé le stade de la participation ux bénéfices, forme attardée du paternalisme, et il doute avec iste raison que le monde du travail soit prêt à entrer dans s « jeux parfois troubles du capitalisme ». Résumons en quel-ues lignes les suggestions de M. Dubois.

Les actionnaires, irremplaçables pour le lancement de l'affaire, onsentent par contrat d'une part à lier la rémunération de leur ipital à celle du travail, d'autre part à renoncer au surcroît enrichissement dû à l'autofinancement ; ils deviennent en mme de simples « serviteurs rémunérés ».

Rejoignant les thèses de Dubreuil, M. Dubois organise l'entre-ise en coopérative de travail, divisée s'il y a lieu en ateliers tonomes. Les salariés sont rémunérés collectivement.

En cas de liquidation, les « acquêts de communauté » dus x réserves d'autofinancement font retour à la collectivité cale, professionnelle, nationale) ou aux clients...

Les expériences et les réflexions d'A. Dubois ne peuvent être ivies qu'avec une très grande sympathie par les milieux du ristianisme social que préoccupe la suppression du salariat. bois est convaincu, comme nous, que la « vraie solution » sse par de véritables réformes de structure. Il expose le point vue du « patron » : il reste à connaître celui des salariés.

R. CRESPIN.

LES DIFFERENCES DE NIVEAU DE VIE AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE, par M. Paul PAILLAT. **Population** (oct.-déc. 1960)

Depuis que les allocations familiales ont été instituées en France, ces allocations ont été l'objet de disscussions passionnées, les uns estimant leur taux exagéré, les autres l'estimant insuffisant. D'autre part, on observe chaque jour qu'à côté d'ouvriers « roulant auto », il en subsiste beaucoup dans la misère. Quelles sont les raisons de ces différences de niveau de vie et dans quelle mesure les allocations y remédient-elles ? C'est à ces questions que M. Paul Paillat répond.

L'auteur commence par définir le niveau de vie comme étant le rapport entre le montant des ressources et celui des besoins. La détermination des ressources est basée sur les taux de salaire fournis par les statistiques officielles du ministère du Travail pour la région parisienne, pour les derniers mois de 195 (S. M. I. G. = 156 F) et sur le taux des allocations en vigueur à la même époque. Le rapport entre ce taux et le montant des salaires n'ayant que très peu varié depuis lors, les conclusions de l'étude restent valables. D'autre part, l'auteur adopte comme échelle des besoins, le barème ci-après d'unités de consommation :

100 pour le chef de famille,
85 pour sa femme,
50 pour chaque enfant supposé âgé de moins de quinze ans

Afin de faciliter la comparaison entre les différentes situations familiales envisagées, le rapport entre les éléments précisés ci-avant est affecté d'un coefficient conventionnel tel que niveau de vie du travailleur marié, sans enfant et travaillant quarante heures par semaine, soit toujours caractérisé par nombre 100, sa femme étant supposée ne pas travailler, et ce quelle que soit sa qualification professionnelle.

On remarquera qu'il a été fait abstraction des primes parfo importantes que touchent certains ouvriers ; d'autre part, le barème adopté pour les besoins peut paraître un peu arbitraire et pe être l'objet de discussions ; il s'agit, en fait, d'un barème clas sique, déjà utilisé dans des études antérieures et nous pouvon tel quel, l'estimer valable pour la catégorie sociale étudiée.

● Le calcul montre alors qu'en se basant sur le niveau de v 100 pour le ménage sans enfant, ce niveau atteint :

1° — pour le manœuvre payé **200,50** (Sécurité sociale d duite),

83 avec un enfant, **86** avec 2 enfants et **90** avec 3 enfant

2° — pour l'ajusteur payé **300,90,**
82 avec un enfant, **79** avec 2 enfants et **78** avec 3 enfants ;
3° — pour le modeleur-mécanicien payé **374,80,**
81 avec un enfant, **76** avec 2 enfants et **73** avec 3 enfants.

Ainsi, si **la naissance du premier enfant s'accompagne toujours 'une baisse importante du niveau de vie et d'autant plus im-ortante que la qualification professionnelle est plus élevée, les llocations familiales permettent — lors des naissances sui-antes — un léger relèvement de ce niveau de vie, mais cela eulement pour les ouvriers les moins qualifiés.** Au contraire, le iveau de vie des ouvriers les plus qualifiés continue à diminuer vec l'augmentation du nombre des enfants. On peut évidem-ient objecter que le législateur, en instituant ces allocations, n'a as cherché à maintenir le niveau de vie de toute la population, nais qu'il a précisément cherché à venir en aide aux travailleurs s moins favorisés. Ces résultats permettent néanmoins à 1. Paillat de conclure : **« Le caractère non proportionnel des llocations familiales désavantage relativement la main-d'œuvre ualifiée qui a charge d'enfants. »**

● Pour remédier à cette situation, l'ouvrier cherchera à faire es **heures supplémentaires ;** mais l'on constate qu'avec un en-nt à charge, il lui faudra faire huit heures supplémentaires our retrouver le niveau de vie du ménage sans enfant. A partir u 2e enfant les heures supplémentaires du père ne suffisent us et il faut que la mère de famille cherche du travail exté-eur, juste au moment où sa présence au foyer devient plus écessaire.

● Pour étudier **l'influence du travail de la femme,** l'auteur admis pour celle-ci un salaire uniforme de 10 % supérieur u S. M. I. G., quelle que soit la qualification du chef de famille. ette hypothèse est évidemment arbitraire car il peut arriver u'une femme ait un salaire supérieur à celui de son mari ; ourtant, il n'y a aucune raison pour que l'épouse d'un ouvrier autement qualifié touche un salaire supérieur à celui de l'épouse u manœuvre. Une légère variation du salaire féminin ne mo-fie d'ailleurs pas les conclusions : **l'influence du travail de la mme est d'autant plus grande que l'ouvrier est moins qualifié.** e travail de la mère de famille permet ainsi de **relever le niveau vie d'une famille de deux enfants de 86 à 125 pour le ma-œuvre, de 79 à 105 pour l'ajusteur, de 76 à 97 pour le mo-leur.**

● Si, d'autre part, on cherche à déterminer **l'influence du loyer et de l'allocation-logement sur le niveau de vie familial,** on constate que ce niveau varie très rapidement avec la charge du loyer. Celui-ci représente en effet toujours une proportion importante des besoins : Les statistiques publiées sur cette question permettent de fixer **le loyer moyen de l'ouvrier à 10 % du montant des ressources familiales ;** ce loyer pouvant varier entre 6 % (cas de l'immeuble ancien loué à la surface corrigée) et 20 %, ce dernier loyer pouvant être, soit celui d'un logement meublé ne donnant pas droit à l'allocation en raison de son exiguïté, soit celui d'un logement décent dans un immeuble moderne pouvant entraîner le paiement de l'allocation.

En affectant du niveau de vie 100 la situation de l'ajusteur marié sans enfant payant un loyer égal à 10 % du montant de ses ressources, on peut calculer que ce niveau de vie descend à 89 si le loyer s'élève à 20 % et à 73 si, ayant deux enfants, il ne peut bénéficier de l'allocation-logement ; ce niveau de vie remonte à 82 s'il bénéficie de cette allocation. Pour le manœuvre ces chiffres seraient respectivement 90,81 et 89. Comme pour les allocations familiales l'allocation-logement ne permet de compenser l'augmentation de charge due à l'accroissement du nombre des enfants que pour les ouvriers les moins qualifiés.

● Enfin l'auteur attire notre attention sur **la situation des familles dont le premier enfant atteint l'âge de quinze ans.** Les besoins de l'adolescent sont en effet supérieurs à ceux de l'enfant jeune ; deux cas se présentent alors : si l'adolescent poursuit ses études et même si ces études sont entièrement gratuites il en résulte une réduction des conditions d'existence de toute la famille. (Le niveau de vie de l'ajusteur père de trois enfants tombe ainsi de 78 à 69.) Au contraire, si l'adolescent se met à travailler à l'extérieur, le niveau de vie familial remonte malgré l'accroissement des besoins ; cela montre bien la **nécessité de généraliser les allocations d'études** si l'on veut que les enfants d'ouvrier accèdent à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur.

Pour terminer, M. Paillat fait observer que, même quand deux travailleurs ont la même qualification, le niveau de vie peut être très différent suivant qu'il se trouve avantagé (employeur accordant un salaire supérieur aux normes, heures supplémentaires pas d'enfant, femme travaillant, loyer faible...) ou désavantagé (charges de famille, femme ne travaillant pas, logement meublé ne donnant pas droit à l'allocation...). On constate alors que

malgré les allocations familiales **le niveau de vie de l'ouvier peut varier dans la proportion de 100 à 300.** L'écart peut même être plus important si l'on tient compte d'autres facteurs tels que parents à charge, éloignement du lieu de travail, frais de cantine...

Si le lecteur père de famille, a parfois l'impression que l'auteur enfonce une porte ouverte, il n'en demeure pas moins que celui-ci a le mérite d'avoir cherché à chiffrer les différences sociales et, en quelque sorte, d'avoir mis le problème en équation. L'article met ainsi clairement en lumière :

— l'insuffisance des allocations familiales,

— les règles trop restrictives mises à l'attribution de l'allocation-logement,

— la nécessité de généraliser les allocations ou bourses d'étude,

tous points sur lesquels nous devrions — en tant que chrétiens-sociaux — chercher à agir sur nos compatriotes et sur les pouvoirs publics.

A. P.

SONDAGES DE L'OPINION INTERNATIONALE.

Le dernier numéro de la revue **Sondages** (n° 3, 1960) est consacré à la situation économique et financière en France, aux problèmes sociaux, à l'Algérie, au régime, aux problèmes internationaux, au gouvernement et aux opinions internationales.

Ces dernières enquêtes ont été conduites simultanément dans douze pays à la fin de décembre 1959 et en janvier 1960. Il nous a paru intéressant de relever certains points.

● En ce qui concerne **les relations Est-Ouest** et les chances de paix, la plupart des pays se montrent optimistes. 59 % de Français jugent qu'un règlement des différends Est-Ouest est possible. Les Anglais sont encore plus optimistes (69 %), ainsi que les Américains (66 %).

Seulement 15 % de Français pensent qu'il y a un grand danger de guerre mondiale, alors que 31 % d'Américains ont cette crainte. Très peu de personnes pensent que la menace de guerre pourrait venir des Etats-Unis seuls, mais on les cite assez fréquemment en même temps que l'U. R. S. S. comme éventuels responsables de guerre.

● La France est la nation la plus sceptique à l'égard des **réalisations et des possibilités de l'O. N. U.,** puisque seulement 15 % trouvent qu'elle fait du bon travail et 32 % trouvent très important que nous essayions d'en faire une réussite. Par contre 65 % d'Américains et 35 % déclarent que l'O. N. U. fait du bon travail et 88 % d'Américains qu'il est nécessaire de faire d'elle une réussite. Ces chiffres sont évidemment très significatifs.

Mis à part les Américains et les Grecs, l'opinion générale dans le monde est que, en 1970, les Russes viendront en tête des autres pays dans le double domaine scientifique et militaire. Les Américains, eux, font confiance à leur suprématie et les Grecs ont la même opinion, à un moindre degré.

● Comme la France, la plupart des pays s'accordent à penser qu'en 1970, les Etats-Unis seront **le pays au niveau de vie le plus élevé,** mais c'est dans leur propre pays, disent-ils, qu'il fera le meilleur vivre. Evidemment 95 % d'Américains affirment qu'en 1970 leur pays aura le plus haut niveau de vie et 93 %, que c'est chez eux qu'il fera le meilleur vivre. Seules la Grèce et l'Allemagne pensent qu'en 1970 il fera meilleur vivre aux Etats-Unis que chez eux.

Après leur propre pays, c'est la plupart du temps aux Etats-Unis que les gens aimeraient le mieux vivre. L'U. R. S. S. est citée avec une relative fréquence : par 16 % des Grecs, 13 % des Indiens, 4 % des Français et des Allemands et par une très petite minorité dans d'autres pays.

● Des enquêtes ont été aussi faites concernant **la dimension idéale de la famille** et il est intéressant de comparer les réponses avec les taux de natalité à la même époque. La concordance est dans l'ensemble très frappante : les pays donnant une dimension idéale élevée de la famille ont aussi une natalité élevée et inversement. Le Canada et l'Autriche présentent les deux cas extrêmes : au Canada, le mode est très marqué à quatre enfants, souvent cinq ou six. Or ce pays est resté très fécond, surtout parmi les Canadiens français. En Autriche, le mode est très accusé à deux enfants, parfois même zéro ou un enfant. Or, la natalité s'est effondrée dans ce pays depuis la fin de la guerre et est loin d'y assurer le renouvellement des générations. En France et en Angleterre, les réponses donnent une moyenne de 2,8 enfants.

● Un autre indice du moral des différents peuples est fourni par les réponses à cette simple question : « D'une manière générale, **diriez-vous que vous êtes heureux ou malheureux ?** » Parmi les pays où s'est déroulée l'enquête, c'est en Grèce et aux Indes surtout où se rencontrent le plus de personnes qui se déclarent malheureuses ou très malheureuses. Dans les autres pays, les hommes s'estiment avant tout heureux ou très heureux, surtout au Canada, aux Pays-Bas, en Suisse, comme en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne.

● Quant à la question posée aux personnes mariées de savoir si elles considèrent **leur mariage comme heureux,** l'optimisme l'emporte partout, mais un quart seulement, dans l'ensemble, en proportions très variables selon les pays, le déclarent très heureux. La satisfaction l'emporte surtout au Canada, puis aux Pays-Bas, et, à un moindre degré, en Uruguay, en Grande-Bretagne et en Suisse.

M. S.

LA FAIM, LA SOIF ET LES HOMMES, par G. ZOTTOLA, Hachette, 224 p.

Ce sujet d'actualité est bien présenté, avec tout le sérieux nécessaire sur le plan documentaire. Nous le recommandons vivement à ceux que des livres plus techniques et plus épais effraieront.

Zottola est optimiste et s'étend longuement sur les moyens techniques (engrais et culture intensive, chlorelles...) qui pourraient assurer la nourriture nécessaire.

Il ne fait pas ressortir nettement que **le problème est moins technique que social et politique** : c'est la diffusion de ces méthodes éprouvées qui constitue le grand problème ; la grande difficulté reste celle de la formation des hommes de ces pays, l'organisation de nouvelles structures sociales. Enfin, pourquoi reprendre la théorie de de Castro sur la faim procréatrice qui s'est révélée inexacte sur le plan biologique ?

M. V.

LE BRAS SECULIER, par CASAMAYOR, Ed. du Seuil.

Après « Où sont les coupables ? » et « Les Juges », Casamayor qui est magistrat, tente une psychanalyse de la police dans un livre passionnant et difficile, « Le bras séculier ».

Difficile parce que nous sommes tous juristes ou justiciables, prisonniers de classifications abstraites. On dit la justice, la police, « le milieu », sans savoir que ces mondes se touchent, se comprennent ou se trahissent et l'auteur bouleverse cet équilibre trop facile. Passionnant parce que praticien, magistrat, soucieux de la « rencontre » avec ses personnages, l'auteur cherche en eux l'homme, comme il le recherche et le découvre dans le policier.

Qu'est-ce que la Justice ? Un homme est « interpellé », arrêté, secoué. Est-il déjà coupable ? Son entrée « dans la machine » — avec ses mécaniciens — est-elle un signe, un commencement ? Mieux, est-il déjà jugé, condamné ? Son sort est-il fixé au stade de l'information policière ? Le juge qui intervient après ne fait-il autre chose que consacrer une décision déjà prise ? Mieux encore, la police existe-t-elle sans renseignements, sans « indicateurs » ? La fin et les moyens, juge et indicateur, le bien et le mal absolu existent-ils l'un sans l'autre ?

Casamayor répond — à sa manière, vive, alerte, humaine et chaleureuse — parfois avec humour, mais sans jamais oublier celui qui est la fin et pour lui l'homme seul, face à face avec la société — le coupable.

Et l'auteur a opté pour lui.

Mais il a choisi aussi le policier et il veut l'aider, malgré lui peut-être, comme un médecin. Casamayor veut mettre la sociologie, les sciences humaines au service de la justice, d'une justice renouvelée. Effort surhumain. « La fonction judiciaire sombre constamment par habitude et doit renaître constamment par l'invention. » Casamayor connaît son monde, l'analysant comme juge il se déclare insatisfait. Peut-on souhaiter meilleur juge ?

« Il faut expliquer le but de ce livre — écrit l'auteur — pour que les critiques ne se trompent pas de cible. Nous tentons de faire prendre conscience aux hommes des problèmes posés, parce qu'ils considèrent comme leur sauvegarde le bras séculier... En acceptant dès le départ toutes les indignités, toutes les fautes, nous avons tenté d'administrer le tranquillisant nécessaire afin que chacun cesse de se croire autorisé à mépriser son prochain. »

Je connais peu d'étude sur la police aussi vraie, aussi sincère et aussi lucide. La justice avec ses auxiliaires — l'indicateur, la presse, la défense — méritaient bien d'être jugés par un juge et je me réjouis que ce juge soit Casamayor.

J.-J. de FELICE.

Notre situation financière

LA REVUE : un léger excédent

ous avons publié cette année 872 pages, contre 806 en 1959. Pourtant e situation financière est satisfaisante : nous avons rattrapé 1 030 NF léficit 59 et *il nous reste un léger solde de 610 NF.*

ous envoyons à nos lecteurs français un numéro supplémentaire 0-1961, « L'Assemblée de Montbéliard ».

ous leur demandons :

e régler en février leur abonnement ;

'abonner, s'ils le peuvent, un ami ;

e nous transmettre de nouveaux abonnés ;

e nous envoyer des adresses pour des services de propagande.

Merci.

M. V.

MOUVEMENT : déficit

vie financière d'un mouvement comme le nôtre amène à de curieuses tatations.

cours de l'année 1960, nous avons expédié près de 3 000 lettres à Amis pour leur demander de nous envoyer leurs cotisations et dons. une cible de 29 000 NF, nous avons reçu 19 000 NF.

is vienne le véritable « coup dur », comme cela a été le cas du fait 'achat de notre local, en UN MOIS nous avons pu le réaliser et en X MOIS nous avions reçu 21 000 NF de dons et 10 500 NF de prêts.

s Amis ont parfaitement senti qu'il y avait *danger* et ont réagi avec lité et efficacité. Nous les en remercions à nouveau.

maintenant ? *Eh bien nous restons en danger* car notre budget 1961 eut être inférieur à 40 000 NF et d'autre part il faut rembourser les

tre plan 1961 se divise en trois parties :

Recueillir les cotisations et dons 1961 *le plus rapidement possible* ce mois-ci) et nous attirons votre attention sur la disparité entre ce nous avons reçu en 1960 (19 000 NF) et le budget (40 000 NF). La con- on, pour vous, est facile à tirer.

Rembourser les prêts. Nous demandons aux Amis qui le peuvent de charger par des versements mensuels « hors budget ». Faites vos offres.

Augmenter le nombre de nos membres. *Votre propagande personnelle ndispensable.* Il faut faire la « boule de neige », nous envoyer des de personnes susceptibles de s'intéresser à notre action, les inviter ticiper au prochain congrès.

is pensons avoir été suffisamment clairs pour nous arrêter ici, non rendre grâces à Dieu et vous demander votre intercession.

la Commission Financière — R. Barde

LES PRESIDENTS, P. Ducros et P. Ricœur.

C. C. P. 6337-54 Paris, 20, rue de la Michodière.

MONDE UNI

Je veux être appelé un citoyen du Monde
ERASME

" UN MONDE UNI OU LE NÉANT "
EINSTEIN

JANVIER 1961

Enquête sur les Nations unies

- André BOSSIN, Pierre COT, Jean DAYRE, Jacques NANTET, Paul LE PAPE, Jean PREDINE, etc.
- **UNE INTERVIEW DE** Henri LAUCHER.
- **UNE DECLARATION DE** DAG HAMMARSKJOELD.
- **UN ARTICLE DE** H. EBRARD.

Documentation : 99 PAYS A L'O. N. U.

- **POLICE MONDIALE,** par Jean-Pierre CORNET 24
- **LE FEDERALISME MONDIAL ET LES PAYS COMMUNISTES,** par Philippe COMTE 17

Editorial : NEW DEAL

MONDE UNI - 9, rue de Hanovre, Paris-2e

« A L'ÉCOUTE DU MONDE FEUILLES DE ROUTE »

Bulletin de formation et d'information

édité par la CHRONIQUE SOCIALE DE FRANCE,
16, rue du Plat, LYON 2e - 10 numéros par an

Abonnement annuel : 8,50 NF - C. C. P. 4553-15

Cette publication se propose de présenter, chaque mois, un panorama de l'actualité économique, sociale, politique et internationale ; des dossiers sur les problèmes économiques, politiques et sociaux qui ont marqué pendant le mois précédent la vie nationale ou internationale, une revue de la presse française ; une bibliographie destinée aux militants chrétiens, etc.

Directeur : J. FOLLIET,

Rédacteur en chef : G. BLARDONE

ADRESSES SÉLECTIONNÉES

V.T.N. Taninges (Hte-Savoie) Tél. 78 : Vêtements de travail. Pompiers, Marins, Mineurs, Industriels.

Ets ALBARIC et Cie, Marque déposée : RIC. Manuf. Bonneterie et Confection enfants - 9, route de St-Gilles, Nîmes et à Paris, 17, rue de la Banque (2e).

TRICOTAGE ROANNAIS, 17, rue Saint-André, Roanne (Loire). Sous-vêtements en bonneterie.

ENTREPRISES d'EQUIPEMENT URBAIN ET RURAL, 13, rue Raymond-Marc, Nîmes. Tél. 69-45.

SARLINO (Sté Ind. Rém. du Linoléum), 49, Bd de Charonne, Paris-11e. ROQ. 91-34. Linoléum, Remoléum.

SOCIETE ANONYME d'INDUSTRIE COTONNIERE, Mulhouse (H.-R.), 3, avenue Clemenceau.

MAISON G.F. WALBAUM, S. A. - Réassurances. 17, rue de la Banque, Paris-2e. CEN. 79-38.

Imprimerie CORBIERE ET JUGAIN, à Alençon. Tél. 26. - Tous travaux d'impression. Editions. Périodiques.

Imprimerie BAHY, Mulhouse. Typo, Litho, Offset. 39, rue des Vergers.

ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL, 139, bd du Montparnasse, Paris-VIe. ODE 44-97. Préparation au Diplôme d'Etat d'Assistante Sociale.

ECOLE D'INFIRMIERES AMBROISE PARE, 3, rue Emile-Zola, Lille. Préparation au diplôme d'Etat, cours théoriques et stages pratiques au chevet du malade. Bourses.

BETHOUART A., Organisateur-Conseil, 83, rue Dom-Bouquet, Amiens. Tél. 65-63.

COLLEGE CEVENOL, Le Chambon-sur-Lignon (Hte-Loire). Alt. 1 000 m. Ecole internationale mixte. Enseignement secondaire et technique. Direction : Pasteur Theis et Mme Lavondès.

MANUPARE, 26, rue de Verdun, Suresnes (Seine). Enveloppes et pochettes pour courrier et revues. Tél. Lon 40-90 (3 lignes groupées).

MANERA & Cie. Construction d'appartements en co-propriété. Membre du Syndicat National de la Construction. 9, av. Milleret-de-Brou, Paris-16e. Bag. 95.00.

LA TRIBUNE DES NATIONS

CHAQUE SEMAINE

— **Révélations sur les dessous de la politique internationale ;**
— **Etudes objectives sur la vie économique et financière ;**
— **Nombreuses lettres de l'étranger, documents, reportages, etc...**

Demandez service d'essai gratuit : 150, av. des Champs-Elysées PARIS. — Tél. : ELY. 58-54.

Le Gérant : M. VOGE. - N° d'inscript. 4646. - *Imp. Corbière et Jugain*

Supplément au « CHRISTIANISME SOCIAL » n° 1-2 - 1961

TABLE ANALYTIQUE 1960

* Notre vie quotidienne. — Les noms entre parenthèses sont ceux des auteurs analysés. — Les chiffres romains indiquent le N° de la Revue, les chiffres arabes la page. — Les chiffres romains entre parenthèses renvoient à un **ensemble.**

DOCTRINE CHRETIENNE SOCIALE

RELIGION ET EGLISE

ŒCUMENISME

L'ALGERIE

PROBLEMES SOCIAUX ET MORALITE

CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE POLITIQUE

CULTURE

QUELQUES NOTES DE LECTURES

DÉCLARATION DE PRINCIPES

Les chrétiens sociaux réunis à Paris, au terme d'un conflit mondial qui accuse la faillite de tout monde fondé sur l'anarchie, l'injustice et la violence affirment, en communion avec le Mouvement œcuménique, leur foi en un monde nouveau dont la construction ne peut avoir d'autre fondement que la souveraineté de Jésus-Christ et l'insertion des exigences de l'Evangile dans tous les domaines de la vie individuelle et collective.

Ils s'accordent en conséquence pour reconnaître et proclamer la nécessité des principes suivants :

Le chrétien porte une responsabilité qui l'engage, au sein de la communauté dont il est solidaire, à affirmer et proclamer les nécessaires implications de l'Evangile. Il ne saurait se désintéresser de la politique.

Il n'y a de démocratie véritable que lorsque, sous une forme ou sous une autre, est reconnu dans une égalité de droit qui exclut toute considération de race, de classe, de sexe ou d'opinion, le principe : « Un seul est votre Maître et vous êtes tous frères. » Dans la diversité des dons et des vocations, il ne saurait y avoir qu'un critère, celui de l'utilité générale et de la conformité au bien commun.

Il est conforme à la justice que les minorités soient représentées proportionnellement dans les assemblées nationales et internationales.

Une démocratie doit être aujourd'hui économique et sociale autant que politique. C'est pourquoi l'Etat a pour mission de garantir à tout homme qui n'a pas démérité une existence normale dans une sécurité sociale qui le protège contre les risques de la maladie, des accidents, de la vieillesse et du chômage. Le travail doit être protégé et garanti à chacun.

Les principales sources de la richesse d'un pays doivent appartenir à la collectivité. La socialisation des grands moyens de production est l'une des conditions essentielles d'une démocratie moderne.

La coopération prépare efficacement la transformation de la propriété égoïste en propriété collective et assure les voies

d'acheminement du régime capitaliste actuel vers une économie fraternelle nouvelle fondée sur les besoins de chacun et non sur la recherche du profit dans la concurrence et l'anarchie.

Le syndicalisme, lié au fait de la lutte des classes dans notre société capitaliste, mais dépassant le cadre des classes, apparaît comme l'un des rouages indispensables et l'une des conditions de l'organisation économique actuelle. Il doit être appelé à jouer, à côté d'autres grands organismes d'intérêt général, un rôle essentiel dans les institutions économiques et sociales de l'Etat moderne.

Aucune immoralité, aucune injustice, aucune violence, ni aucun mensonge ne saurait trouver sa justification dans une raison quelconque d'état, de classe ou de race.

Il y a une seule morale pour les deux sexes. Toute mesure d'exception à l'égard de la femme sous prétexte de mœurs doit être abolie.

Les Pouvoirs publics ont le devoir d'assurer la sauvegarde de la moralité publique et d'assurer l'application des lois protectrices des bonnes mœurs. Ils doivent intervenir contre tous les fléaux moraux et sociaux qui, comme l'alcoolisme ruinent la santé physique et morale du pays.

Les Pouvoirs publics ont le devoir d'assurer la sauvegarde de l'enfance et l'intégrité de la jeunesse dans sa santé physique et morale. Ils ne sauraient toutefois s'en prévaloir pour prétendre à l'initiative exclusive de l'orientation et de la direction de la jeunesse.

Aucune raison contraignante ne saurait jamais légitimer un conflit. Une guerre reste toujours un défi à la conscience chrétienne.

Pour résoudre les conflits, l'arbitrage est la seule méthode conforme à l'idéal chrétien.

Il faut donc travailler à préparer dans l'opinion les voies d'une Communauté internationale qui, par des ententes entre les peuples et une limitation des souverainetés aboutira au désarmement et à la paix.

Tout peuple, sans considération de race, a droit au respect de son intégrité physique et spirituelle. Il représente l'un des aspects du génie humain. La puissance matérielle ne donne aucun droit ni aucun privilège dans la direction du monde ou la privation d'un peuple de sa liberté. Il n'y aura de paix et de sécurité que lorsque tous les peuples, petits ou grands, se plieront aux décisions prises par la majorité.

Les conflits internationaux ont souvent leur origine dans le déséquilibre économique du monde et dans le nationalisme renaissant comme dans tout impérialisme qui en est la conséquence. Une organisation économique mondiale est donc de nature à supprimer l'une des causes essentielles des guerres.

Notre politique doit tendre à réaliser dans les colonies la liberté et la justice pour tous et à orienter ces territoires au fur et à mesure de leur maturité politique vers une totale autonomie au sein de la société des peuples.

Le chrétien se doit de travailler à l'établissement de ce monde pacifié dans la justice, la vérité et la liberté.

Les chrétiens sociaux ne prétendent pas épuiser leur idéal dans ces affirmations. La volonté du Père les oblige à préparer, dans un effort constant de rénovation individuelle et sociale, la cité nouvelle libre et fraternelle comme une promesse du Royaume de Dieu, selon la parole : « Nous attendons des cieux nouveaux et une terre nouvelle où la justice habitera. »

LE MOUVEMENT DU " CHRISTIANISME SOCIAL " VOUS OFFRE :

CITÉ NOUVELLE
un journal populaire d'évangélisation et d'information sociale.

LA REVUE...

SES EDITIONS...

DES EQUIPES D'ETUDES ET DE RECHERCHES
sur la position du chrétien dans le monde.

DES GROUPES D'APPLICATION
des conséquences pratiques de l'Evangile.

DES REUNIONS DE CONTACT
et de soutien entre les membres engagés dans l'action coopérative et communautaire, morale et sociale, syndicaliste et industrielle, politique, pacifiste, etc., pour échanger leurs expériences.

DES GROUPES D'ETUDE CHRETIENS SOCIAUX
où se rencontrent des hommes de métiers, de classes, de partis différents pour une commune recherche.

DES CONGRES, DES RENCONTRES REGIONALES, NOTRE SEMAINE SOCIALE DES JEUNES, DES CAMPAGNES D'EVANGELISATION
en salle neutre et dans la paroisse.

UN CENTRE D'INFORMATION
avec ses plans d'études, ses dossiers, ses informations.

UNE ECOLE
où, dans l'amitié, ceux qui étudient et se préparent à l'action rencontrent ceux qui sont déjà engagés dans le monde et ses combats.

Offrez-nous votre amitié, vos services dans nos équipes, animez des groupes d'étude, aidez-nous à diffuser notre presse, venez à nos rencontres, travaillez à l'évangélisation de notre peuple, engagez-vous dans le combat du Christ.

Adressez-vous au Secrétaire général :

M. VOGE, 20, rue de la Michodière, Paris (2e)

Le Gérant : M. VOGE — IMPRIMERIE CORBIÈRE ET JUGAIN, ALENÇON.

CHRISTIANISME SOCIAL

Revue mensuelle de culture sociale et internationale

NOUVELLE SERIE

ncien Directeur : Elie GOUNELLE †.

omité de Rédaction : R. ANTONIOLI, P. ARBOUSSE-BASTIDE, J. BOIS, R. CRESPIN, J. CZARNECKI, P. DUCROS, H. HATZFELD, G. LASSERRE, E. LAURIOL, G. MALECOT, R. MEHL, A. MONNIER, P. POUJOL, P. RICŒUR, H. ROSER, A. TROCMÉ, C. VIENNEY, M. VOGE.

Pour la Suisse : E. PORRET, La Chaux-de-Fonds.

édacteur en chef : Etienne TROCMÉ (en congé).

édaction-Administration : 20, rue de la Michodière, Paris (2e). Tél. : Ric. 38-76. — Chèques postaux : Paris 6337-54.

es livres pour compte rendu sont reçus par l'Administration.

bonnements : Abonnement de soutien ...... **25 à 50** NF
— au juste prix .... : **16** —
— réduit .... : **8,50** —
Le numéro .... : **3** —
Etranger : Le n° **3,5 NF.** Abon. : **18** NF

Les abonnements partent du mois de janvier et doivent être ayés au début de l'année. Abonnement exceptionnel pour le euxième semestre au prix de 9 *NF* (*Et.* **10**).

(Pour tout changement d'adresse : 0,5 NF

orrespondants étrangers :

Belgique : A. HOUDART, 11, rue Joseph-Hubert, Mons. C.P. : 3385-21. (Abonnement : **180** fr. belges).

Suisse : Jean-Daniel REYMOND, 10, rue Liotard, Genève. C.C.P. 1.14274 Genève. (Abonnement : 16 fr. s.).

Italie : LIBRERIA EDITRICE CLAUDIANA, Torre-Pellice (Torino). C.C.P. 2.17557. (Abonnement : 2.000 lires).

lemagne : W.-E. SAARBACH, Gertrudstrasse, 30, Köln-1 (Postscheckonto : Köln 258-23). — Abon. : **16** marks.

ur la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, des abonnements-poste peuvent être payés directement pour la France aux bureaux de poste de la localité, en monnaie du pays.

REVUE EST EN VENTE A :

RIS : Librairie Protestante, 140, Bd Saint-Germain (6e).
ON : Librairie pour Tous, 32, cours Roosevelt.
RSEILLE : Librairie Clairière, rue Grignan.
RRE-PELLICE : Libreria Claudiana.
ME : Libreria di Cultura Religiosa, Piazza Cavour, 32.
Libreria Evangelica, via IV Novembre 107
ISSE : *Naville et Cie*, 7, rue Levrier, Genève, et chez ses dépositaires.

NOTRE COLLECTION

Les ensembles (✤) et les articles de la revue du Christianisme Social sont toujours d'actualité. Demandez-les à votre libraire ou à nos bureaux : 20, rue de la Michodière, Paris-2ᵉ - C. C. P. 6337-54 Paris.

Janvier	1956	La révolution atomique (G. Malécot).
Mars	1956	L'Union française ✤ (O. Rosenfeld).
		Le Poujadisme ✤ (A. Grosser, G. Lasserre).
Mai	1956	Planisme et liberté ✤ (Cl. Gruson, P. Ricœur).
Octobre	1956	Colonisation (A. Césaire). Allemagne (Vermeil).
Janvier	1957	Après la fin des colonies ✤ (G. Crespy).
Mars	1957	La communauté des Nations ✤ (A. Mathiot).
Mai	1957	Responsabilités internationales ✤ (A. Philip).
Juillet	1957	Le Protestantisme rural ✤ — Crise internationale et œcuménisme, par Philippe Maury
Octobre	1957	L'Unité Syndicale (G. Lasserre) ✤
		L'Automation (A. Béthouart).
Novembre	1957	Une morale sociale pour les chrétiens ✤ (G. Crespy — n° décembre).
		Vers la connaissance de Marx (S. R. Schram).
		Art réaliste et art social (R. Jullian).
Janvier	1958	Le Protestantisme Européen (E. Trocmé).
		Genèse de l'antisémitisme (J. Isaac).
Mars	1958	L'industrie et l'université dialoguent (P. Arb.-Bastide).
		Le contrôle des naissances et notre foi ✤ (A. Dumas, Dr Weill-Hallé et de Rougemont, P. Dreyfus-Schmidt, M. Voge...).
Mai	1958	Economie humaine et vie religieuse ✤ (Y. Chaigneau, H. Bartoli, F.-G. Dreyfus, Bolle).
		Sous le Bâillon ✤ (Sartre, Ricœur, Philip).
Juillet	1958	L'Etat et nos libertés menacées ✤ (Charlier, Mehl, Ricœur, de Pury, J. Malterre).
		Solution pour l'Algérie (A. Philip).
Octobre	1958	Beaucoup plus qu'un référendum ✤ (Ricœur, Hauriou, Philip).
		Pour une gauche protestante (E. Trocmé).
		Les chrétiens et la guerre atomique.
Décembre	1958	Notre avenir politique ✤ (A. Philip, G. Crespy, C. Vienney).
Janvier	1959	Capitalisme et Socialisme modernes (A. Philip).
		Les élections et le franc (Lavau-Crespin).
Février	1959	Les chrétiens et le monde communiste (K. Barth, P. Ricœur).
Mars	1959	Où va la classe ouvrière ? ✤ (A. Touraine, S. Mallet).
Juillet	1959	La crise sociale et les formes nouvelles de la justice (A. Sauvy, P. Ricœur, G. Seve-ac).
Octobre	1959	La Social-démocratie dans l'impasse (S. R. Schram).
Décembre	1959	Crise du Socialisme (Ricœur).
Janvier	1960	Science, croyants et incroyants.
Février	1960	L'homme et son logement ✤ (G. Thurnauser).
Mai	1960	Les Sociétés en pleine évolution (C. Œ.).

Prix de ce Numéro : 3,50 NF